

**PLAN LOCAL D'URBANISME
(P.L.U.)**

Dossier de synthèse

REGLEMENT

**APPROBATION
(REVISION)**

Vu pour être annexé à la
délibération du 13.03.2014

DELIBERATIONS

Prescription : 23.02.2009

Arrêt du Projet : 01.08.2013

Approbation : 13.03.2014

Adaptation du document suite à l'approbation du 13.03.2014 :

- Révision allégée n°1 du 28.04.2016
- Modification n°2 du 19.10.2017

Approbation du PLU (Révision du POS) : 02.10.2006

SOMMAIRE

TITRE I : DISPOSITIONS GENERALES	2
---	----------

TITRE II : DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES URBAINES	3
---	----------

CHAPITRE I	DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE UA	3
CHAPITRE II	DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE UB	10
CHAPITRE III	DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE UC	14
CHAPITRE IV	DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE UD	20
CHAPITRE V	DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE UE	26
CHAPITRE VI	DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE UF	30
CHAPITRE VII	DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE UG	34
CHAPITRE VIII	DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE UH	40
CHAPITRE IX	DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE UJ	44
CHAPITRE X	DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE UT	49

TITRE II : DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES A URBANISER	
--	--

CHAPITRE I	DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE IAU	53
CHAPITRE II	DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE IIAU	58

TITRE II : DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES AGRICOLES	
--	--

CHAPITRE I	DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE A	59
------------	--------------------------------------	----

TITRE II : DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES NATURELLES	
---	--

CHAPITRE I	DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE N	65
------------	--------------------------------------	----

ANNEXES du Règlement :

1. fiches conseils du SDAP 73 (zone UA)
2. fiches de prescriptions issues de l'étude du PPM de la Maison de Têtes (zone UA)
3. Rapport hydrogéologique des captages de Rocher Fendu, de Froide Fontaine, des Rêches et de Pré Saint Esprit (Arc 2000)

TITRE I : DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE1-Champd'applicationterritorialduPlan

Le présent règlement s'applique au territoire de la commune de BOURG SAINT MAURICE;

ARTICLE2-Divisionduterritoireenzones

1 - Le territoire couvert par le Plan Local d'Urbanisme (PLU) est divisé en zones :

Les zones urbaines dites « zone U » comprennent :

- **UA** correspondant à la structure traditionnelle du centre ville de Bourg St Maurice et aux hameaux et villages
- **UB** correspondant au périmètre de la ZAC des Alpins, créée le 30.05.2013.
- **UC** correspondant à des secteurs d'urbanisation moyennement dense réservés à l'habitation ainsi qu'aux activités non nuisantes
- **UD** correspondant à des secteurs d'urbanisation de faible densité réservés principalement à l'habitat
- **UE** correspondant aux activités économiques
- **UF** correspondant aux activités touristiques, sportives et de loisirs
- **UG** correspondant à la ZAC et à la butte du Chantel à Arc 1800
- **UH** correspondant à un secteur sur la station Arc 1600
- **UJ** correspondant à la ZAC d'Arc 2000
- **UT** correspondant aux sites urbanisés des stations d'Arc 1600 et Arc 1800

Les zones à urbaniser dites « zones AU » comprennent :

- IAU où les voies publiques, réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement existants à leur périphérie ont la capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter dans l'ensemble de la zone. Les orientations d'aménagement et de programmation et le règlement définissent les conditions d'aménagement et d'équipement de la zone dans laquelle les constructions sont autorisées
- IIAU définissant des secteurs pour lesquels les voies et réseaux publics sont inexistantes ou insuffisants et dont l'ouverture à l'urbanisation est subordonnée à une modification ou à une révision de PLU

Les zones agricoles dites « zones A » correspondant aux secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricole

Les zones naturelles dites « zone N » correspondant aux zones naturelles et forestière, équipés ou non, à protéger en raison :

- Soit de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique,
- Soit de l'existence d'une exploitation forestière
- Soit de leur caractère d'espaces naturels.

2 - Les plans comportent par ailleurs les emplacements réservés aux voies et emprises publiques; Ceux-ci ne pourront recevoir une autre destination que celle prévue.

ARTICLE3-Zonesexposéesàdesrisquesnaturels

Tout projet de construction pourra être interdit ou soumis à prescriptions si le bâtiment se trouve être exposé à des risques naturels ou si sa construction risque d'aggraver un ou des risques naturels existants ou potentiels.

La commune est dotée d'un Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles (PPRNP) approuvé le 3 novembre 2004, révisé le 14.08.2009.

Le pétitionnaire est donc tenu de consulter ce document.

TITRE II : DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES URBAINES

CHAPITRE I - DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE UA

CARACTERE DE LA ZONE UA

La zone UA est une zone de constructions anciennes constituant la structure traditionnelle du centre ville de BOURG ST MAURICE ainsi que des hameaux et villages, dans laquelle il s'avère souhaitable de conserver le caractère d'un tissu bâti intéressant, pouvant faire l'objet de restauration immobilière et de restructuration ; ces projets de construction, de rénovation ou de restauration devront s'intégrer dans le contexte architectural existant.

La commune est dotée d'un Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles (PPRNP) approuvé le 3 novembre 2004, révisé le 14.08.2009. Le pétitionnaire est donc tenu de consulter ce document.

Le plan local d'urbanisme distingue :

- un secteur **UAc**, qui caractérise le centre-ville ancien, et où des prescriptions particulières d'architecture et d'urbanisme sont imposées, en vue d'en protéger le caractère.
- un secteur **UAh**, qui caractérise les hameaux anciens, et où des prescriptions particulières d'architecture et d'urbanisme sont imposées, en vue d'en protéger le caractère.

Sont indiqués par des trames :

- des espaces verts à préserver (abords de ruisseaux et biotope..), (au titre de l'article L123-1-5, 7° du code de l'urbanisme)
- des linéaires commerciaux à préserver (en référence à l'article du L123-1-5, 7bis° du code de l'urbanisme sur la diversité commerciale)

Rappel : La commune a mis en place une consultance architecturale destinée à conseiller toute personne qui entreprend de construire, restaurer ou aménager un bâtiment. Cette mission s'exerce le plus en amont possible, de façon préventive au stade de l'intention de faire, du choix du terrain, de l'interrogation sur le P.L.U. etc.. Elle permet de conseiller utilement le pétitionnaire pour contribuer à une bonne intégration du bâtiment dans le paysage

ARTICLE UA1- OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

Sont interdits :

- Les installations classées autres que celles admises à l'article UA 2.
- Les affouillements et les exhaussements du sol non liés à des opérations autorisées dans la zone.
- Les constructions destinées à l'industrie
- Les constructions destinées à l'agriculture
- Le stationnement des caravanes et les habitations légères de loisirs
- Les décharges et dépôts de toute nature à l'air libre
- En secteur UAc, le changement de destination des rez-de-chaussée commerciaux indiqués sur le plan de zonage,

ARTICLE UA2 - OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES

1. Les installations classées correspondant à des activités nécessaires à la zone et à condition qu'elles n'entraînent pour le voisinage aucune incommodité, aucune insalubrité susceptible de causer des dommages graves et irréparables aux personnes et aux biens.

2. Les annexes de l'habitation à condition qu'elles soient rattachées aux constructions existantes dans un même ensemble architectural (en appui de constructions existantes ou dans le prolongement de terrasses intégrées au projet).

3. Lesdémolitionssontsoumisesaupermisdedémolir.

4. Reculpar rapportauxcoursd'eau : Le recul du bâtiment principal ou des annexes ne peut être inférieur à 5 mètres par rapport à la limite des berges des cours d'eau.

Rappel :

1. *Tout projet de construction pourra être interdit ou soumis à prescriptions si le bâtiment se trouve être exposé à des risques naturels ou si sa construction risque d'aggraver un ou des risques naturels existants ou potentiels.*

2. *L'article L. 111-3 du Code rural, instituant la réciprocité des règles d'éloignement des bâtiments agricoles est applicable.*

3. *La RD1090 est classée axe bruyant de type 3. Dans une bande de 100m de part et d'autre de l'axe de la voie (repérée au plan en annexe du P.L.U), des prescriptions d'isolement acoustique seront imposées lors de la demande de permis de construire.*

ARTICLE UA3 - CONDITIONS DE DESSERTE DES TERRAINS PAR LES VOIES PUBLIQUES OU PRIVEES, ET CONDITIONS D'ACCES AUX VOIES OUVERTES AU PUBLIC

1 - Accès

1.1. - Lorsque le terrain est riverain de plusieurs voies publiques, l'accès sur celles de ces voies qui présenterait une gêne ou un risque pour la circulation peut être interdit.

1.2. - Les accès doivent être adaptés à l'opération et aménagés de façon à apporter la moindre gêne à la circulation publique.

1.3. - Aucune opération ne peut prendre accès sur un chemin affecté à la circulation des seuls piétons.

2 - Voirie

Les dimensions, formes et caractéristiques techniques des voies nouvelles doivent être adaptées aux usages qu'elles supportent ou aux opérations qu'elles doivent desservir.

ARTICLE UA4 - CONDITIONS DE DESSERTE DES TERRAINS PAR LES RESEAUX PUBLICS D'EAU, D'ELECTRICITE ET D'ASSAINISSEMENT

1. Eau potable :

Toute construction à usage d'habitation ou d'activités doit être raccordée au réseau public d'eau potable.

2. Assainissement :

2.1.Eauxusées

2.1.1. Toute construction ou installation nouvelle doit être raccordée au réseau public d'assainissement. Toutes les obligations réglementaires vis-à-vis du gestionnaire de ce réseau doivent être satisfaites.

2.1.2. En l'absence de réseau ou en attente de celui-ci, il est admis un dispositif d'assainissement individuel, conforme à la réglementation en vigueur.

2.2.Eauxpluviales

Les aménagements réalisés sur tout terrain devront être tels qu'ils garantissent l'écoulement des eaux pluviales vers le réseau public ou vers un exutoire ; le constructeur réalisera les dispositifs appropriés pour leur évacuation vers un exutoire ou vers le réseau public.

Ces aménagements sont à la charge exclusive du constructeur qui doit réaliser les dispositifs adaptés à l'opération et au terrain.

3. Réseaux secs :

Les branchements aux réseaux d'électricité et de téléphone seront enterrés.

ARTICLE UA5 - SUPERFICIE MINIMUM DES TERRAINS CONSTRUCTIBLES

Sans objet.

ARTICLE UA 6 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

Sauf prescription imposée pour des motifs relevant de la sécurité publique (visibilité, décharge de toiture, etc..), ou d'ordonnancement architectural, l'implantation des constructions nouvelles est fixée en fonction de l'alignement général des bâtiments existants.

ARTICLE UA 7 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

1- Lorsque le projet intéresse un secteur bâti où les constructions sont réalisées en alignement continu, la continuité entre limites latérales doit être maintenue.

2- Les constructions seront implantées à une distance de 1m de la limite de propriété (distance mesurée de la façade à la limite de propriété).

3- Les règles ci-dessus ne s'appliquent pas aux bâtiments et installations à usage de service public ou d'équipement collectif.

4- **Recul par rapport aux cours d'eau :** Le recul du bâtiment principal ou des annexes ne peut être inférieur à 5 mètres par rapport à la limite des berges des cours d'eau.

ARTICLE UA 8 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

Non réglementé

ARTICLE UA9 -EMPRISE AU SOL

Non réglementé.

ARTICLE UA10 -HAUTEUR MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS

La hauteur absolue est mesurée par rapport au terrain naturel avant travaux, en tout point du bâtiment, à l'exception des superstructures nécessaires au fonctionnement des constructions telles que souches de cheminée, machinerie d'ascenseur, etc.....

Dans le secteur **UAc**, la hauteur absolue est de 13 m.

Dans les secteurs **UAh**, la hauteur est fixée à 9 m.

Les règles ci-dessus ne s'appliquent pas aux bâtiments et installations à usage de service public ou d'équipement collectif.

ARTICLE UA 11 - ASPECT EXTERIEUR DES CONSTRUCTIONS ET AMENAGEMENT DE LEURS ABORDS**1 - Implantation et volume :**

L'implantation, le volume et les proportions des constructions dans tous leurs éléments doivent être déterminés en tenant compte de l'environnement et en s'y intégrant le mieux possible, en particulier par leur adaptation au terrain naturel (sans modification importante des pentes de celui-ci) et par leurs aménagements extérieurs, notamment du point de vue des perceptions lointaines et dominantes de ladite construction.

Compte-tenu de la sensibilité paysagère et de l'exposition visuelle générale des villages et des hameaux, les exhaussements et affouillements de sol liés à l'implantation des constructions, ainsi que de leurs annexes, doivent être réduits au minimum nécessaire à l'adaptation au terrain naturel.

2 - Aspect des façades :

Pour toute construction neuve, ainsi que pour toute reconstruction, réhabilitation ou extension d'une construction existante :

- Les matériaux utilisés en extérieur doivent présenter un aspect fini : l'emploi à nu, en parements extérieurs, de matériaux normalement conçus pour être recouverts d'un enduit ou d'un autre type de revêtement, est interdit (exemple : parpaings, briques creuses, agglomérés,...).
- Les matériaux de façades, les enduits, les ouvertures, les menuiseries et huisseries extérieures doivent être déterminés en tenant compte de leur environnement bâti et leur détail devra apparaître clairement sur la demande d'autorisation de construire.
- L'aspect minéral des constructions doit être dominant en façades.
- L'utilisation de teintes vives ou de blanc est interdite pour les enduits et peintures en façades.

Les matériaux utilisés en extérieur autorisés sont :

- L'enduit en parement (sur maçonnerie, structure bois ou autre),
- La pierre en parement ou en structure,
- Le béton brut en parement ou en structure,
- Le bois en parement ou (et) en structure.

Sur chaque façade, les surfaces apparentes de ces différents matériaux, exception faite de celles recouvertes d'enduit, ne pourront constituer plus de la moitié de la surface (hors vitrage) de la façade concernée.

L'enduit sera traité, soit truellé grossièrement au mortier de chaux avec du sable de carrière (ou autres enduits d'aspect similaire) soit lissé, par référence à l'usage local.

La pierre aura impérativement l'aspect de la pierre du pays. Elle sera de préférence enduite à pierre vue.

Le béton brut pourra être admis, à condition de s'harmoniser à l'architecture environnante et d'être justifié par la qualité architecturale du projet.

Le bois de parement (de préférence d'essence locale : épicéa, sapin, mélèze,) sera constitué de planches disposées verticalement.

Toutefois, d'autres dispositions pourront être autorisées à condition de s'harmoniser à l'architecture environnante et d'être justifiées par la qualité architecturale du projet.

Dans le cas général, le bois (de parement comme de structure), s'il doit être traité, le sera par lasure sombre (dans les tons « noyer » ou « châtaignier »).

3. En UA_c :

Les projets de construction et de réhabilitation se référeront à l'étude architecturale réalisée pour ce secteur (insérée dans le rapport de présentation et annexée au règlement) et respecteront les recommandations du Service départemental de l'Architecture et du patrimoine notamment dans ses fiches techniques spécifiques (annexées au règlement).

Ceci concerne notamment :

- lestoitures :

Les extensions possibles des constructions et/ou les nouvelles constructions ne doivent pas nuire à l'harmonie d'ensemble du secteur. Les échappées visuelles sur le paysage urbain et naturel doivent être préservées.

Il est recommandé, pour les constructions de préserver le patrimoine constructif et donc d'encourager autant que possible l'utilisation de la lauze en couverture. A défaut, le traitement des toitures doit être le plus homogène possible afin d'éviter par exemple, les toitures en tuiles mécaniques de couleur rouge à proximité d'une toiture tuiles gris anthracite.

- lesenduits,couleursetdécorseints :

Le traitement des façades doit maintenir la polychromie (alternance de teintes "coquille d'oeuf ", ocre jaune mais aussi du vert ou du rose) qui rythme la Grande Rue pour conserver le caractère de la rue.

Les éléments de décor (chaînes d'angle, des bandeaux et des encadrements qui structurent les façades), peints généralement ou en relief de couleurs (blanc, coquille d'oeuf, ocre jaune...) plus claires que l'enduit de façade, devront être conservés quand ils existent ou réutilisés dans les projets de construction.

A l'exception des devantures et des portes en bois naturel, le bardage bois est proscrit dans le périmètre de protection.

- lesdevanturescommerciales : la création ou la transformation de devantures existantes devra respecter les recommandations des fiches techniques du Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine de la Savoie (annexées au règlement).

- lesbalcons : les balcons métal doivent être privilégiés au détriment des balcons bois.

Comme pour les devantures, le Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine de la Savoie a établi des fiches-conseil et recommandations architecturales à consulter pour la restauration et la création de balcons (annexées au règlement).

Les balcons filants sont proscrits car ils introduisent une rupture de la trame urbaine

- lesbaies : les menuiseries seront à deux vantaux (de préférence avec petits bois de teinte grise ou brune) et protégées par des volets à persiennes.

Les volets roulants ou les volets à écharpes sont proscrits, de même que les menuiseries de teinte blanche.

4. Toitures, en UA_h :

4.1 Les toitures doivent être à deux pans inclinés déversant vers l'extérieur, de pente comprise entre 35 et 45 %. Les toitures doivent comporter un débord de 0,8 mètre au minimum. Les ouvertures en toiture sont interdites, sauf dans le plan de celle-ci.

Toutefois, les toitures à un pan ou en toiture terrasse sont tolérées, s'il s'agit d'un édifice d'accompagnement adossé à la construction principale.

4.2 Les matériaux de couverture doivent avoir une teinte se rapprochant de celle utilisée dans les villages : Gris sombre ou brun sombre.

5. Balcons et Garde – corps, en UAh :

Les balcons (consoles, platelage) et garde-corps seront réalisés en bois (de préférence d'essence locale : épicéa, sapin ou mélèze).

Les garde-corps sont constitués de barreaudages ou lames disposées dans le sens vertical.

Les garde-corps en fer forgé sont admis en référence au bâti ancien du centre bourg et des hameaux, mais devront respecter les recommandations des fiches techniques du Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine de la Savoie (annexées au règlement).

6. Clôtures

Elles seront constituées de grillages, d'une hauteur maxi de 1.20 m sans muret.

7. Commerces (en UAc)

Les façades des commerces ne doivent occuper que les rez-de-chaussée des bâtiments et s'harmoniser avec celles du bâtiment dans lequel elles s'inscrivent.

L'harmonie des façades commerciales doit être respectée.

8. Panneaux et capteurs solaires

Ceux-ci devront être implantés en façade ou en toiture, parallèles aux pans de la façade ou de la toiture.

9. L'ensemble des dispositions ci-dessus ne s'appliquent pas aux constructions et installations à usage de service public ou d'équipement collectif.

ARTICLE UA 12 - OBLIGATIONS EN MATIERE DE REALISATION D'AIRES DE STATIONNEMENT

1. Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions et installations doit être assuré en dehors des voies publiques et doit être accessible en toute période de l'année.

2- Il est exigé :

2.1. - habitation

- 1 place par logement.

2.2. - activités commerciales

-1 place pour 25 m² de surface de vente

2.3. - bureaux

-1 place pour 40 m² de surface de plancher

2.4. - hôtels-restaurants

Hôtels : 2 places pour 3 chambres

Restaurants et bars : 1 place pour 10 m² de salle

Pour les hôtels-restaurants, seule la norme la plus contraignante est retenue

3 - Toutefois, en cas d'impossibilité technique de pouvoir aménager le nombre d'emplacements nécessaires en stationnement sur le terrain de l'opération, le constructeur peut réaliser les places de stationnement manquantes sur un autre terrain accessible de la voie publique déneigée à condition que celui-ci ne soit pas distant de plus de 100 m de la construction principale. Les dites places de stationnement seront affectées aux utilisateurs du bâtiment projeté par un acte authentique soumis à la publicité foncière.

Il pourra également être justifié d'une concession à long terme dans un parc public de stationnement.

ARTICLE UA 13 - OBLIGATIONS EN MATIERE DE REALISATION D'ESPACES LIBRES, AIRES DE JEUX ET DE LOISIRS ET PLANTATIONS**1. Obligation de réaliser des espaces plantés :**

Les surfaces libres de toute construction et non indispensables à la circulation automobile ou piétonne doivent être paysagées et non imperméabilisées.

2. Choix des essences végétales :

Les plantations seront composées d'essences variées et locales (à baie et à fruits, à feuilles non persistantes).

Les haies de thuyas, de lauriers ou de tout autre végétal constituant un écran visuel permanent sont interdites.

Le choix des essences, leur mode de groupement et leur taille devront prendre en compte les caractéristiques du paysage communal (haies variées, bosquets, arbres isolés, vergers...).

Plantations aux abords des constructions : Il est recommandé de préserver ou reconstituer les trames arborées existantes, en particulier celles des vergers.

3. Espaces verts à préserver, au titre de l'article L123-1-5, 7° du code de l'Urbanisme (abords du ruisseau protégé en biotope) : ces espaces sont à protéger de toute construction et clôture

4. Abords des cours d'eau : Il conviendra de préserver un espace en végétation herbacée de 5m de part et d'autre des cours d'eau.

5. Aménagements liés à la gestion des eaux pluviales : noues, bassins de rétention... doivent participer à la valorisation du cadre de vie par la qualité de leur traitement paysager.

ARTICLE UA14 - COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL

Les possibilités d'occupation du sol résultent de l'application des articles 3 à 13 du présent règlement.

ARTICLE UA 15 - OBLIGATIONS EN MATIERE DE PERFORMANCES ENERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTALES

Sans objet.

ARTICLE UA 16 - OBLIGATIONS EN MATIERE D'INFRASTRUCTURES ET RESEAUX DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES

Sans objet.

CHAPITRE II - DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE UB

CARACTERE DE LA ZONE UB

La zone UB correspond au périmètre de la ZAC des Alpins créée le 30.05.2013. Ce secteur est couvert par une Orientation d'Aménagement et de Programmation.

La commune est dotée d'un Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles (PPRNP) approuvé le 3 novembre 2004, révisé le 14.08.2009. Le pétitionnaire est donc tenu de consulter ce document.

Rappel : La commune a mis en place une consultance architecturale destinée à conseiller toute personne qui entreprend de construire, restaurer ou aménager un bâtiment. Cette mission s'exerce le plus en amont possible, de façon préventive au stade de l'intention de faire, du choix du terrain, de l'interrogation sur le P.L.U. etc.. Elle permet de conseiller utilement le pétitionnaire pour contribuer à une bonne intégration du bâtiment dans le paysage

ARTICLE UB1- OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

Sont interdits :

- Les installations classées autres que celles admises à l'article UB 2.
- Les constructions destinées à l'industrie et à l'agriculture.
- Le stationnement des caravanes et les habitations légères de loisirs
- Les décharges et dépôts de toute nature à l'air libre.
- Les affouillements et les exhaussements du sol non liés à des opérations autorisées dans la zone.

ARTICLE UB2 - OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES

1. Les opérations d'aménagement devront prendre en compte l'Orientation d'Aménagement et de Programmation, qui décline des principes de qualité environnementale, urbaine et paysagère, ainsi que des principes d'aménagement à respecter.
2. Les installations classées correspondant à des activités nécessaires à la zone et à condition qu'elles n'entraînent pour le voisinage aucune incommodité, aucune insalubrité susceptible de causer des dommages graves et irréparables aux personnes et aux biens.

Rappel :

1. *Tout projet de construction pourra être interdit ou soumis à prescriptions si le bâtiment se trouve être exposé à des risques naturels ou si sa construction risque d'aggraver un ou des risques naturels existants ou potentiels.*
2. *La RD1090 est classée axe bruyant de type 3. Dans une bande de 100m de part et d'autre de l'axe de la voie (repérée au plan en annexe du P.L.U), des prescriptions d'isolement acoustique seront imposées lors de la demande de permis de construire.*

ARTICLE UB3 - CONDITIONS DE DESSERTE DES TERRAINS PAR LES VOIES PUBLIQUES OU PRIVEES, ET CONDITIONS D'ACCES AUX VOIES OUVERTES AU PUBLIC

1-Accès

- 1.1. - Lorsque le terrain est riverain de plusieurs voies publiques, l'accès sur celles de ces voies qui présenterait une gêne ou un risque pour la circulation peut être interdit.
- 1.2. - Les accès doivent être adaptés à l'opération et aménagés de façon à apporter la moindre gêne à la circulation publique.
- 1.3. - Aucune opération ne peut prendre accès sur un chemin ouvert à la circulation des seuls piétons

2-Voirie

Les dimensions, formes et caractéristiques techniques des voies nouvelles doivent être adaptées aux usages qu'elles supportent ou aux opérations qu'elles doivent desservir.

3 - Le plan de composition devra s'inspirer des principes définis dans les orientations d'aménagement et de programmation. En particulier, les longueurs de voiries resteront limitées, en organisant des espaces de stationnement en entrée de zone.

Des connexions piétonnes devront être prévues pour préserver les perméabilités entre ilots et avec les quartiers environnants.

ARTICLE UB4 - CONDITIONS DE DESSERTE DES TERRAINS PAR LES RESEAUX PUBLICS D'EAU, D'ELECTRICITE ET D'ASSAINISSEMENT

1. Eau potable : Toute construction à usage d'habitation ou d'activités doit être raccordée au réseau public d'eau potable.

2. Assainissement :

2.1. Eaux usées : Toute construction ou installation nouvelle doit être raccordée au réseau public d'assainissement. Toutes les obligations réglementaires vis-à-vis du gestionnaire de ce réseau doivent être satisfaites.

2.2. Eaux pluviales : La gestion des eaux pluviales devra être assurée à l'échelle de la zone, à partir de différents dispositifs d'infiltration tels que fossés végétalisés, noues, bassin de décantation, puits d'infiltration, etc, qui assureront l'évacuation des eaux pluviales.

Ils seront équipés de débit de fuite avant la connexion avec le réseau d'eau pluvial existant si la capacité d'infiltration des sols n'est pas suffisante.

Ces dispositifs seront dimensionnés selon la capacité d'infiltration des sols.

Ces aménagements sont à la charge exclusive du constructeur qui doit réaliser les dispositifs adaptés à l'opération et au terrain.

3. Réseaux secs :

Les branchements aux réseaux d'électricité et de téléphone seront enterrés.

ARTICLE UB5 - SUPERFICIE MINIMUM DES TERRAINS CONSTRUCTIBLES

Non réglementé

ARTICLE UB 6 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

Les constructions doivent être implantées avec un recul par rapport à l'axe de la voie de :

* 7 m pour les voies communales

* 10 m pour les routes départementales

Les règles ci-dessus ne s'appliquent pas aux bâtiments et installations à usage de service public ou d'équipement collectif.

ARTICLE UB 7 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

1 - La distance comptée horizontalement entre tout point d'un bâtiment et le point le plus proche de la limite séparative doit être au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points, sans pouvoir être inférieure à 3 mètres.

2 - Les règles ci-dessus ne s'appliquent pas aux bâtiments et installations à usage de service public ou d'équipement collectif.

ARTICLE UB 8 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

Non réglementé.

ARTICLE UB9 -EMPRISE AU SOL

Non réglementé.

ARTICLE UB10 -HAUTEUR MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS

La hauteur absolue est mesurée par rapport au terrain naturel avant travaux, en tout point du bâtiment, à l'exception des superstructures nécessaires au fonctionnement des constructions telles que souches de cheminée, machinerie d'ascenseur, etc.....

La hauteur absolue est de 15 m.

Les dispositions ci-dessus ne s'appliquent pas aux constructions et installations à usage de service public ou d'équipement collectif.

ARTICLE UB 11 - ASPECT EXTERIEUR DES CONSTRUCTIONS ET AMENAGEMENT DE LEURS ABORDS

1 - Implantation et volume :

Le plan de composition général prendra en compte la recherche d'une cohérence globale sur la zone, en travaillant sur l'adaptation à la pente, (terrasses existantes) et la préservation / valorisation des vues, ainsi que les principes d'aménagement définis dans l'OAP

L'implantation, le volume et les proportions des constructions dans tous leurs éléments doivent être déterminés en tenant compte de l'environnement et en s'y intégrant le mieux possible, en particulier par leur adaptation au terrain naturel (sans modification importante des pentes de celui-ci) et par leurs aménagements extérieurs, notamment du point de vue des perceptions lointaines et dominantes de ladite construction.

Compte-tenu de la sensibilité paysagère et de l'exposition visuelle générale des villages et des hameaux, les exhaussements et affouillements de sol liés à l'implantation des constructions, ainsi que de leurs annexes, doivent être réduits au minimum nécessaire à l'adaptation au terrain naturel.

2. Aspect des façades

Les façades doivent présenter une harmonie de conception et de matériaux.

3. Toiture

Typologies de toitures admises : Toits terrasse végétalisés ou toit à deux pans (pente de 35 et 45%) de teinte sombre.

ARTICLE UB 12 - OBLIGATIONS EN MATIERE DE REALISATION D'AIRES DE STATIONNEMENT

1. Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions et installations doit être assuré en dehors des voies publiques et doit être accessible en toute période de l'année.

2. Il est exigé :

2.1. Habitation

- 1 place par tranche de 50 m² de surface de plancher avec un minimum de 1 place par logement
- 30 % des places imposées devront être couvertes

2.2. Activités commerciales : 1 place pour 25 m² de surface de vente**2.3. Bureaux : 1 place pour 40 m² de surface de plancher****2.4. Hôtels-restaurants**

- Hôtels : 2 places pour 3 chambres
- Restaurants et bars : 1 place pour 10 m² de salle
- Pour les hôtels-restaurants, seule la norme la plus contraignante est retenue

ARTICLE UB 13 - OBLIGATIONS EN MATIERE DE REALISATION D'ESPACES LIBRES, AIRES DE JEUX ET DE LOISIRS ET PLANTATIONS**1. Obligation de réaliser des espaces plantés :**

Les surfaces libres de toute construction et non indispensables à la circulation automobile ou piétonne doivent être paysagées et non imperméabilisées.

2. Choix des essences végétales :

Les plantations seront composées d'essences variées et locales (à baie et à fruits, à feuilles non persistantes). Les haies de thuyas, de lauriers ou de tout autre végétal constituant un écran visuel permanent sont interdites. Le choix des essences, leur mode de groupement et leur taille devront prendre en compte les caractéristiques du paysage communal (haies variées, bosquets, arbres isolés, vergers...).

Plantations aux abords des constructions : Il est recommandé de préserver ou reconstituer les trames arborées existantes, en particulier celles des vergers.

3. Aménagements liés à la gestion des eaux pluviales : noues, bassins de rétention... doivent participer à la valorisation du cadre de vie par la qualité de leur traitement paysager.

4. Espaces verts et espaces publics à aménager indiqués dans l'OAP : Le plan de composition général prendra en compte les trames vertes indiquées et les principes d'aménagement définis dans l'OAP.

ARTICLE UB14 - COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL

Les possibilités d'occupation du sol résultent de l'application des articles 3 à 13 du présent règlement.

ARTICLE UB 15 - OBLIGATIONS EN MATIERE DE PERFORMANCES ENERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTALES

Sans objet.

ARTICLE UB 16 - OBLIGATIONS EN MATIERE D'INFRASTRUCTURES ET RESEAUX DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES

Toute construction nouvelle devra donner lieu à la mise en place d'infrastructures numériques (fourreaux...) adaptées au raccordement aux réseaux, existants ou à venir, de desserte en services de communications électroniques haut et très haut débit.

TITRE I : DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES URBAINES

CHAPITRE III - DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE UC

CARACTERE DE LA ZONE UC

La zone UC correspond à des secteurs d'extension de moyenne densité réservés à l'habitation ainsi qu'à des activités non nuisantes.

Le plan local d'urbanisme distingue :

- un secteur **UCa**, correspondant à l'ilot à restructurer de l'ancien hôpital.

La commune est dotée d'un Plan de Prévention des Risques Naturels (PPRNP) approuvé le 3 novembre 2004, révisé le 14.08.2009. Le pétitionnaire est donc tenu de consulter ce document.

Sont indiqués sur le plan de zonage :

- des linéaires commerciaux à préserver (en référence à l'article du L123-1-5,7bis° du code de l'urbanisme sur la diversité commerciale)

Rappel : La commune a mis en place une consultance architecturale destinée à conseiller toute personne qui entreprend de construire, restaurer ou aménager un bâtiment. Cette mission s'exerce le plus en amont possible, de façon préventive au stade de l'intention de faire, du choix du terrain, de l'interrogation sur le P.L.U. etc.. Elle permet de conseiller utilement le pétitionnaire pour contribuer à une bonne intégration du bâtiment dans le paysage

ARTICLE UC1 - OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

Sont interdits :

- Les installations classées autres que celles admises à l'article UC 2.
- Les affouillements et les exhaussements du sol non liés à des opérations autorisées dans la zone.
- Les constructions destinées à l'industrie et l'agriculture
- Le stationnement des caravanes et les habitations légères de loisirs.
- Les décharges et dépôts de toute nature à l'air libre.
- Le changement de destination des rez-de-chaussée commerciaux indiqués sur le plan de zonage.

ARTICLE UC2 - OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES

1. Les installations classées correspondant à des activités nécessaires à la zone et à condition qu'elles n'entraînent pour le voisinage aucune incommodité, aucune insalubrité susceptible de causer des dommages graves et irréparables aux personnes et aux biens.

2. L'aménagement des constructions à usage agricole et industrielles existantes à condition qu'il se fasse dans le volume existant.

3. Recul par rapport aux cours d'eau : Le recul du bâtiment principal ou des annexes ne peut être inférieur à 5 mètres par rapport à la limite des berges des cours d'eau.

Rappel :

1. *Tout projet de construction pourra être interdit ou soumis à prescriptions si le bâtiment se trouve être exposé à des risques naturels ou si sa construction risque d'aggraver un ou des risques naturels existants ou potentiels.*

2. *L'article L. 111-3 du Code rural, instituant la réciprocité des règles d'éloignement des bâtiments*

agricoles est applicable.

3. La RD1090 est classée axe bruyant de type 3. Dans une bande de 100m de part et d'autre de l'axe de la voie (repérée au plan en annexe du P.L.U), des prescriptions d'isolement acoustique seront imposées lors de la demande de permis de construire.

ARTICLE UC3 - CONDITIONS DE DESSERTE DES TERRAINS PAR LES VOIES PUBLIQUES OU PRIVEES, ET CONDITIONS D'ACCES AUX VOIES OUVERTES AU PUBLIC

1 - Accès

1.1. - Lorsque le terrain est riverain de plusieurs voies publiques, l'accès sur celles de ces voies qui présenterait une gêne ou un risque pour la circulation peut être interdit.

1.2. - Les accès doivent être adaptés à l'opération et aménagés de façon à apporter la moindre gêne à la circulation publique.

1.3. - Aucune opération ne peut prendre accès sur un chemin ouvert à la circulation des seuls piétons.

2 - Voirie

2.1. - Les dimensions, formes et caractéristiques techniques des voies nouvelles doivent être adaptées aux usages qu'elles supportent ou aux opérations qu'elles doivent desservir.

2.2. - Les voies nouvelles se terminant en impasse doivent être aménagées de telle sorte que les véhicules puissent faire demi-tour.

ARTICLE UC4 - CONDITIONS DE DESSERTE DES TERRAINS PAR LES RESEAUX PUBLICS D'EAU, D'ELECTRICITE ET D'ASSAINISSEMENT

1. Eau potable :

Toute construction à usage d'habitation ou d'activités doit être raccordée au réseau public d'eau potable.

2. Assainissement :

2.1. Eaux usées

Toute construction ou installation nouvelle doit être raccordée au réseau public d'assainissement. Toutes les obligations réglementaires vis-à-vis du gestionnaire de ce réseau doivent être satisfaites.

2.2. Eaux pluviales

Les aménagements réalisés sur tout terrain devront être tels qu'ils garantissent l'écoulement des eaux pluviales vers le réseau public ou vers un exutoire ; le constructeur réalisera les dispositifs appropriés pour leur évacuation vers un exutoire ou vers le réseau public.

Ces aménagements sont à la charge exclusive du constructeur qui doit réaliser les dispositifs adaptés à l'opération et au terrain.

3. Réseaux secs :

Les branchements aux réseaux d'électricité et de téléphone seront enterrés.

ARTICLE UC5 - SUPERFICIE MINIMUM DES TERRAINS CONSTRUCTIBLES

Non réglementé

ARTICLE UC 6 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

Non réglementé, sauf alignement obligatoire indiqué sur le plan de zonage (secteur de la gare) : alignement situé à 3 mètres en avant des façades existantes sur les parcelles n°158 et 162).

ARTICLE UC 7 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

1 - La distance comptée horizontalement entre tout point d'un bâtiment et le point le plus proche de la limite séparative doit être au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points, sans pouvoir être inférieure à 3 mètres.

2 - L'implantation en limite est possible en cas d'appui contre un bâtiment voisin.

3 - Les règles ci-dessus ne s'appliquent pas aux bâtiments et installations à usage de service public ou d'équipement collectif.

4 - **Recul par rapport aux cours d'eau** : Le recul du bâtiment principal ou des annexes ne peut être inférieur à 5 mètres par rapport à la limite des berges des cours d'eau.

ARTICLE UC 8 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

Non réglementé.

ARTICLE UC 9 - EMPRISE AU SOL

Non réglementé.

ARTICLE UC 10 - HAUTEUR MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS

- La hauteur absolue est mesurée en tout point du bâtiment, à partir du niveau de la voirie longeant le terrain et à partir du TN à son aplomb en absence de voirie longeant le terrain à l'exception des superstructures nécessaires au fonctionnement des constructions telles que souches de cheminée, machinerie d'ascenseur, etc.....

- La hauteur absolue est de 15 m.

- en secteur UCa, cette hauteur est portée à 19 m

Les règles ci-dessus ne s'appliquent pas aux bâtiments et installations à usage de service public ou d'équipement collectif.

ARTICLE UC 11 - ASPECT EXTERIEUR DES CONSTRUCTIONS ET AMENAGEMENT DE LEURS ABORDS

1 - Implantation et volume :

L'implantation, le volume et les proportions des constructions dans tous leurs éléments doivent être déterminés en tenant compte de l'environnement et en s'y intégrant le mieux possible, en particulier par leur adaptation au terrain naturel (sans modification importante des pentes de celui-ci), leur intégration au tissu urbain existant et par leurs aménagements extérieurs.

2 - Aspect des façades :

Pour toute construction neuve, ainsi que pour toute reconstruction, réhabilitation ou extension d'une construction existante :

- Les matériaux utilisés en extérieur doivent présenter un aspect fini : l'emploi à nu, en parements extérieurs, de matériaux normalement conçus pour être recouverts d'un enduit ou d'un autre type de revêtement, est interdit (exemple : parpaings, briques creuses, agglomérés,...).
- Les matériaux de façades, les enduits, les ouvertures, les menuiseries et huisseries extérieures doivent être déterminés en tenant compte de leur environnement bâti et leur détail devra apparaître clairement sur la demande d'autorisation de construire.
- L'aspect minéral des constructions doit être dominant en façades.
- L'utilisation de teintes vives ou de blanc est interdite pour les enduits et peintures en façades.

Les matériaux utilisés en extérieur autorisés sont :

- L'enduit en parement (sur maçonnerie, structure bois ou autre),
- La pierre en parement ou en structure,
- Le béton brut en parement ou en structure,
- Le bois en parement ou (et) en structure.

Sur chaque façade, les surfaces apparentes de ces différents matériaux, exception faite de celles recouvertes d'enduit, ne pourront constituer plus de la moitié de la surface (hors vitrage) de la façade concernée.

L'enduit sera traité au mortier de chaux avec du sable de carrière (ou autres enduits d'aspect similaire) lissé, par référence à l'usage local.

La pierre aura impérativement l'aspect de la pierre du pays. Elle sera de préférence enduite à pierre vue.

Le béton brut pourra être admis, à condition de s'harmoniser à l'architecture environnante et d'être justifié par la qualité architecturale du projet.

Toutefois, d'autres dispositions pourront être autorisées à condition de s'harmoniser à l'architecture environnante et d'être justifiées par la qualité architecturale du projet.

3. Toiture

3.1 Les toitures doivent être à deux pans inclinés déversant vers l'extérieur, de pente comprise entre 35 et 45 %. Les toitures doivent comporter un débord de 0,8 mètre au minimum. Les ouvertures en toiture sont interdites, sauf dans le plan de celle-ci.

Les toitures à un pan ou les toitures terrasses végétalisées pourront être autorisées à condition de s'harmoniser à l'architecture environnante et d'être justifiées par la qualité architecturale du projet.

3.2 Les matériaux de couverture doivent avoir une teinte gris sombre ou brun sombre.

4. Garde-corps

Les garde-corps seront réalisés en bois (de préférence d'essence locale : épicéa, sapin ou mélèze) et constitués de barreaudages ou lames disposées dans le sens vertical.

Toutefois, d'autres dispositions pourront être autorisées à condition de s'harmoniser à l'architecture environnante et d'être justifiées par la qualité architecturale du projet.

5. Clôtures

Elles seront constituées de grillages, d'une hauteur maxi de 1.20 m sans muret.

6. Panneaux et capteurs solaires

Ceux-ci devront être implantés en façade ou en toiture parallèles aux pans de la toiture.

7. Les dispositions ci-dessus ne s'appliquent pas aux constructions et installations à usage de service public ou d'équipement collectif.

ARTICLE UC 12 - OBLIGATIONS EN MATIERE DE REALISATION D'AIRES DE STATIONNEMENT

1 - Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions et installations doit être assuré en dehors des voies publiques et doit être accessible en toute période de l'année.

2 - Il est exigé :

2.1. – habitation : 1 place par tranche de 50 m² de surface de plancher, dont 1 couverte

2.2. - activités commerciales : 1 place pour 25 m² de surface de vente

2.3. – bureaux : 1 place pour 40 m² de surface de plancher

2.4. - hôtels - restaurants

Hôtels : 2 places pour 3 chambres

Restaurants et bars : 1 place pour 10 m² de salle

Pour les hôtels-restaurants, seule la norme la plus contraignante est retenue

3 - Dans le cas d'une impossibilité technique de réalisation des places de stationnement sur son tènement, le pétitionnaire peut être tenu quitte de ses obligations en justifiant d'une concession à long terme dans un parc public de stationnement.

ARTICLE UC 13 - OBLIGATIONS EN MATIERE DE REALISATION D'ESPACES LIBRES, AIRES DE JEUX ET DE LOISIRS ET PLANTATIONS

1. Obligation de réaliser des espaces plantés :

Les surfaces libres de toute construction et non indispensables à la circulation automobile ou piétonne doivent être paysagées et non imperméabilisées.

2. Choix des essences végétales :

Les plantations seront composées d'essences variées et locales (à baie et à fruits, à feuilles non persistantes).

Les haies de thuyas, de lauriers ou de tout autre végétal constituant un écran visuel permanent sont interdites.

Le choix des essences, leur mode de groupement et leur taille devront prendre en compte les caractéristiques du paysage communal (haies variées, bosquets, arbres isolés, vergers...). Plantations aux abords des constructions : Il est recommandé de préserver ou reconstituer les trames arborées existantes, en particulier celles des vergers.

3. Abords des cours d'eau : Il conviendra de préserver un espace en végétation herbacée de 5m de part et d'autre des cours d'eau.

4. Aménagements liés à la gestion des eaux pluviales : noues, bassins de rétention... doivent participer à la valorisation du cadre de vie par la qualité de leur traitement paysager.

ARTICLE UC 14 - COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL

Les possibilités d'occupation du sol résultent de l'application des articles 3 à 13 du présent règlement.

ARTICLE UC 15 -OBLIGATIONS EN MATIERE DE PERFORMANCES ENERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTALES

Sans objet.

ARTICLE UC 16 - OBLIGATIONS EN MATIERE D'INFRASTRUCTURES ET RESEAUX DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES

Toute construction nouvelle devra donner lieu à la mise en place d'infrastructures numériques (fourreaux...) adaptées au raccordement aux réseaux, existants ou à venir, de desserte en services de communications électroniques haut et très haut débit.

CHAPITRE IV - DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE UD

CARACTERE DE LA ZONE UD

La zone UD correspond à des secteurs d'extension de faible densité réservée principalement à l'habitat. Elle comprend deux secteurs, correspondant à des groupements de constructions particuliers :

- **UDa**: chalets pointus (Arc 1600)
- **UDb** : Cité de Courbaton

La commune est dotée d'un Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles (PPRNP) approuvé le 3 novembre 2004, révisé le 14.08.2009. Le pétitionnaire est donc tenu de consulter ce document.

Sont indiqués par des trames :

- des espaces verts à préserver (abords de ruisseaux et biotope ..), (au titre de l'article L123-1-5, 7° du code de l'urbanisme)

Rappel : La commune a mis en place une consultance architecturale destinée à conseiller toute personne qui entreprend de construire, restaurer ou aménager un bâtiment. Cette mission s'exerce le plus en amont possible, de façon préventive au stade de l'intention de faire, du choix du terrain, de l'interrogation sur le P.L.U. etc.. Elle permet de conseiller utilement le pétitionnaire pour contribuer à une bonne intégration du bâtiment dans le paysage

ARTICLE UD1 - OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

Sont interdits :

- Les installations classées autres que celles admises à l'article UD2.
- Les décharges et dépôts de toute nature à l'air libre.
- Le stationnement des caravanes et les habitations légères de loisirs
- Les affouillements et les exhaussements du sol non liés à des opérations autorisées dans la zone
- Les constructions destinées à l'industrie, à l'agriculture, au commerce et à l'hôtellerie.

ARTICLE UD2 - OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES

1. Les installations classées correspondant à des activités nécessaires à la zone et à condition qu'elles n'entraînent pour le voisinage aucune incommodité, aucune insalubrité susceptible de causer des dommages graves et irréparables aux personnes et aux biens.
2. L'aménagement des constructions à usage agricole à condition qu'il se fasse dans le volume existant.
3. Les constructions à destination d'artisanat à condition qu'elles n'entraînent pour le voisinage aucune incommodité.
4. Recul par rapport aux cours d'eau : Le recul du bâtiment principal ou des annexes ne peut être inférieur à 5 mètres par rapport à la limite des berges des cours d'eau.

Rappel :

1. *Tout projet de construction pourra être interdit ou soumis à prescriptions si le bâtiment se trouve être exposé à des risques naturels ou si sa construction risque d'aggraver un ou des risques naturels existants ou potentiels.*
2. *L'article L. 111-3 du Code rural, instituant la réciprocité des règles d'éloignement des bâtiments agricoles est applicable.*
3. *La RD1090 est classée axe bruyant de type 3. Dans une bande de 100m de part et d'autre de l'axe de la voie (repérée au plan en annexe du P.L.U), des prescriptions d'isolement acoustique seront imposées lors de la demande de permis de construire.*

ARTICLE UD3 - CONDITIONS DE DESSERTE DES TERRAINS PAR LES VOIES PUBLIQUES OU PRIVEES, ET CONDITIONS D'ACCES AUX VOIES OUVERTES AU PUBLIC

1 - Accès

1.1. - Lorsque le terrain est riverain de plusieurs voies publiques, l'accès sur celles de ces voies qui présenterait une gêne ou un risque pour la circulation peut être interdit.

1.2. - Les accès doivent être adaptés à l'opération et aménagés de façon à apporter la moindre gêne à la circulation publique.

1.3. - Aucune opération ne peut prendre accès sur un chemin affecté à la circulation des seuls piétons.

2 - Voirie

2.1. - Les dimensions, formes et caractéristiques techniques des voies nouvelles doivent être adaptées aux usages qu'elles supportent ou aux opérations qu'elles doivent desservir.

2.2. - Les voies nouvelles se terminant en impasse doivent être aménagées de telle sorte que les véhicules puissent faire demi-tour.

ARTICLE UD4 - CONDITIONS DE DESSERTE DES TERRAINS PAR LES RESEAUX PUBLICS D'EAU, D'ELECTRICITE ET D'ASSAINISSEMENT

1. Eau potable :

Toute construction à usage d'habitation ou d'activités doit être raccordée au réseau public d'eau potable.

2. Assainissement :

2.1. Eaux usées

2.1.1. Toute construction ou installation nouvelle doit être raccordée au réseau public d'assainissement. Toutes les obligations réglementaires vis-à-vis du gestionnaire de ce réseau doivent être satisfaites.

2.1.2. En l'absence de réseau ou en attente de celui-ci, il est admis un dispositif d'assainissement individuel, conforme à la réglementation en vigueur.

2.2. Eaux pluviales

Les aménagements réalisés sur tout terrain devront être tels qu'ils garantissent l'écoulement des eaux pluviales vers le réseau public ou vers un exutoire ; le constructeur réalisera les dispositifs appropriés pour leur évacuation vers un exutoire ou vers le réseau public.

Ces aménagements sont à la charge exclusive du constructeur qui doit réaliser les dispositifs adaptés à l'opération et au terrain.

3. Réseaux secs :

Les branchements aux réseaux d'électricité et de téléphone seront enterrés.

ARTICLE UD5 - SUPERFICIE MINIMUM DES TERRAINS CONSTRUCTIBLES

Sans objet.

ARTICLE UD 6 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

1 - Les constructions doivent être implantées avec un recul par rapport à l'axe de la voie de :

- * 7 m pour les voies communales
- * 10 m pour les routes départementales.

Dans les terrains en pente de 20 % et plus, le recul est réduit à 5 m de l'axe des voies communales, à 7 m de l'axe des voies départementales.

2 - Les règles ci-dessus ne s'appliquent pas aux bâtiments et installations à usage de service public ou d'équipement collectif.

ARTICLE UD 7 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

La distance comptée horizontalement entre tout point d'un bâtiment et le point le plus proche de la limite séparative doit être au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points, sans pouvoir être inférieure à 3 mètres.

La règle ci-dessus ne s'applique pas aux bâtiments et installations à usage de service public ou d'équipement collectif.

Recul par rapport aux cours d'eau : Le recul du bâtiment principal ou des annexes ne peut être inférieur à 5 mètres par rapport à la limite des berges des cours d'eau.

ARTICLE UD 8 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

Non réglementé.

ARTICLE UD 9 - EMPRISE AU SOL

Non réglementé, sauf dans les secteurs UDa et UDb.

Dans les secteurs UDa et UDb : l'évolution mesurée de l'emprise au sol est autorisée, dans le respect des caractéristiques d'origine de ces constructions.

ARTICLE UD 10 - HAUTEUR MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS

La hauteur absolue est mesurée par rapport au terrain naturel avant travaux, en tout point du bâtiment, à l'exception des superstructures nécessaires au fonctionnement des constructions telles que souches de cheminée, machinerie d'ascenseur, etc.

La hauteur absolue est de 9 m.

Dans les secteurs UDa : maintien des hauteurs existantes.

Dans les secteurs UDb : La hauteur est limitée à 13m.

Les règles ci-dessus ne s'appliquent pas aux bâtiments et installations à usage de service public ou d'équipement collectif.

ARTICLE UD 11 - ASPECT EXTERIEUR DES CONSTRUCTIONS ET AMENAGEMENT DE LEURS ABORDS

1 - Implantation et volume :

L'implantation, le volume et les proportions des constructions dans tous leurs éléments doivent être

déterminés en tenant compte de l'environnement et en s'y intégrant le mieux possible, en particulier par leur adaptation au terrain naturel (sans modification importante des pentes de celui-ci), leur intégration au tissu urbain existant et par leurs aménagements extérieurs.

3 - Aspect des façades :

Pour toute construction neuve, ainsi que pour toute reconstruction, réhabilitation ou extension d'une construction existante :

- Les matériaux utilisés en extérieur doivent présenter un aspect fini : l'emploi à nu, en parements extérieurs, de matériaux normalement conçus pour être recouverts d'un enduit ou d'un autre type de revêtement, est interdit (exemple : parpaings, briques creuses, agglomérés,...).
- Les matériaux de façades, les enduits, les ouvertures, les menuiseries et huisseries extérieures doivent être déterminés en tenant compte de leur environnement bâti et leur détail devra apparaître clairement sur la demande d'autorisation de construire.
- L'aspect minéral des constructions doit être dominant en façades.
- L'utilisation de teintes vives ou de blanc est interdite pour les enduits et peintures en façades.

Les matériaux utilisés en extérieur autorisés sont :

- L'enduit en parement (sur maçonnerie, structure bois ou autre),
- La pierre en parement ou en structure,
- Le béton brut en parement ou en structure,
- Le bois en parement ou (et) en structure.

Sur chaque façade, les surfaces apparentes de ces différents matériaux, exception faite de celles recouvertes d'enduit, ne pourront constituer plus de la moitié de la surface (hors vitrage) de la façade concernée.

L'enduit sera traité au mortier de chaux avec du sable de carrière (ou autres enduits d'aspect similaire) lissé, par référence à l'usage local.

La pierre aura impérativement l'aspect de la pierre du pays. Elle sera de préférence enduite à pierre vue.

Le béton brut pourra être admis, à condition de s'harmoniser à l'architecture environnante et d'être justifié par la qualité architecturale du projet.

Toutefois, d'autres dispositions pourront être autorisées à condition de s'harmoniser à l'architecture environnante et d'être justifiées par la qualité architecturale du projet.

3. Toiture

3.1 Les toitures doivent être à deux pans inclinés déversant vers l'extérieur, de pente comprise entre 35 et 45 %. Les toitures doivent comporter un débord de 0,8 mètre au minimum. Les ouvertures en toiture sont interdites, sauf dans le plan de celle-ci.

Les toitures à un pan ou les toitures terrasses végétalisées pourront être autorisées à condition de s'harmoniser à l'architecture environnante et d'être justifiées par la qualité architecturale du projet.

3.2 Les matériaux de couverture doivent avoir une teinte gris sombre ou brun sombre.

4. Garde-corps

Les garde-corps seront réalisés en bois (de préférence d'essence locale : épicéa, sapin ou mélèze) et constitués de barreaudages ou lames disposées dans le sens vertical.

Toutefois, d'autres dispositions pourront être autorisées à condition de s'harmoniser à l'architecture environnante et d'être justifiées par la qualité architecturale du projet.

5. Clôtures

Elles seront constituées de grillages, d'une hauteur maxi de 1.20 m sans muret.

6. Dans les secteurs UDa et UDb : les projets devront respecter les caractéristiques d'origine de ces constructions.

7. Panneaux et capteurs solaires

Ceux-ci devront être implantés en façade ou en toiture parallèles aux pans de la toiture.

Les règles ci-dessus ne s'appliquent pas aux bâtiments et installations à usage de service public ou d'équipement collectif.

ARTICLE UD 12 - OBLIGATIONS EN MATIERE DE REALISATION D'AIRES DE STATIONNEMENT

1 - Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions et installations doit être assuré en dehors des voies publiques et doit être accessible en toute période de l'année.

2 - Il est exigé :

2.1. - habitation

-1 place par tranche de 50 m² de surface de plancher, dont 1 couverte.

2.2. - activités commerciales

-1 place pour 25 m² de surface de vente

2.3. - bureaux

-1 place pour 40 m² de surface de plancher

2.4. - hôtels - restaurants

Hôtels : 2 places pour 3 chambres

Restaurants et bars : 1 place pour 10 m² de salle

Pour les hôtels-restaurants, seule la norme la plus contraignante est retenue

ARTICLE UD 13 - OBLIGATIONS EN MATIERE DE REALISATION D'ESPACES LIBRES, AIRES DE JEUX ET DE LOISIRS ET PLANTATIONS

1. Obligation de réaliser des espaces plantés :

Les surfaces libres de toute construction et non indispensables à la circulation automobile ou piétonne doivent être paysagées et non imperméabilisées.

2. Choix des essences végétales :

Les plantations seront composées d'essences variées et locales (à baie et à fruits, à feuilles non persistantes).

Les haies de thuyas, de lauriers ou de tout autre végétal constituant un écran visuel permanent sont interdites.

Le choix des essences, leur mode de groupement et leur taille devront prendre en compte les caractéristiques du paysage communal (haies variées, bosquets, arbres isolés, vergers...). Plantations aux abords des constructions : Il est recommandé de préserver ou reconstituer les trames arborées existantes, en particulier celles des vergers.

3. Espaces verts à préserver, au titre de l'article L123-1-5, 7° du code de l'Urbanisme (abords du ruisseau protégé en biotope) : ces espaces sont à protéger de toute construction et clôture

4. Abords des cours d'eau :

Il conviendra de préserver un espace en végétation herbacée de 5m de part et d'autre des cours d'eau.

5. Aménagements liés à la gestion des eaux pluviales : noues, bassins de rétention... doivent participer à la valorisation du cadre de vie par la qualité de leur traitement paysager.

ARTICLE UD 14 - COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL

Le COS est fixé à 0,40.

Le COS ne s'applique pas pour les équipements publics.

ARTICLE UD 15 - OBLIGATIONS EN MATIERE DE PERFORMANCES ENERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTALES

Sans objet.

ARTICLE UD 16 -OBLIGATIONS EN MATIERE D'INFRASTRUCTURES ET RESEAUX DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES

Sans objet.

CHAPITRE V - DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE UE

CARACTERE DE LA ZONE UE

La zone UE correspond à des secteurs réservés à l'implantation de bâtiments à caractère artisanal ou commercial.

La commune est dotée d'un Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles (PPRNP) approuvé le 3 novembre 2004, révisé le 14.08.2009. Le pétitionnaire est donc tenu de consulter ce document.

Le plan local d'urbanisme distingue :

- un secteur UEzac correspondant au périmètre de la ZAC des Colombières approuvée le 05.05.2008,
- Un secteur UEc à vocation commerciale

Rappel : La commune a mis en place une consultance architecturale destinée à conseiller toute personne qui entreprend de construire, restaurer ou aménager un bâtiment. Cette mission s'exerce le plus en amont possible, de façon préventive au stade de l'intention de faire, du choix du terrain, de l'interrogation sur le P.L.U. etc.. Elle permet de conseiller utilement le pétitionnaire pour contribuer à une bonne intégration du bâtiment dans le paysage

ARTICLE UE1- OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

Sont interdits :

- Les changements de destination des constructions existantes destinées à l'industrie et l'artisanat
- Tous aménagements, extensions des constructions à destination d'habitation existantes
- Les affouillements et les exhaussements du sol non liés à des opérations autorisées dans la zone
- Le stationnement des caravanes et les habitations légères de loisirs, sauf dans les aires d'accueil des gens du voyage aménagées par la commune.
- Les constructions destinées à l'habitation, l'hôtellerie et l'agriculture
- Les constructions à usage de commerce et services liés, en dehors du secteur UEc

ARTICLE UE2 - OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES

Recul par rapport aux cours d'eau : Le recul du bâtiment principal ou des annexes ne peut être inférieur à 5 mètres par rapport à la limite des berges des cours d'eau.

Rappel :

1. *Tout projet de construction pourra être interdit ou soumis à prescriptions si le bâtiment se trouve être exposé à des risques naturels ou si sa construction risque d'aggraver un ou des risques naturels existants ou potentiels.*
2. *La RD1090 est classée axe bruyant de type 3. Dans une bande de 100m de part et d'autre de l'axe de la voie (repérée au plan en annexe du P.L.U), des prescriptions d'isolement acoustique seront imposées lors de la demande de permis de construire.*

ARTICLE UE3 - CONDITIONS DE DESSERTE DES TERRAINS PAR LES VOIES PUBLIQUES OU PRIVEES, ET CONDITIONS D'ACCES AUX VOIES OUVERTES AU PUBLIC**1-Accès**

1.1. - Lorsque le terrain est riverain de plusieurs voies publiques, l'accès sur celles de ces voies qui présenterait une gêne ou un risque pour la circulation peut être interdit.

1.2. - Les accès doivent être adaptés à l'opération et aménagés de façon à apporter la moindre gêne à la circulation publique.

2-Voirie

2.1. - Les dimensions, formes et caractéristiques techniques des voies nouvelles doivent être adaptées aux usages qu'elles supportent ou aux opérations qu'elles doivent desservir.

2.2. - Les voies nouvelles se terminant en impasse doivent être aménagées de telle sorte que les véhicules puissent faire demi-tour.

ARTICLE UE4 - CONDITIONS DE DESSERTE DES TERRAINS PAR LES RESEAUX PUBLICS D'EAU, D'ELECTRICITE ET D'ASSAINISSEMENT**1. Eau potable :**

Toute construction à usage d'habitation ou d'activités doit être raccordée au réseau public d'eau potable.

2. Assainissement :**2.1.Eaux usées**

2.1.1. Toute construction ou installation nouvelle doit être raccordée au réseau public d'assainissement. Toutes les obligations réglementaires vis-à-vis du gestionnaire de ce réseau doivent être satisfaites.

2.1.2. L'évacuation des eaux usées liées aux activités artisanales ou industrielles dans le réseau public d'assainissement est subordonnée à un prétraitement approprié.

2.2.Eaux pluviales

La gestion des eaux pluviales devra être assurée à partir de différents dispositifs d'infiltration tels que fossés végétalisés, noues, bassin de décantation, puits d'infiltration, etc, qui assureront l'évacuation des eaux pluviales. Ils seront équipés de débit de fuite avant la connexion avec le réseau d'eau pluvial existant.

Ces dispositifs seront dimensionnés selon la capacité d'infiltration des sols.

Ces aménagements sont à la charge exclusive du constructeur qui doit réaliser les dispositifs adaptés à l'opération et au terrain.

3. Réseaux secs :

Les branchements aux réseaux d'électricité et de téléphone seront enterrés.

ARTICLE UE5 - SUPERFICIE MINIMUM DES TERRAINS CONSTRUCTIBLES

Non réglementé

ARTICLE UE 6 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

Les constructions doivent être implantées avec un recul par rapport à l'axe de la voie de :

* 7 m pour les voies communales

* 10 m pour les routes départementales

Les règles ci-dessus ne s'appliquent pas aux bâtiments et installations à usage de service public ou d'équipement collectif, ainsi que pour les installations techniques (passerelles ...).

ARTICLE UE 7 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

1. En secteur UE et UEc :

La distance comptée horizontalement entre tout point d'un bâtiment et le point le plus proche de la limite séparative doit être au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points, sans pouvoir être inférieure à 3 mètres.

2. En secteur UEzac :

2-1 Pour les limites séparatives aboutissant aux voies : les constructions seront implantées soit en limite de propriété, soit à une distance qui, comptée horizontalement entre tout point du bâtiment et le point le plus proche de la limite séparative, devra être au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points, sans pouvoir être inférieure à 3 mètres (compte non tenu des dépassements, débords,...dans la limite de 1 mètre)

2-2 Pour les limites de fond de propriété correspondant à la limite du secteur UEzac : la distance comptée horizontalement entre tout point d'un bâtiment et le point le plus proche de la limite séparative doit être au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points, sans pouvoir être inférieure à 3 mètres.

2-3 Pour les limites de fond de propriété ne correspondant pas aux limites du secteur UEzac : les constructions seront implantées soit en limite de propriété, soit à une distance qui, comptée horizontalement entre tout point du bâtiment et le point le plus proche de la limite séparative, devra être au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points, sans pouvoir être inférieure à 3 mètres (compte non tenu des dépassements, débords, ... dans la limite de 1mètre)

3. Recul par rapport aux cours d'eau : Le recul du bâtiment principal ou des annexes ne peut être inférieur à 5 mètres par rapport à la limite des berges des cours d'eau.

4. Les règles ci-dessus ne s'appliquent pas aux bâtiments et installations à usage de service public ou d'équipement collectif.

ARTICLE UE 8 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

Non réglementé.

ARTICLE UE9 -EMPRISE AU SOL

Le coefficient d'emprise au sol est fixé à 75%.

ARTICLE UE10 -HAUTEUR MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS

- La hauteur absolue est mesurée par rapport au terrain naturel avant travaux, en tout point du bâtiment.
- La hauteur absolue est de 10 m.

Cette règle ne s'applique pas :

- aux superstructures spécifiques nécessaires au fonctionnement des installations autorisées (souches de cheminées, machinerie d'ascenseur, pont roulant, silo, etc...).
- aux bâtiments et installations à usage de service public ou d'équipement collectif.

ARTICLE UE 11 - ASPECT EXTERIEUR DES CONSTRUCTIONS ET AMENAGEMENT DE LEURS ABORDS

1 - Les constructions doivent présenter un volume harmonieux et doivent s'organiser dans leur conception avec l'ensemble du contexte. Les matériaux utilisés doivent être choisis en regard de ces seuls impératifs.

2 - Les murs séparatifs et les murs aveugles apparents d'un bâtiment doivent lorsqu'ils ne sont pas construits avec les mêmes matériaux que les murs de façades principales avoir un aspect qui s'harmonise avec celui des façades.

ARTICLE UE 12 - OBLIGATIONS EN MATIERE DE REALISATION D'AIRES DE STATIONNEMENT

1 - Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions et installations doit être assuré en dehors des voies publiques.

2 - Il est exigé :

2.1. pour les activités commerciales :

- 1 place pour 15 m² de surface de vente
- 1 place pour 25 m² si le parking est couvert ou mutualisé

2.2. pour les autres : 1 place pour 50 m² de surface de plancher

ARTICLE UE 13 - OBLIGATIONS EN MATIERE DE REALISATION D'ESPACES LIBRES, AIRES DE JEUX ET DE LOISIRS ET PLANTATIONS

Les surfaces libres de toute construction et non indispensables à la circulation automobile ou piétonne doivent être paysagées.

Les aires de stationnement doivent être plantées en raison d'un arbre au moins par 100m² de terrain. Si leur superficie dépasse 1 000 m², elles doivent être entourées d'écrans boisés : une rangée d'arbres de haute tige doit être le long des limites parcellaires, à raison d'un arbre tout les 5 mètres.

ARTICLE UE14 - COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL

Les possibilités d'occupation du sol résultent de l'application des articles 3 à 13 du présent règlement.

ARTICLE UE 15 - OBLIGATIONS EN MATIERE DE PERFORMANCES ENERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTALES

Sans objet.

ARTICLE UE 16 - OBLIGATIONS EN MATIERE D'INFRASTRUCTURES ET RESEAUX DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES

Sans objet.

CHAPITRE VI - DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE UF

CARACTERE DE LA ZONE UF

Cette zone vise à l'organisation et la satisfaction des besoins collectifs directement liés au tourisme estival et hivernal, à la pratique des sports et des loisirs.

Le Plan Local d'Urbanisme distingue :

- Un secteur UfT concernant le secteur de Vallée Haute

La commune est dotée d'un Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles (PPRNP) approuvé le 3 novembre 2004, révisé le 14.08.2009. Le pétitionnaire est donc tenu de consulter ce document.

Rappel : La commune a mis en place une consultance architecturale destinée à conseiller toute personne qui entreprend de construire, restaurer ou aménager un bâtiment. Cette mission s'exerce le plus en amont possible, de façon préventive au stade de l'intention de faire, du choix du terrain, de l'interrogation sur le P.L.U. etc.. Elle permet de conseiller utilement le pétitionnaire pour contribuer à une bonne intégration du bâtiment dans le paysage

ARTICLE UF1 - OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

Sont interdits :

- Les constructions à destination d'industrie, d'artisanat et d'agriculture
- Les installations classées autres que celles admises à l'article UF2.
- Les constructions à destination d'habitation à l'exception du secteur UfT et de celles admises à l'art.2
- Les affouillements et les exhaussements du sol non liés à des opérations autorisées dans la zone
- Le stationnement des caravanes en dehors des campings
- Les décharges et dépôts de matériaux de toute nature à l'air libre.
- Les établissements commerciaux de plus de 300 m² de surface de vente.

ARTICLE UF2 - OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES

1. Les commerces à condition d'être directement liés aux activités autorisées dans la zone.
2. Les logements de fonction sous réserve d'être intégrés aux installations et indispensables au fonctionnement des établissements.
3. Les installations classées correspondant à des activités nécessaires à la zone et à condition qu'elles n'entraînent pour le voisinage aucune incommodité, aucune insalubrité susceptible de causer des dommages graves et irréparables aux personnes et aux biens.
4. Recul par rapport aux cours d'eau : Le recul du bâtiment principal ou des annexes ne peut être inférieur à 5 mètres par rapport à la limite des berges des cours d'eau.

Rappel :

1. *Tout projet de construction pourra être interdit ou soumis à prescriptions si le bâtiment se trouve être exposé à des risques naturels ou si sa construction risque d'aggraver un ou des risques naturels existants ou potentiels.*
2. *L'article L. 111-3 du Code rural, instituant la réciprocité des règles d'éloignement des bâtiments agricoles est applicable.*
3. *La RD1090 est classée axe bruyant de type 3. Dans une bande de 100m de part et d'autre de l'axe de*

la voie (repérée au plan en annexe du P.L.U), des prescriptions d'isolement acoustique seront imposées lors de la demande de permis de construire.

ARTICLE UF3 - CONDITIONS DE DESSERTE DES TERRAINS PAR LES VOIES PUBLIQUES OU PRIVEES, ET CONDITIONS D'ACCES AUX VOIES OUVERTES AU PUBLIC

1 - Accès

1.1. - Lorsque le terrain est riverain de plusieurs voies publiques, l'accès sur celles de ces voies qui présenterait une gêne ou un risque pour la circulation peut être interdit.

1.2. - Les accès doivent être adaptés à l'opération et aménagés de façon à apporter la moindre gêne à la circulation publique.

2 - Voirie

2.1. - Les dimensions, formes et caractéristiques techniques des voies nouvelles doivent être adaptées aux usages qu'elles supportent ou aux opérations qu'elles doivent desservir.

2.2. - Les voies nouvelles se terminant en impasse doivent être aménagées de telle sorte que les véhicules puissent faire demi-tour.

ARTICLE UF4 - CONDITIONS DE DESSERTE DES TERRAINS PAR LES RESEAUX PUBLICS D'EAU, D'ELECTRICITE ET D'ASSAINISSEMENT

1. Eau potable :

Toute construction à usage d'habitation ou d'activités doit être raccordée au réseau public d'eau potable.

2. Assainissement :

2.1. Eaux usées

Toute construction ou installation nouvelle doit être raccordée au réseau public d'assainissement. Toutes les obligations réglementaires vis-à-vis du gestionnaire de ce réseau doivent être satisfaites.

2.2. Eaux pluviales

Toute construction doit être équipée d'un dispositif de gestion des eaux pluviales qui assure leur collecte (gouttières, réseaux), et leur évacuation soit par l'infiltration complète, soit après rétention dans un bassin écrêteur muni d'une régulation du débit de fuite avant rejet dans le réseau public ou dans un exutoire naturel, soit un dispositif mixte (infiltration après rétention). L'infiltration est autorisée uniquement dans les zones non soumises à des risques naturels de glissement de terrain ou compatible avec le PPRn.

Ces aménagements sont à la charge exclusive du constructeur qui doit réaliser les dispositifs adaptés à l'opération et au terrain.

3. Réseaux secs :

Les branchements aux réseaux d'électricité et de téléphone seront enterrés.

ARTICLE UF5 - SUPERFICIE MINIMUM DES TERRAINS CONSTRUCTIBLES

Non réglementé.

ARTICLE UF 6 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

Les constructions doivent être implantées avec un recul par rapport à l'axe de la voie de :

* 7 m pour les voies communales

* 10 m pour les routes départementales

Les règles ci-dessus ne s'appliquent pas aux bâtiments et installations à usage de service public ou d'équipement collectif.

ARTICLE UF 7 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

La distance comptée horizontalement entre tout point d'un bâtiment et le point le plus proche de la limite séparative doit être au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points, sans pouvoir être inférieure à 3 mètres.

Les règles ci-dessus ne s'appliquent pas aux bâtiments et installations à usage de service public ou d'équipement collectif.

Recul par rapport aux cours d'eau : Le recul du bâtiment principal ou des annexes ne peut être inférieur à 5 mètres par rapport à la limite des berges des cours d'eau.

ARTICLE UF 8 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

Non réglementé.

ARTICLE UF 9 - EMPRISE AU SOL

Non réglementé.

ARTICLE UF 10 - HAUTEUR MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS

La hauteur absolue est mesurée par rapport au terrain naturel avant travaux, en tout point du bâtiment, à l'exception des superstructures nécessaires au fonctionnement des constructions (souches de cheminée, machinerie d'ascenseur, etc.....) ou d'ordre architectural (signal ponctuel...)

La hauteur absolue est de 13 mètres.

En UFT, la hauteur absolue est de 17 mètres.

Il n'est pas fixé de hauteur pour les équipements publics.

ARTICLE UF 11 - ASPECT EXTERIEUR DES CONSTRUCTIONS ET AMENAGEMENT DE LEURS ABORDS

1 - Les constructions doivent présenter un volume harmonieux et doivent s'organiser dans leur conception avec l'ensemble du contexte. Les matériaux utilisés doivent être choisis en regard de ces seuls impératifs.

2 - Les murs séparatifs et les murs aveugles apparents d'un bâtiment doivent lorsqu'ils ne sont pas construits avec les mêmes matériaux que les murs de façades principales avoir un aspect qui s'harmonise avec celui des façades.

3. - Panneaux et capteurs solaires : ceux-ci devront être implantés en façade ou en toiture parallèles aux pans de la toiture.

ARTICLE UF 12 - OBLIGATIONS EN MATIERE DE REALISATION D'AIRES DE STATIONNEMENT

Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions et installations doit être assuré en dehors des voies publiques, par la réalisation d'un nombre d'emplacements suffisants compte tenu de la destination des constructions.

ARTICLE UF 13 - OBLIGATIONS EN MATIERE DE REALISATION D'ESPACES LIBRES, AIRES DE JEUX ET DE LOISIRS ET PLANTATIONS

Les surfaces libres de toute construction et non indispensables à la circulation automobile ou piétonne doivent être paysagées.

En secteur UFt : les aménagements devront préserver la trame boisée du site et limiter les surfaces imperméabilisées.

ARTICLE UF 14 - COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL

Les possibilités d'occupation du sol résultent de l'application des articles 3 à 13 du présent règlement.

ARTICLE UF 15 - OBLIGATIONS EN MATIERE DE PERFORMANCES ENERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTALES

Sans objet.

ARTICLE UF 16 - OBLIGATIONS EN MATIERE D'INFRASTRUCTURES ET RESEAUX DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES

Sans objet.

CHAPITRE VII - DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE UG

CARACTERE DE LA ZONE UG

La zone UG est destinée à l'urbanisation touristique du « Village du Chantel », sous forme d'hébergement hôtelier et résidentiel, équipements liés au développement des activités estivales et hivernales.

La commune est dotée d'un Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles (PPRNP) approuvé le 3 novembre 2004, révisé le 14.08.2009. Le pétitionnaire est donc tenu de consulter ce document.

Le plan local d'urbanisme distingue des secteurs :

- UGa qui correspond à l'ancien secteur S1 du plan d'aménagement de zone de la ZAC du - Chantel
- UGb qui correspond à la partie sud du secteur S2, intégrant la butte du Chantel, lui-même divisé en deux sous-secteurs :
 - UGb1 correspondant à l'extension de la butte du Chantel intégrée dans le périmètre de la ZAC du Chantel,
 - UGb2 correspondant à l'extension de la butte du Chantel qui était située en dehors du périmètre de la ZAC du Chantel.
- UGc qui correspond à la partie nord du secteur S2

Sont indiqués par des trames :

- des espaces verts à préserver (abords de ruisseaux et biotope..), (au titre de l'article L123-1-5, 7° du code de l'urbanisme)

Rappel : La commune a mis en place une consultance architecturale destinée à conseiller toute personne qui entreprend de construire, restaurer ou aménager un bâtiment. Cette mission s'exerce le plus en amont possible, de façon préventive au stade de l'intention de faire, du choix du terrain, de l'interrogation sur le P.L.U. etc.. Elle permet de conseiller utilement le pétitionnaire pour contribuer à une bonne intégration du bâtiment dans le paysage

ARTICLE UG1- OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

- Les installations classées autres que celles admises à l'article UG2
- Les constructions à destination de bureaux, d'industrie, d'agriculture, et d'artisanat
- Les décharges et dépôts de toute nature à l'air libre
- Les installations et travaux divers à l'exception des aires de jeux, de sports et de stationnements
- Les habitations légères de loisirs
- Les campings et caravanage
- Les affouillements et les exhaussements du sol non liés à des opérations autorisées dans la zone

ARTICLE UG2 - OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES

1. Toute construction ou installation à condition d'être directement liée aux activités touristiques autorisées dans la zone et notamment les installations et équipements liés au domaine skiable.

2. Les installations classées correspondant à des activités nécessaires à la zone et à condition qu'elles n'entraînent pour le voisinage aucune incommodité, aucune insalubrité susceptible de causer des dommages graves et irréparables aux personnes et aux biens.

3. En secteur UGb, la réhabilitation et l'extension des chalets existants dans la limite du doublement du volume existant.

4. Recul par rapport aux cours d'eau : Le recul du bâtiment principal ou des annexes ne peut être inférieur à 5 mètres par rapport à la limite des berges des cours d'eau.

ARTICLE UG3 - CONDITIONS DE DESSERTE DES TERRAINS PAR LES VOIES PUBLIQUES OU PRIVEES, ET CONDITIONS D'ACCES AUX VOIES OUVERTES AU PUBLIC

1–Accès

Les accès doivent être adaptés à l'opération et aménagés de façon à apporter la moindre gêne à la circulation publique.

2–Voiries

2-1 La largeur de plate-forme des voies privées nouvelles ne peut être inférieure à 4 mètres.

2-2 Les dimensions, formes et caractéristiques techniques des voies nouvelles doivent être adaptées aux usages qu'elles supportent ou aux opérations qu'elles doivent desservir.

2-3 Les voies nouvelles se terminant en impasse doivent être aménagées de telle sorte que les véhicules puissent faire demi-tour.

3–Liaisons piétons

Les cheminements piétons éclairés doivent relier la zone aux villages existants.

4–Accès au domaine skiable

Toutes les facilités et toutes les dispositions doivent être prises pour assurer l'accès ou le retour du domaine skiable, en dehors de toutes voiries.

ARTICLE UG4 - CONDITIONS DE DESSERTE DES TERRAINS PAR LES RESEAUX PUBLICS D'EAU, D'ELECTRICITE ET D'ASSAINISSEMENT

1. Eau potable

Toute construction à usage d'habitation ou d'activités doit être raccordée au réseau public d'eau potable.

2. Assainissement

Toute construction, installation nouvelle ou aménagements par changement d'affectation doit être pourvue d'un réseau séparatif des eaux usées et des eaux pluviales.

2.1 Eaux Usées

2-1-1 Toute construction ou installation nouvelle doit être raccordée au réseau public d'assainissement. Toutes les obligations réglementaires vis à vis du gestionnaire de ce réseau doivent être satisfaites.

2-1-2 L'évacuation des eaux usées industrielles dans le réseau public d'assainissement est subordonnée à un prétraitement selon les normes fixées par la Commune.

2.2 Eaux Pluviales

Toute construction, toute surface imperméable nouvellement créée (terrasse, toiture, voirie) doit être équipée d'un dispositif de gestion des eaux pluviales qui assure leur collecte (gouttières, réseaux), et leur évacuation au réseau après rétention dans un bassin écrêteur.

Les eaux provenant des siphons de sol de garage, parking doivent être traitées par décantation et séparation des hydrocarbures avant rejet.

Une étude hydraulique est obligatoire pour tout projet > 300 m² et déterminera la dimension du bassin de rétention et son débit de fuite avant rejet dans le réseau.

Ces aménagements sont à la charge exclusive du constructeur qui doit réaliser les dispositifs adaptés à l'opération et au terrain.

3 – Réseaux secs

Les branchements aux réseaux d'électricité et de téléphone sont enterrés.

ARTICLE UG5 - SUPERFICIE MINIMUM DES TERRAINS CONSTRUCTIBLES

Non réglementé

ARTICLE UG 6 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

Les constructions doivent être implantées à 5 mètres minimum des voies et emprises publiques.

Les règles ci-dessus ne s'appliquent pas aux bâtiments et installations à usage de service public ou d'équipement collectif.

ARTICLE UG 7 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

Il n'est pas fixé de distance minimum par rapport aux limites séparatives.

Recul par rapport aux cours d'eau : Le recul du bâtiment principal ou des annexes ne peut être inférieur à 5 mètres par rapport à la limite des berges des cours d'eau.

Les règles ci-dessus ne s'appliquent pas aux bâtiments et installations à usage de service public ou d'équipement collectif.

ARTICLE UG 8 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

Il n'est pas fixé de distances minima entre les constructions.

ARTICLE UG9 -EMPRISE AU SOL

Non réglementée.

ARTICLE UG10 -HAUTEUR MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS

La hauteur absolue est mesurée par rapport au terrain naturel avant travaux, en tout point du bâtiment à son aplomb, à l'exception des superstructures nécessaires au fonctionnement des constructions telles que souches de cheminées, machines d'ascenseur, etc.

EnsecteurUGa : la hauteur absolue est de 20 mètres.

EnsecteurUGb: hauteur maximum 15 mètres

EnsecteurUGc : la hauteur absolue ne doit pas être supérieure à R+3+combles ou 15 mètres à l'égout de toiture lorsqu'il s'agit de chalets (c'est-à-dire avec toiture à deux pans)

ARTICLE UG 11 - ASPECT EXTERIEUR DES CONSTRUCTIONS ET AMENAGEMENT DE LEURS ABORDS

1.Aspectdesfaçades

Façades principales doivent être largement ouvertes : les parties vitrées dominantes doivent représenter 70 % minimum de la façade.

Les soubassements doivent être en béton bouchardé ou en pierre.

Les parties pleines sont en bardage bois ou en habillage pierres.

Les murs séparatifs et les murs aveugles apparents d'un bâtiment doivent lorsqu'ils ne sont pas construits avec les mêmes matériaux que les murs de façades principales présenter un aspect qui s'harmonise avec celui des façades.

Les constructions doivent présenter un volume harmonieux et doivent s'organiser dans leur conception avec l'ensemble du contexte. Les matériaux utilisés doivent être choisis en regard de ces seuls impératifs et respecter les impératifs suivants :

- pour le bois :

- Bois de charpente taillés à vives arrêtes
- Bardage bois, raboté ou brut de sciage, 3 largeurs de lames différentes alternées
- Bandeaux et bardage délinés sans découpes
- Coloris brun clair « légèrement rosé » (type les Arcs)

- pour les vitrages : clairs

- pour la pierre :

- pierres du pays horizontalement sur la plus grande dimension,
- Volumétrie proche de « hauteur = longueur/3 »
- Partie latérale non verticale, assemblage croisé.

Les murs séparatifs et les murs aveugles apparents d'un bâtiment doivent lorsqu'ils ne sont pas construits avec les mêmes matériaux que les murs de façades principales présenter un aspect qui s'harmonise avec celui des façades.

2.Toitures

Elles sont traitées comme une « 5ème façade », du genre bâtiment existant des Belles Challes Lauzières ou formes courbes genre bâtiment existant « Villages Clubs du Soleil » avec une couverture porte-neige en mélèze.

3.Gardecorps

Les garde-corps sont réalisés soit en fin barreaudage serrurerie assurant la transparence et les vues vers l'aval (genre bâtiments existants « Belles Challes Lauzières »)

Soit en balustres bois carré verticaux suivant la « pose diagonales » (les vides sont supérieurs aux pleins).

Ils utilisent les matériaux suivants :

- Structure en premier plan poteaux bois verticaux mélèze massif
- Main courante bois.

4. Panneaux et capteurs solaires

Ceux-ci devront être implantés en façade ou en toiture parallèles aux pans de la toiture.

ARTICLE UG 12 - OBLIGATIONS EN MATIERE DE REALISATION D'AIRES DE STATIONNEMENT

1 - Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions et installations doit être assuré en dehors des voies publiques. En règle générale, les stationnements couverts sont intégrés aux constructions auxquelles ils se rapportent et les places découvertes doivent être réalisées à proximité des bâtiments, en dehors des voies publiques.

En secteur UGc, le stationnement est exclusivement couvert.

2 – Le nombre d'emplacements couverts est fixé à :

- pour les habitations : 1 place par tranche de 90 m² de surface de plancher, avec un minimum de 1 place par logement.
- pour les hôtels et hôtels-restaurants : 1 place pour 2 chambres
- pour les commerces : 1 place par tranche de 90 m² de surface de plancher avec un minimum de 1 place par commerce.
- pour les bureaux : 1 place pour 90 m² de surface de plancher
- pour les autres destinations, le nombre d'emplacements est déterminé en fonction des besoins et des caractéristiques du projet.

Dans l'éventualité de la réalisation de box fermés, ceux-ci doivent être décomptés en sus des places couvertes décrites ci-dessus.

ARTICLE UG 13 - OBLIGATIONS EN MATIERE DE REALISATION D'ESPACES LIBRES, AIRES DE JEUX ET DE LOISIRS ET PLANTATIONS

Tous les espaces non construits ainsi que les superficies non affectées aux parkings, aux dessertes et aux équipements d'intérêt collectif doivent être traités en espaces verts aménagés ou naturels ou en aire de jeux.

Tous les arbres existants non concernés par les constructions doivent être maintenus et pour ce faire, reportés sur le plan de masse au niveau du permis de construire.

L'organisation de ces espaces doit être réalisée de façon cohérente pour l'ensemble de ce secteur, afin de mettre les cheminements piétons ou ski en relation directe entre eux.

Espaces verts à préserver, au titre de l'article L123-1-5, 7° du code de l'Urbanisme (abords du ruisseau protégé en biotope) : ces espaces sont à protéger de toute construction et clôture

Abords des cours d'eau :

Il conviendra de préserver un espace en végétation herbacée de 5m de part et d'autre des cours d'eau.

Aménagements liés à la gestion des eaux pluviales : noues, bassins de rétention... doivent participer à la valorisation du cadre de vie par la qualité de leur traitement paysager.

ARTICLE UG14 - COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL

Capacitéconstructiblerésiduelleàladateduprésentdocument : En

secteur UGa : 0 m² de surface de plancher

En secteur UGb1 : situé dans la ZAC du Chantel : 200 m² de surface de plancher

En secteur UGb2 : situé en dehors de la ZAC du Chantel, COS de 0,40

En secteur UGc : 3 000 m² de surface de plancher

**ARTICLE UG 15 - OBLIGATIONS EN MATIERE DE PERFORMANCES
ENERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTALES**

Sans objet.

**ARTICLE UG 16 - OBLIGATIONS EN MATIERE D'INFRASTRUCTURES ET RESEAUX
DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES**

Sans objet.

CHAPITRE VIII - DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE UH

CARACTERE DE LA ZONE UH

Cette zone correspond à un potentiel d'urbanisation sur la station Arc 1600, comportant de l'habitat touristique permanent et saisonnier ainsi que des services.

La commune est dotée d'un Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles (PPRNP) approuvé le 3 novembre 2004, révisé le 14.08.2009. Le pétitionnaire est donc tenu de consulter ce document.

Rappel : La commune a mis en place une consultance architecturale destinée à conseiller toute personne qui entreprend de construire, restaurer ou aménager un bâtiment. Cette mission s'exerce le plus en amont possible, de façon préventive au stade de l'intention de faire, du choix du terrain, de l'interrogation sur le P.L.U. etc.. Elle permet de conseiller utilement le pétitionnaire pour contribuer à une bonne intégration du bâtiment dans le paysage

ARTICLE UH1- OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

Sont interdits :

- Les installations classées autres que celles admises à l'article UH2
- Le stationnement des caravanes et les habitations légères de loisirs.
- Les décharges et dépôts de toute nature à l'air libre.
- Les constructions destinées à l'industrie, l'artisanat, et l'agriculture
- Les affouillements et les exhaussements du sol non liés à des opérations autorisées dans la zone.

ARTICLE UH2 - OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES

Les installations classées correspondant à des activités nécessaires à la zone et à condition qu'elles n'entraînent pour le voisinage aucune incommodité, aucune insalubrité susceptible de causer des dommages graves et irréparables aux personnes et aux biens.

Rappel :

1. Tout projet de construction (neuf ou aménagement d'existant) pourra être interdit ou soumis à prescriptions, si le projet par sa situation et/ou par ses dimensions, se trouve être exposé à un ou plusieurs risques naturels, et/ou induit et/ou aggrave un ou plusieurs risques naturels préexistant.

ARTICLE UH3 - CONDITIONS DE DESSERTE DES TERRAINS PAR LES VOIES PUBLIQUES OU PRIVEES, ET CONDITIONS D'ACCES AUX VOIES OUVERTES AU PUBLIC

Les accès doivent être adaptés à l'opération et aménagés de façon à apporter la moindre gêne à la circulation publique.

Aucune opération ne peut prendre accès sur un chemin ouvert à la circulation des seuls piétons.

Les dimensions, formes et caractéristiques techniques des voies nouvelles doivent être adaptées aux usages qu'elles supportent ou aux opérations qu'elles doivent desservir.

Les voies nouvelles se terminant en impasse doivent être aménagées de telle sorte que les véhicules puissent faire demi-tour.

Certaines voies pourront être prévues sans déneigement pour éviter les coupures dans les liaisons skis.

Les terrains doivent pouvoir être reliés à la voirie publique ou privée qui les dessert dans les conditions de sécurité et de commodité correspondant au mode d'occupation du sol prévu.

ARTICLE UH4 - CONDITIONS DE DESSERTE DES TERRAINS PAR LES RESEAUX PUBLICS D'EAU, D'ELECTRICITE ET D'ASSAINISSEMENT

1. Eau potable

Toute construction à destination d'habitation ou d'activités doit être raccordée au réseau public d'eau potable.

2. Assainissement

Toute construction, installation nouvelle ou aménagements par changement d'affectation doit être pourvu d'un réseau séparatif des eaux usées et des eaux pluviales.

2.1.Eaux usées

Toute construction ou installation nouvelle doit être raccordée au réseau public d'assainissement. Toutes les obligations réglementaires vis-à-vis du gestionnaire de ce réseau doivent être satisfaites.

2.2.Eaux pluviales

Toute construction, toute surface imperméable nouvellement créée (terrasse, toiture, voirie) doit être équipée d'un dispositif de gestion des eaux pluviales qui assure leur collecte (gouttières, réseaux), et leur évacuation dans le réseau public après rétention dans un bassin écrêteur.

Les eaux provenant des siphons de sol de garage, parking doivent être traitées par décantation et séparation des hydrocarbures avant rejet.

Une étude hydraulique est obligatoire pour tout projet > 300 m² et déterminera la dimension du bassin de rétention et son débit de fuite avant rejet dans le réseau.

Ces aménagements sont à la charge exclusive du constructeur qui doit réaliser les dispositifs adaptés à l'opération et au terrain.

3. Réseaux secs :

Les branchements aux réseaux d'électricité et de téléphone seront enterrés.

ARTICLE UH5 - SUPERFICIE MINIMUM DES TERRAINS CONSTRUCTIBLES

Non réglementé.

ARTICLE UH 6 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

Les constructions devront être implantées à une distance minimale de 6 mètres de l'axe des voies publiques.

Les règles ci-dessus ne s'appliquent pas aux bâtiments et installations à usage de service public ou d'équipement collectif.

ARTICLE UH 7 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

La distance comptée horizontalement entre tout point d'un bâtiment et le point le plus proche de la limite séparative doit être au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre les deux points sans pouvoir être inférieure à 3 mètres.

Les règles ci-dessus ne s'appliquent pas aux bâtiments et installations à usage de service public ou d'équipement collectif.

ARTICLE UH 8 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

Non réglementé

ARTICLE UH9 -EMPRISE AU SOL

Non réglementé.

ARTICLE UH10 -HAUTEUR MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS

La hauteur absolue est mesurée par rapport au niveau de la voirie, en tout point du bâtiment, à l'exception des superstructures nécessaires au fonctionnement des constructions telles que souches de cheminée, machinerie ascenseur,...

Cette hauteur ne peut excéder 32 mètres par rapport à la voirie située en aval et 8 mètres par rapport à la voirie située en amont.

ARTICLE UH 11 - ASPECT EXTERIEUR DES CONSTRUCTIONS ET AMENAGEMENT DE LEURS ABORDS

Les constructions doivent présenter un volume harmonieux et doivent s'organiser dans leur conception avec l'ensemble du contexte. Les matériaux utilisés doivent être choisis en regard de ces seuls impératifs.

Les murs séparatifs et les murs aveugles apparents d'un bâtiment doivent lorsqu'ils ne sont pas construits avec les mêmes matériaux que les murs de façade principales, avoir un aspect qui s'harmonie avec celui des façades.

Les panneaux et capteurs solaires devront être implantés en façade ou en toiture parallèles aux pans de la toiture.

ARTICLE UH 12 - OBLIGATIONS EN MATIERE DE REALISATION D'AIRES DE STATIONNEMENT

1- Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions et installations doit être assuré en dehors des voies publiques.

2- Le nombre d'emplacements est fixé à :

- pour les habitations : 1 place par tranche de 50 m² de surface de plancher.
- pour les autres destinations, le nombre d'emplacements doit être déterminé en fonction des besoins et des caractéristiques du projet.

ARTICLE UH 13 - OBLIGATIONS EN MATIERE DE REALISATION D'ESPACES LIBRES, AIRES DE JEUX ET DE LOISIRS ET PLANTATIONS

Tous les espaces non construits, ainsi que les superficies non affectées aux parkings, aux dessertes et aux équipements d'intérêt collectifs doivent être traités en espaces verts aménagés ou naturels ou en aires de jeux.

Tous les arbres existants non concernés par les constructions doivent être maintenus et pour se faire reportés sur le plan de masse au niveau du permis de construire.

L'organisation de ces espaces doit être réalisée de façon cohérente pour l'ensemble de ce secteur, afin de mettre les cheminements piétons ou ski en relation direct entre eux.

Ils doivent être accessibles en permanence aux publics et les clôtures sont rigoureusement interdites.

ARTICLE UH14 - COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL

Les possibilités d'occupation du sol résultent de l'application des articles 3 à 13 du présent règlement.

ARTICLE UH 15 - OBLIGATIONS EN MATIERE DE PERFORMANCES ENERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTALES

Sans objet.

ARTICLE UH 16 - OBLIGATIONS EN MATIERE D'INFRASTRUCTURES ET RESEAUX DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES

Sans objet.

CHAPITRE IX - DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE UJ

CARACTERE DE LA ZONE UJ

La zone UJ est destinée à l'urbanisation touristique de la station d'Arc 2000, sous forme d'hébergement, équipements et de commerces liés au développement des activités estivales et hivernales.

La commune est dotée d'un Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles (PPRNP) approuvé le 3 novembre 2004, révisé le 14.08.2009. Le pétitionnaire est donc tenu de consulter ce document.

La zone UJ prend un indice "p" car située dans le périmètre de protection rapproché de captages

Rappel : La commune a mis en place une consultance architecturale destinée à conseiller toute personne qui entreprend de construire, restaurer ou aménager un bâtiment. Cette mission s'exerce le plus en amont possible, de façon préventive au stade de l'intention de faire, du choix du terrain, de l'interrogation sur le P.L.U. etc.. Elle permet de conseiller utilement le pétitionnaire pour contribuer à une bonne intégration du bâtiment dans le paysage

ARTICLE UJ1- OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

- Les installations classées autres que celles admises à l'article UJ2
- Les constructions à destination, d'industrie, d'agriculture, et d'artisanat
- Les décharges et dépôts de toute nature à l'air libre
- Les installations et travaux divers à l'exception des aires de jeux, de sports et de stationnements
- Les habitations légères de loisirs
- Les campings et caravanage
- Les affouillements et les exhaussements du sol non liés à des opérations autorisées dans la zone

ARTICLE UJ2 - OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES

1. Toute construction ou installation à condition d'être directement liée aux activités touristiques autorisées dans la zone et notamment les installations et équipements liés au domaine skiable.
2. Les installations classées correspondant à des activités nécessaires à la zone et à condition qu'elles n'entraînent pour le voisinage aucune incommodité, aucune insalubrité susceptible de causer des dommages graves et irréparables aux personnes et aux biens.
3. Des prescriptions particulières pourront être imposées: cf rapport géologique préalable à la DUP pour la protection des captages en annexe du règlement.
4. Recul par rapport aux cours d'eau : Le recul du bâtiment principal ou des annexes ne peut être inférieur à 5 mètres par rapport à la limite des berges des cours d'eau.

ARTICLE UJ3 - CONDITIONS DE DESSERTE DES TERRAINS PAR LES VOIES PUBLIQUES OU PRIVEES, ET CONDITIONS D'ACCES AUX VOIES OUVERTES AU PUBLIC**1-Accès**

Les accès doivent être adaptés à l'opération et aménagés de façon à apporter la moindre gêne à la circulation publique.

2-Voiries

2-1 Les dimensions, formes et caractéristiques techniques des voies nouvelles doivent être adaptées aux usages qu'elles supportent ou aux opérations qu'elles doivent desservir.

2-2 Les voies nouvelles se terminant en impasse doivent être aménagées de telle sorte que les véhicules puissent faire demi-tour.

3-Liaisons piétons

Les cheminements piétons éclairés doivent relier la zone aux villages existants.

4-Accès au domaine skiable

Toutes les facilités et toutes les dispositions doivent être prises pour assurer l'accès ou le retour du domaine skiable, en dehors de toutes voiries.

ARTICLE UJ4 - CONDITIONS DE DESSERTE DES TERRAINS PAR LES RESEAUX PUBLICS D'EAU, D'ELECTRICITE ET D'ASSAINISSEMENT**1. Eau potable**

Toute construction à usage d'habitation ou d'activités doit être raccordée au réseau public d'eau potable.

2. Assainissement

Toute construction, installation nouvelle ou aménagements par changement d'affectation doit être pourvue d'un réseau séparatif des eaux usées et des eaux pluviales.

2.1 Eaux Usées

Toute construction ou installation nouvelle doit être raccordée au réseau public d'assainissement. Toutes les obligations réglementaires vis à vis du gestionnaire de ce réseau doivent être satisfaites.

2.2 Eaux Pluviales

Toute construction, toute surface imperméable nouvellement créée (terrasse, toiture, voirie) doit être équipée d'un dispositif de gestion des eaux pluviales qui assure leur collecte (gouttières, réseaux), et leur évacuation au réseau après rétention dans un bassin écrêteur. Les eaux provenant des siphons de sol de garage, parking seront dirigées vers le réseau d'eaux usées et non d'eaux pluviales.

Une étude hydraulique est obligatoire pour tout projet > 300 m² et déterminera la dimension du bassin de rétention et son débit de fuite avant rejet dans le réseau.

Ces aménagements sont à la charge exclusive du constructeur qui doit réaliser les dispositifs adaptés à l'opération et au terrain.

3. Réseaux secs

Les branchements aux réseaux d'électricité et de téléphone sont enterrés.

ARTICLE UJ5 - SUPERFICIE MINIMUM DES TERRAINS CONSTRUCTIBLES

Non réglementé

ARTICLE UJ 6 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

Les constructions peuvent s'implanter en limite de l'emprise de la voie.

ARTICLE UJ 7 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

Il n'est pas fixé de distance minimum par rapport aux limites séparatives.

Recul par rapport aux cours d'eau : Le recul du bâtiment principal ou des annexes ne peut être inférieur à 5 mètres par rapport à la limite des berges des cours d'eau.

ARTICLE UJ 8 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

Il n'est pas fixé de distances minima entre les constructions.

ARTICLE UJ9 -EMPRISE AU SOL

Non réglementée.

ARTICLE UJ10 -HAUTEUR MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS

La hauteur absolue est mesurée par rapport au terrain naturel avant travaux, en tout point du bâtiment à son aplomb, à l'exception des superstructures nécessaires au fonctionnement des constructions telles que souches de cheminées, machinerie d'ascenseur, etc.

La hauteur absolue est de 31 mètres.

ARTICLE UJ 11 - ASPECT EXTERIEUR DES CONSTRUCTIONS ET AMENAGEMENT DE LEURS ABORDS**1. Aspect des façades**

Façades principales doivent être largement ouvertes : les parties vitrées dominantes doivent représenter 70 % minimum de la façade.

Les soubassements doivent être en béton bouchardé ou en pierre.

Les parties pleines sont en bardage bois ou en habillage pierres.

Les murs séparatifs et les murs aveugles apparents d'un bâtiment doivent lorsqu'ils ne sont pas construits avec les mêmes matériaux que les murs de façades principales présenter un aspect qui s'harmonise avec celui des façades.

Les constructions doivent présenter un volume harmonieux et doivent s'organiser dans leur conception avec l'ensemble du contexte. Les matériaux utilisés doivent être choisis en regard de ces seuls impératifs et respecter les impératifs suivants :

- pour le bois :
 - Bois de charpente taillés à vives arrêtes
 - Bardage bois, raboté ou brut de sciage, 3 largeurs de lames différentes alternées
 - Bandeaux et bardage délignés sans découpes
 - Coloris brun clair « légèrement rosé » (type les Arcs)
- pour les vitrages : clairs
- pour la pierre :
 - pierres du pays horizontalement sur la plus grande dimension,
 - Volumétrie proche de « hauteur = longueur/3 »
 - Partie latérale non verticale, assemblage croisé.

Les murs séparatifs et les murs aveugles apparents d'un bâtiment doivent lorsqu'ils ne sont pas construits avec les mêmes matériaux que les murs de façades principales présenter un aspect qui s'harmonise avec celui des façades.

2. Toitures

Elles sont traitées comme une « 5ème façade », du genre bâtiment existant des Belles Challes Lauzières ou formes courbes genre bâtiment existant « Villages Clubs du Soleil » avec une couverture porte-neige en mélèze.

3. Garde corps

Les garde-corps sont réalisés soit en fin barreaudage serrurerie assurant la transparence et les vues vers l'aval (genre bâtiments existants « Belles Challes Lauzières »)

Soit en balustres bois carré verticaux suivant la « pose diagonales » (les vides sont supérieurs aux pleins).

Ils utilisent les matériaux suivants :

- Structure en premier plan poteaux bois verticaux mélèze massif
- Main courante bois.

4. Panneaux et capteurs solaires

Ceux-ci devront être implantés en façade ou en toiture parallèles aux pans de la toiture.

5. Les règles ci-dessus ne s'appliquent pas aux constructions et installations à usage de service public ou d'équipement collectif

ARTICLE UJ 12 - OBLIGATIONS EN MATIERE DE REALISATION D'AIRES DE STATIONNEMENT

1 - Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions et installations doit être assuré en dehors des voies publiques.

2 – Globalement, l'urbanisation autorisée dans la zone doit supporter la réalisation d'une place de stationnement par tranche de 90 m² de surface de plancher autorisée dans la zone. Les besoins de stationnement excédentaires donnent lieu à la réalisation par la commune des parkings publics correspondant

3 – Le nombre d'emplacements couverts est fixé à :

- pour les habitations : 1 place par tranche de 80 m² de surface de plancher avec un minimum de 1 place pour 2 logements.
- pour les hôtels et hôtels-restaurants : 1 place pour 2 chambres
- pour les bars et restaurants : 1 place pour 90 m² de surface de plancher
- pour les commerces : 1 place par tranche de 90 m² de surface de plancher avec un minimum de 1 place par commerce.
- pour les bureaux : 1 place pour 90 m² de surface de plancher
- pour les autres destinations, le nombre d'emplacements est déterminé en fonction des besoins et des caractéristiques du projet.

ARTICLE UJ 13 - OBLIGATIONS EN MATIERE DE REALISATION D'ESPACES LIBRES, AIRES DE JEUX ET DE LOISIRS ET PLANTATIONS

Tous les espaces non construits ainsi que les superficies non affectées aux parkings, aux dessertes et aux équipements d'intérêt collectif doivent être traités en espaces verts aménagés ou naturels ou en aire de jeux.

Tous les arbres existants non concernés par les constructions doivent être maintenus et pour ce faire, reportés sur le plan de masse au niveau du permis de construire.

L'organisation de ces espaces doit être réalisée de façon cohérente pour l'ensemble de ce secteur, afin de mettre les cheminements piétons ou ski en relation directe entre eux.

ARTICLE UJ14 - COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL

Capacité constructible résiduelle à la date du présent document: 8500 m² de surface de plancher.

Ne sont pas comptés des 8 500 m² de surface de plancher :

- les équipements publics.
- les équipements collectifs à caractère sportif, récréatif ou culturel, donnant lieu à convention avec la commune dans le cadre des articles L 342-1 à 5 du Code du Tourisme.
- les installations techniques liées à l'exploitation du domaine skiable.
- les logements à destination des personnels saisonniers ou permanents travaillant « sur le site » des équipements et hébergements touristiques.

ARTICLE UJ 15 - OBLIGATIONS EN MATIERE DE PERFORMANCES ENERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTALES

Sans objet.

ARTICLE UJ 16 - OBLIGATIONS EN MATIERE D'INFRASTRUCTURES ET RESEAUX DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES

Sans objet.

TITRE I : DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES URBAINES

CHAPITRE X - DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE UT

CARACTERE DE LA ZONE UT

Cette zone correspond aux secteurs urbanisés des stations d'Arc 1600 et Arc 1800 : les objectifs d'aménagement ont pour ambition d'améliorer la fonctionnalité du site ainsi que la qualité et la gamme des équipements des produits et des services.

La commune est dotée d'un Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles (PPRNP) approuvé le 3 novembre 2004, révisé le 14.08.2009. Le pétitionnaire est donc tenu de consulter ce document.

Elles comprennent :

- un secteur UTm : secteur d'urbanisation de Malgovert, destiné à recevoir des constructions non touristiques ainsi que des équipements, activités et services compatibles avec cette destination.

Une étude d'aléas complète le PPRN sur le secteur nord de Malgovert (annexée au rapport de présentation)

Sont indiqués par des trames :

- des espaces verts à préserver (abords de ruisseaux et biotope ...), au titre de l'article L123-1-5, 7° du code de l'urbanisme

Rappel : La commune a mis en place une consultance architecturale destinée à conseiller toute personne qui entreprend de construire, restaurer ou aménager un bâtiment. Cette mission s'exerce le plus en amont possible, de façon préventive au stade de l'intention de faire, du choix du terrain, de l'interrogation sur le P.L.U. etc.. Elle permet de conseiller utilement le pétitionnaire pour contribuer à une bonne intégration du bâtiment dans le paysage

ARTICLE UT1 - OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

Sont interdits :

- Les installations classées autres que celles admises à l'article UT2
- Les affouillements et les exhaussements du sol non liés à des opérations autorisées dans la zone.
- Le stationnement des caravanes et les habitations légères de loisirs.
- Les décharges et dépôts de toute nature à l'air libre.
- Les constructions destinées à l'industrie et à l'artisanat

ARTICLE UT2 - OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES

1. L'aménagement et l'extension des constructions existantes avec ou sans changement de destination, et les constructions nouvelles, à condition que le projet ne conduise pas à une augmentation de la capacité d'hébergement touristique.

2. Les installations classées correspondant à des activités nécessaires à la zone et à condition qu'elles n'entraînent pour le voisinage aucune incommodité, aucune insalubrité susceptible de causer des dommages graves et irréparables aux personnes et aux biens.

3. Recul par rapport aux cours d'eau : Le recul du bâtiment principal ou des annexes ne peut être inférieur à 5 mètres par rapport à la limite des berges des cours d'eau.

4. En zone UTm, l'aménagement du secteur devra prendre en compte l'étude réalisée par le RTM en complément du PPRN. Cette étude est jointe en annexe du présent règlement et du rapport de présentation du PLU

Rappel :

1. *Tout projet de construction pourra être interdit ou soumis à prescriptions si le bâtiment se trouve être exposé à des risques naturels ou si sa construction risque d'aggraver un ou des risques naturels existants ou potentiels.*

2. L'article L. 111-3 du Code rural, instituant la réciprocité des règles d'éloignement des bâtiments agricoles est applicable.

ARTICLE UT3 - CONDITIONS DE DESSERTE DES TERRAINS PAR LES VOIES PUBLIQUES OU PRIVEES, ET CONDITIONS D'ACCES AUX VOIES OUVERTES AU PUBLIC

1 - Accès

1.1. - Lorsque le terrain est riverain de plusieurs voies publiques, l'accès sur celles de ces voies qui présenterait une gêne ou un risque pour la circulation peut être interdit.

1.2. - Les accès doivent être adaptés à l'opération et aménagés de façon à apporter la moindre gêne à la circulation publique.

1.3. - Aucune opération ne peut prendre accès sur un chemin ouvert à la circulation des seuls piétons.

2 - Voirie

2.1. - Les dimensions, formes et caractéristiques techniques des voies nouvelles doivent être adaptées aux usages qu'elles supportent ou aux opérations qu'elles doivent desservir.

2.2. - Les voies nouvelles se terminant en impasse doivent être aménagées de telle sorte que les véhicules puissent faire demi-tours.

ARTICLE UT4 - CONDITIONS DE DESSERTE DES TERRAINS PAR LES RESEAUX PUBLICS D'EAU, D'ELECTRICITE ET D'ASSAINISSEMENT

1. Eau potable :

Toute construction à usage d'habitation ou d'activités doit être raccordée au réseau public d'eau potable.

2. Assainissement :

2.1. Eaux usées

Toute construction ou installation nouvelle doit être raccordée au réseau public d'assainissement. Toutes les obligations réglementaires vis-à-vis du gestionnaire de ce réseau doivent être satisfaites.

2.2. Eaux pluviales

Toute construction, toute surface imperméable nouvellement créée (terrasse, toiture, voirie) doit être équipée d'un dispositif de gestion des eaux pluviales qui assure leur collecte (gouttières, réseaux), et leur évacuation au réseau après rétention dans un bassin écrêteur. Les eaux provenant des siphons de sol de garage, parking doivent être traitées par décantation et séparation des hydrocarbures avant rejet.

Une étude hydraulique est obligatoire pour tout projet > 300 m² et déterminera la dimension du bassin de rétention et son débit de fuite avant rejet dans le réseau.

Ces aménagements sont à la charge exclusive du constructeur qui doit réaliser les dispositifs adaptés à l'opération et au terrain.

3. Réseaux secs :

Les branchements aux réseaux d'électricité et de téléphone seront enterrés.

ARTICLE UT 6 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

La construction à l'alignement est autorisée.

Un recul peut être imposé pour des raisons de visibilité, de sécurité, d'ordonnancement architectural, ou d'organisation du déneigement de la voie publique.

En zone UTm, Les constructions devront être implantées à une distance minimale de 6 mètres de l'axe des voies publiques

ARTICLE UT 7 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

Les constructions nouvelles peuvent s'appuyer sur les constructions existantes implantées en limite séparative.

Sinon, la distance comptée horizontalement entre tout point d'un bâtiment et le point le plus proche de la limite séparative doit être au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points, sans pouvoir être inférieure à 3 mètres.

Recul par rapport aux cours d'eau : Le recul du bâtiment principal ou des annexes ne peut être inférieur à 5 mètres par rapport à la limite des berges des cours d'eau.

ARTICLE UT 8 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

Non réglementé.

ARTICLE UT 9 - EMPRISE AU SOL

Non réglementé.

ARTICLE UT 10 - HAUTEUR MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS

La hauteur absolue est mesurée par rapport au terrain naturel avant travaux, en tout point du bâtiment, (ouvrages techniques, cheminées et autres superstructures exclus).

La hauteur absolue est de 24 mètres.

En zone UTm, cette hauteur ne peut excéder en tout point du faîtage 12 mètres par rapport au terrain naturel avant travaux.

ARTICLE UT 11 - ASPECT EXTERIEUR DES CONSTRUCTIONS ET AMENAGEMENT DE LEURS ABORDS

1 - Le caractère de l'environnement des constructions voisines doit être préservé, notamment en ce qui concerne les proportions, la pente des toitures et leur débord, la nature et l'aspect des matériaux employés.

2 - L'implantation des bâtiments doit rechercher la meilleure adaptation au terrain naturel afin de réduire au maximum les mouvements de terrains.

3 - Les murs séparatifs et les murs aveugles apparents d'un bâtiment doivent avoir un aspect qui s'harmonise avec celui de la façade principale.

4 - Les matériaux utilisés en extérieur doivent présenter un aspect fini.

5 - Les clôtures sont interdites, sauf impératif technique ou de sécurité.

6 - Panneaux et capteurs solaires : ceux-ci devront être implantés en façade ou en toiture parallèles aux pans de la toiture avec une variation possible de plus ou moins 15°.

De plus en zone UTm, Les constructions doivent présenter un volume harmonieux et doivent s'organiser dans leur conception avec l'ensemble du contexte dans le respect de l'image et de l'identité de Arcs. Les matériaux utilisés doivent être choisis en regard de ces seuls impératifs et favoriseront les matériaux, nobles et naturels.

Les murs séparatifs et les murs aveugles apparents d'un bâtiment doivent lorsqu'ils ne sont pas construits avec les mêmes matériaux que les murs de façade principales, avoir un aspect qui s'harmonise avec celui des façades.

ARTICLE UT 12 - OBLIGATIONS EN MATIERE DE REALISATION D'AIRES DE STATIONNEMENT

1 - Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions et installations doit être assuré en dehors des voies publiques et doit être accessible en toute période de l'année.

2 - Il est exigé :

2.1. - habitation

- -1 place par tranche de 50 m² de surface de plancher,
- 30 % des places imposées devront être couvertes

2.2. - activités commerciales

- -1 place pour 25 m² de surface de vente

2.3. - bureaux

- -1 place pour 40 m² de surface de plancher

2.4. - hôtels - restaurants

- Hôtels : 2 places pour 3 chambres
- Restaurants et bars : 1 place pour 10 m² de salle
- Pour les hôtels-restaurants, seule la norme la plus contraignante est retenue

En zone UTm, les stationnements pour les résidents doivent être enterrés. Seuls seront permis en stationnements aériens, les places réservés pour les déposes minutes, les taxis et les livraisons.

Dans le cas d'une impossibilité technique de réalisation des places de stationnement sur son tènement, le pétitionnaire peut être tenu quitte de ses obligations en justifiant d'une concession à long terme dans un parc public de stationnement.

ARTICLE UT 13 - OBLIGATIONS EN MATIERE DE REALISATION D'ESPACES LIBRES, AIRES DE JEUX ET DE LOISIRS ET PLANTATIONS

Tous les espaces non construits, ainsi que les superficies non affectées aux parkings et aux dessertes seront traités en espaces verts plantés ou en aires de jeux. En particulier les abords des constructions seront engazonnés jusqu'aux emprises des voies ; les murs de soutènement seront de même nature que les soubassements d'immeubles.

Les cheminements piétons seront coordonnés entre les divers bâtiments et équipés d'un balisage lumineux en harmonie avec l'étude d'éclairage public de la station.

Espaces verts à préserver, au titre de l'article L123-1-5, 7° du code de l'Urbanisme (abords du ruisseau protégé en biotope) : ces espaces sont à protéger de toute construction et clôture

Abords des cours d'eau : Il conviendra de préserver un espace en végétation herbacée de 5m de part et d'autre des cours d'eau.

Aménagements liés à la gestion des eaux pluviales : noues, bassins de rétention...doivent participer à la valorisation du cadre de vie par la qualité de leur traitement paysager.

ARTICLE UT 15 - OBLIGATIONS EN MATIERE DE PERFORMANCES ENERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTALES

Sans objet.

ARTICLE UT 16 - OBLIGATIONS EN MATIERE D'INFRASTRUCTURES ET RESEAUX DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES

Sans objet.

TITRE II : DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES A URBANISER

CHAPITRE I - DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE IAU

CARACTERE DE LA ZONE IAU

Les secteurs AU « indicés » sont des secteurs à caractère naturel de la commune destinés à être ouverts à l'urbanisation. Ce sont des secteurs à la périphérie immédiate desquels les voies publiques et les réseaux d'eau, d'électricité et, le cas échéant, d'assainissement existant ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter dans l'ensemble de la zone.

Dans ces secteurs, les constructions sont autorisées lors de la réalisation d'une opération d'aménagement d'ensemble et le cas échéant, suivant les orientations d'aménagement et de programmation définies.

Elles comprennent :

- un secteur IAUc : secteur de densité moyenne, destiné à recevoir des habitations ainsi que des équipements, activités et services compatibles avec cette destination.
- un secteur IAUD : secteur de densité plus faible, destiné à recevoir des habitations ainsi que des équipements, activités et services compatibles avec cette destination.
- un secteur IAUM : secteur d'urbanisation future de Malgovert, destiné à recevoir des constructions touristiques hôtel, hôtel-club et résidences de tourisme ainsi que des équipements, activités et services compatibles avec cette destination.

La commune est dotée d'un Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles (PPRNP) approuvé le 3 novembre 2004, révisé le 14.08.2009. Le pétitionnaire est donc tenu de consulter ce document.

Une étude d'aléas complète le PPRN sur le secteur nord de Malgovert (annexée au rapport de présentation)

Rappel : La commune a mis en place une consultance architecturale destinée à conseiller toute personne qui entreprend de construire, restaurer ou aménager un bâtiment. Cette mission s'exerce le plus en amont possible, de façon préventive au stade de l'intention de faire, du choix du terrain, de l'interrogation sur le P.L.U. etc.. Elle permet de conseiller utilement le pétitionnaire pour contribuer à une bonne intégration du bâtiment dans le paysage

ARTICLE 1AU1 - OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

Sont interdits

- Toutes constructions et d'utilisations du sol autres que celles admises à l'article IAU 2.
- Les constructions à destination d'artisanat, d'industrie et d'agriculture
- Les installations classées autres que celles admises à l'article IAU 2.
- Le stationnement des caravanes et les habitations légères de loisirs.
- Les décharges et dépôts de toute nature à l'air libre.
- Les affouillements et les exhaussements du sol non liés à des opérations autorisées dans la zone.

ARTICLE 1AU2 - OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES

Les constructions ne sont autorisées que dans le cadre d'une opération d'aménagement d'ensemble couvrant l'intégralité de chaque zone, et prenant en compte l'Orientation d'Aménagement et de Programmation (quand elle existe).

Orientations d'Aménagement et de Programmation : elles déclinent des principes de qualité environnementale, urbaine et paysagère, qui s'appliquent sur toutes les zones 1AU, ainsi que des principes d'aménagement à respecter.

En zone AUM, l'aménagement du secteur devra prendre en compte l'étude réalisée par le RTM en complément du PPRN. Cette étude est jointe en annexe du présent règlement et du rapport de présentation du PLU

Recul par rapport aux cours d'eau : Le recul du bâtiment principal ou des annexes ne peut être inférieur à 5 mètres par rapport à la limite des berges des cours d'eau.

Rappel :

1. Tout projet de construction pourra être interdit ou soumis à prescriptions si le bâtiment se trouve être exposé à des risques naturels ou si sa construction risque d'aggraver un ou des risques naturels existants ou potentiels.
2. L'article L. 111-3 du Code rural, instituant la réciprocité des règles d'éloignement des bâtiments agricoles est applicable.
3. La RD1090 est classée axe bruyant de type 3. Dans une bande de 100m de part et d'autre de l'axe de la voie (repérée au plan en annexe du P.L.U), des prescriptions d'isolement acoustique seront imposées lors de la demande de permis de construire.

ARTICLE 1AU3 - CONDITIONS DE DESSERTE DES TERRAINS PAR LES VOIES PUBLIQUES OU PRIVEES, ET CONDITIONS D'ACCES AUX VOIES OUVERTES AU PUBLIC

1 - Accès

- 1.1. - Lorsque le terrain est riverain de plusieurs voies publiques, l'accès sur celles de ces voies qui présenterait une gêne ou un risque pour la circulation peut être interdit.
- 1.2. - Les accès doivent être adaptés à l'opération et aménagés de façon à apporter la moindre gêne à la circulation publique.
- 1.3. - Aucune opération ne peut prendre accès sur un chemin affecté à la circulation des seuls piétons.

2 - Voirie

Les dimensions, formes et caractéristiques techniques des voies nouvelles doivent être adaptées aux usages qu'elles supportent ou aux opérations qu'elles doivent desservir.

En zone 1AUm, Les voies nouvelles se terminant en impasse doivent être aménagées de telle sorte que les véhicules puissent faire demi-tour.

Certaines voies pourront être prévues sans déneigement pour éviter les coupures dans les liaisons skis.

Les terrains doivent pouvoir être reliés à la voirie publique ou privée qui les dessert dans les conditions de sécurité et de commodité correspondant au mode d'occupation du sol prévu.

Zones couvertes par une orientation d'aménagement et de programmation :

Le plan de composition devra s'inspirer des principes définis dans les orientations d'aménagement et de programmation. En particulier, les longueurs de voiries resteront limitées, en organisant des espaces de stationnement en entrée de zone. Des connexions piétonnes pourront être prévues ou imposées.

ARTICLE 1AU4 - CONDITIONS DE DESSERTE DES TERRAINS PAR LES RESEAUX PUBLICS D'EAU, D'ELECTRICITE ET D'ASSAINISSEMENT

1. Eau potable :

Toute construction à usage d'habitation ou d'activités doit être raccordée au réseau public d'eau potable.

2. Assainissement :

2.1. Eaux usées

Toute construction ou installation nouvelle doit être raccordée au réseau public d'assainissement. Toutes les obligations réglementaires vis-à-vis du gestionnaire de ce réseau doivent être satisfaites.

2.2. Eaux pluviales

Pour chaque zone, la gestion des eaux pluviales devra être étudiée et résolue globalement. Tout aménagement nouveau ne devra pas aggraver les conditions d'écoulement et de concentration des eaux par rapport à l'état initial de chaque parcelle.

L'objectif est de limiter les surfaces imperméabilisées. Les orientations d'aménagement et de programmation précisent les solutions alternatives à étudier.

En zone 1AUm, toute construction, toute surface imperméable nouvellement créée (terrasse, toiture, voirie) doit être équipée d'un dispositif de gestion des eaux pluviales qui assure leur collecte (gouttières, réseaux), et leur évacuation dans

le réseau public après rétention dans un bassin écrêteur.

Les eaux provenant des siphons de sol de garage, parking doivent être traitées par décantation et séparation des hydrocarbures avant rejet.

Une étude hydraulique est obligatoire et déterminera la dimension du bassin de rétention et son débit de fuite avant rejet dans le réseau.

Ces aménagements sont à la charge exclusive du constructeur qui doit réaliser les dispositifs adaptés à l'opération et au terrain.

3. Réseaux secs :

Les branchements aux réseaux d'électricité et de téléphone seront enterrés.

ARTICLE 1AU 6 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

1 – Reculs par rapport aux voies longeant la zone :

Les constructions doivent être implantées avec un recul par rapport à l'axe de la voie de :

* 7 m pour les voies communales

* 10 m pour les routes départementales.

* 25m pour la RD 1090

Dans les terrains en pente de 20 % et plus, le recul est réduit à 5 m de l'axe des voies communales, à 7 m de l'axe des voies départementales.

En zone 1AUm, Les constructions devront être implantées à une distance minimale de 6 mètres de l'axe des voies publiques

2 - Les règles ci-dessus ne s'appliquent pas :

- le long des voies de desserte interne de chaque zone.

- aux bâtiments et installations à usage de service public ou d'équipement collectif.

ARTICLE 1AU 7 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

Implantation par rapport aux limites de chaque zone 1AU : Dans chaque zone 1AUc, 1AUd, 1AUm il est prévu uniquement un recul par rapport aux limites la zone :

La distance comptée horizontalement entre tout point d'un bâtiment et le point le plus proche de la limite séparative doit être au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points, sans pouvoir être inférieure à 3 mètres.

La règle ci-dessus ne s'applique pas aux bâtiments et installations à usage de service public ou d'équipement collectif.

Recul par rapport aux cours d'eau : Le recul du bâtiment principal ou des annexes ne peut être inférieur à 5 mètres par rapport à la limite des berges des cours d'eau.

ARTICLE 1AU 8 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

Non réglementé.

ARTICLE 1AU 9 - EMPRISE AU SOL

Non réglementé.

ARTICLE 1AU 10 - HAUTEUR MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS

La hauteur absolue est mesurée par rapport au terrain naturel avant travaux, en tout point du bâtiment, à l'exception des superstructures nécessaires au fonctionnement des constructions telles que souches de cheminée, machinerie d'ascenseur, etc.

La hauteur absolue est de 9 m.

En zone 1AUm, Cette hauteur ne peut excéder en tout point du faîtage 32 mètres par rapport au terrain naturel avant travaux.

ARTICLE 1AU 11 - ASPECT EXTERIEUR DES CONSTRUCTIONS ET AMENAGEMENT DE LEURS ABORDS

Les secteurs 1AU feront l'objet d'une réflexion spécifique en matière d'intégration architecturale et paysagère, et de qualité environnementale.

Les projets doivent donner lieu à une recherche d'une conception de volumétrie simple et compacte avec une orientation permettant d'optimiser les caractéristiques bioclimatiques du terrain et d'économiser l'espace.

Les constructions respecteront et s'adapteront au mieux au terrain naturel et à la pente, en prenant en compte les écoulements naturels. Les enrochements sont interdits, sauf en AUm.

Dans toutes les zones : Les plans de composition devront prendre en compte les principes déclinés dans les orientations d'aménagement et de programmation.

De plus en zone 1AUm, Les constructions doivent présenter un volume harmonieux et doivent s'organiser dans leur conception avec l'ensemble du contexte dans le respect de l'image et de l'identité de Arcs. Les matériaux utilisés doivent être choisis en regard de ces seuls impératifs et favoriseront les matériaux, nobles et naturels.

Les murs séparatifs et les murs aveugles apparents d'un bâtiment doivent lorsqu'ils ne sont pas construits avec les mêmes matériaux que les murs de façade principales, avoir un aspect qui s'harmonie avec celui des façades.

ARTICLE 1AU 12 - OBLIGATIONS EN MATIERE DE REALISATION D'AIRES DE STATIONNEMENT

1 - Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions et installations doit être assuré en dehors des voies publiques et doit être accessible en toute période de l'année.

2 - Il est exigé :

2.1. – habitation

- 1 place par tranche de 50 m² de surface de plancher, dont 1 couverte.

2.2. – activités commerciales

- 1 place pour 25 m² de surface de vente

2.3. – bureaux

- 1 place pour 40 m² de surface de plancher

2.4. – hôtels - restaurants

- Hôtels : 2 places pour 3 chambres
- Restaurants et bars : 1 place pour 10 m² de salle
- Pour les hôtels-restaurants, seule la norme la plus contraignante est retenue

En zone 1AUm, il est exigé :

- 1 place pour 3 chambres d'hôtel
- 1 place pour 7 chambres d'habitation

L'ensemble de ces places sera impérativement enterré. Seules sont autorisées en aérien les places réservées pour les dépose-minutes, les taxis et les livraisons.

ARTICLE 1AU 13 - OBLIGATIONS EN MATIERE DE REALISATION D'ESPACES LIBRES, AIRES DE JEUX ET DE LOISIRS ET PLANTATIONS

Les surfaces libres de toute construction et non indispensables à la circulation automobile ou piétonne doivent être paysagées et non imperméabilisées.

Aménagements liés à la gestion des eaux pluviales : noues, bassins de rétention... doivent participer à la valorisation du

cadre de vie par la qualité de leur traitement paysager.

Espaces verts indiqués dans les OAP des zones 1AUc et 1AUd : à préserver et aménager

Qualité du traitement des clôtures, et les zones de contact avec le bâti existant et les espaces agricoles environnants.

Dans les zone 1AUc et 1AUd, Choix des essences végétales :

Les plantations seront composées d'essences variées et locales (à baie et à fruits, à feuilles non persistantes).

Les haies de thuyas, de lauriers ou de tout autre végétal constituant un écran visuel permanent sont interdites.

Le choix des essences, leur mode de groupement et leur taille devront prendre en compte les caractéristiques du paysage communal (haies variées, bosquets, arbres isolés, vergers...).

Plantations aux abords des constructions : Il est recommandé de préserver ou reconstituer les trames arborées existantes, en particulier celles des vergers.

En zone 1AUm,

Tous les espaces non construits, ainsi que les superficies non affectées aux parkings, aux dessertes et aux équipements d'intérêt collectifs doivent être traités en espaces verts aménagés ou naturels ou en aires de jeux.

L'organisation de ces espaces doit être réalisée de façon cohérente pour l'ensemble de ce secteur, afin de mettre les cheminements piétons ou ski en relation direct entre eux.

Ils doivent être accessibles en permanence aux publics et les clôtures sont rigoureusement interdites.

Dans les espaces collectifs, les plantes ne nécessitant peu d'entretien notamment en matière d'arrosage (en période estivale) seront privilégiés : plantes vivaces ou ligneuses.

De la même manière les « espaces de contact » ou lisière avec les ensembles boisés seront traités de manière qualitative et sans clôture.

ARTICLE 1AU 15 - OBLIGATIONS	EN	MATIERE	DE	PERFORMANCES	ENERGETIQUES	ET
ENVIRONNEMENTALES						

Sans objet.

ARTICLE 1AU 16 - OBLIGATIONS EN MATIERE D'INFRASTRUCTURES ET RESEAUX DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES

Toute construction nouvelle devra donner lieu à la mise en place d'infrastructures numériques (fourreaux...) adaptées au raccordement aux réseaux, existants ou à venir, de desserte en services de communications électroniques haut et très haut débit.

CHAPITRE II - DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE IIAU

CARACTERE DE LA ZONE IIAU

La zone IIAU correspond à des secteurs d'extension ou de restructuration future de la commune, dans lesquels l'urbanisation ne pourra intervenir que sous forme de zone d'aménagement concerté (Z.A.C.) ou d'opérations d'ensemble après modification ou révision du PLU.

La commune est dotée d'un Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles (PPRNP) approuvé le 3 novembre 2004, révisé le 14.08.2009. Le pétitionnaire est donc tenu de consulter ce document.

ARTICLE IIAU1- OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

Toute occupation ou utilisation du sol non mentionnée à l'article 2 ci-dessous est interdite.

ARTICLE IIAU2 - OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES

1. L'ouverture à l'urbanisation des zones 2AU est soumise à une modification du Plan Local d'Urbanisme.
2. Sont admis, dans l'attente de l'ouverture à l'urbanisation de la zone :
 - les constructions et installations techniques nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif.

Rappel :

1. *Tout projet de construction pourra être interdit ou soumis à prescriptions si le bâtiment se trouve être exposé à des risques naturels ou si sa construction risque d'aggraver un ou des risques naturels existants ou potentiels.*
2. *L'article L. 111-3 du Code rural, instituant la réciprocité des règles d'éloignement des bâtiments agricoles est applicable.*
3. *La RD1090 est classée axe bruyant de type 3. Dans une bande de 100m de part et d'autre de l'axe de la voie (repérée au plan en annexe du P.L.U), des prescriptions d'isolement acoustique seront imposées lors de la demande de permis de construire.*

ARTICLES 2AU3 à 2AU16

Il n'est pas prévu de règles particulières.

TITRE II : DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES AGRICOLES

CHAPITRE I - DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE A

CARACTERE DE LA ZONE A

Il s'agit d'une zone qui correspond à des zones agricoles, équipées ou non, qu'il convient de protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles.

La commune est dotée d'un Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles (PPRNP) approuvé le 3 novembre 2004, révisé le 14.08.2009. Le pétitionnaire est donc tenu de consulter ce document)

Le plan local d'urbanisme distingue :

- le secteur **Aa** qui correspond à des secteurs à enjeu paysager
- le secteur **As** destiné à la pratique du ski
- le secteur **Ah**, correspondant à des secteurs de taille et de capacité d'accueil limitée (article L 123-1-5 14²ème alinéa du code de l'urbanisme)

Sont indiqués par des trames :

- les chalets d'alpage, soumis à l'article L145-3 du code de l'Urbanisme
- les zones humides à préserver (au titre de l'article L123-1-5, 7° du code de l'urbanisme)
- des espaces verts à préserver (abords de ruisseaux et biotope..), (au titre de l'article L123-1-5, 7° du code de l'urbanisme)

Rappel : La commune a mis en place une consultance architecturale destinée à conseiller toute personne qui entreprend de construire, restaurer ou aménager un bâtiment. Cette mission s'exerce le plus en amont possible, de façon préventive au stade de l'intention de faire, du choix du terrain, de l'interrogation sur le P.L.U. etc.. Elle permet de conseiller utilement le pétitionnaire pour contribuer à une bonne intégration du bâtiment dans le paysage

ARTICLE A1- OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

Sont interdits :

- Toutes constructions à l'exception :
 - Des constructions nécessaires à l'activité agricole, pastorales ou forestières
 - Des constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif
- Toutes constructions à destination d'habitation à l'exception de celles citées en A2
- Les installations classées à l'exception de celles nécessaires à l'activité de la zone
- L'ouverture, la création et l'exploitation de carrières et de gravières
- Les habitations légères de loisirs et le stationnement des caravanes,
- Les décharges et dépôts de toute nature à l'air libre
- Les affouillements et les exhaussements du sol non liés à des opérations autorisées dans la zone)
- En secteur **Aa**, toutes constructions à l'exception des installations nécessaires aux services publics et la restauration des chalets d'alpage identifiés sur le plan de zonage

- En secteur **As**, toutes constructions à l'exception des installations liées à la pratique du ski et de la randonnée

- Zones humides à préserver, identifiées sur le plan de zonage (L123-1-5,7°)

Sont interdits :

- toutes constructions ou installations, autre que celle liée à la mise en valeur ou à l'entretien du milieu
- le drainage, et plus généralement l'assèchement du sol de la zone humide
- l'exhaussement, l'affouillement, le dépôt ou l'extraction de matériaux, sauf les ouvrages techniques nécessaires au maintien en l'état ou à la régulation de l'alimentation en eau de la zone humide
- l'imperméabilisation du sol, en partie ou en totalité

ARTICLE A2 - OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES

- En zone A, les constructions à destination d'habitation à condition d'être nécessaire aux exploitations agricoles, dans la limite de 200 m² de surface de plancher par exploitation, et implantées à proximité immédiate des installations techniques de l'exploitation.

- La restauration des anciens chalets d'alpage identifiés sur le plan de zonage, dans le cadre de l'article L.145-3-1 du Code de l'urbanisme. Ces constructions sont soumises au permis de démolir.

- **Dans les secteurs Ah** : l'aménagement et l'extension mesurée des constructions existantes

- **Protection des zones humides identifiées** : les utilisations du sol liées à l'activité agricole ne devront pas porter atteinte à leur équilibre écologique et hydraulique.

- **Recul par rapport aux cours d'eau** : Le recul du bâtiment principal ou des annexes ne peut être inférieur à 5 mètres par rapport à la limite des berges des cours d'eau.

Rappel :

1. *Tout projet de construction pourra être interdit ou soumis à prescriptions si le bâtiment se trouve être exposé à des risques naturels ou si sa construction risque d'aggraver un ou des risques naturels existants ou potentiels.*
2. *L'article L.111-3 du Code rural instituant la réciprocité des règles d'éloignement des bâtiments agricoles est applicable.*
3. *La RN90 et la RD1090 sont classées axe bruyant de type 3. Dans une bande de 100m de part et d'autre de l'axe de la voie (repérée au plan en annexe du P.L.U), des prescriptions d'isolement acoustique seront imposées lors de la demande de permis de construire.*

ARTICLE A3 - CONDITIONS DE DESSERTE DES TERRAINS PAR LES VOIES PUBLIQUES OU PRIVEES, ET CONDITIONS D'ACCES AUX VOIES OUVERTES AU PUBLIC

L'accès des constructions doit être assuré par une voie publique ou privée, dont les caractéristiques techniques seront adaptées aux usages qu'elles supportent, aux opérations qu'elles doivent desservir.

ARTICLE A4 - CONDITIONS DE DESSERTE DES TERRAINS PAR LES RESEAUX PUBLICS D'EAU, D'ELECTRICITE ET D'ASSAINISSEMENT

1. Eau potable :

Toute construction à usage d'habitation ou d'activités (y compris les restaurants d'altitude) doit être raccordée au réseau public d'eau potable. Dans le cas contraire, il devra être justifié d'un réseau indépendant et autonome conforme à la réglementation en vigueur.

2. Assainissement :

2.1. Eaux usées

2.1.1. Toute construction ou installation nouvelle doit être raccordée au réseau public d'assainissement. Toutes les obligations réglementaires vis-à-vis du gestionnaire de ce réseau doivent être satisfaites.

2.1.2. En l'absence de réseau ou en attente de celui-ci, il est admis un dispositif d'assainissement individuel, conforme à la réglementation en vigueur.

2.2. Eaux pluviales

Toute construction doit être équipée d'un dispositif de gestion des eaux pluviales qui assure leur collecte (gouttières, réseaux), et leur évacuation soit par l'infiltration complète, soit après rétention dans un bassin de rétention (ou infiltration après rétention).

L'infiltration n'est autorisée uniquement que dans les zones non soumises à des risques naturels de glissement de terrain ou compatible avec le PPRn.

Ces dispositifs sont à la charge exclusive du constructeur/du pétitionnaire.

En As :

Dès modification ou création de pistes, reprendre la gestion des eaux en évitant si possible toute concentration des eaux. Dans la mesure du possible, des zones non terrassées ou « à blocs » seront utilisées pour infiltrer les eaux. Dans les zones où la concentration est inévitable, l'exutoire de ces drains sera une multitude de petits bassins de régulation et d'infiltration répartis à toute altitude. Il n'est pas exclu que certains bassins écrêteurs puissent être installés/créés au milieu de pistes, par remodelage de dépression ou replats. L'engazonnement devra être suffisant pour permettre une bonne infiltration des eaux, par des apports de matière organique et par des techniques culturales adéquates.

3. Réseaux secs :

Les branchements aux réseaux d'électricité et de téléphone seront enterrés.

ARTICLE A5 - SUPERFICIE MINIMUM DES TERRAINS CONSTRUCTIBLES

Non réglementé.

ARTICLE A6 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

Les constructions doivent être implantées avec un recul par rapport à l'axe de la voie de :

* 7 m pour les voies communales

* 14 m pour les routes départementales, sauf pour les RD 902, RD 119 et RD 120 : recul de 20m

* 25 m pour la RN 90

Les règles ci-dessus ne s'appliquent pas aux bâtiments et installations à usage de service public ou d'équipement collectif.

ARTICLE A7 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

La distance comptée horizontalement entre tout point d'un bâtiment et le point le plus proche de la limite séparative doit être au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points, sans pouvoir être inférieure à 4 mètres.

Les règles ci-dessus ne s'appliquent pas aux bâtiments et installations à usage de service public ou d'équipement collectif.

Recul par rapport aux cours d'eau : Le recul du bâtiment principal ou des annexes ne peut être inférieur à 5 mètres par rapport à la limite des berges des cours d'eau.

ARTICLE A 8 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

Non réglementé.

ARTICLE A9 -EMPRISE AU SOL

Non réglementé.

Sauf en **Ah** : est autorisée l'extension mesurée de l'emprise au sol des constructions existantes.

ARTICLE A10 -HAUTEUR MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS

- La hauteur maximale des constructions est fixée à 14 mètres au faîtage, à partir du terrain naturel à son aplomb.

- La règle des hauteurs ne s'applique pas pour les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif, les installations de remontées mécaniques et les postes de vigie nécessaires à la sécurité des pistes

ARTICLE A 11 - ASPECT EXTERIEUR DES CONSTRUCTIONS ET AMENAGEMENT DE LEURS ABORDS

1. Intégration paysagère

Les constructions peuvent être refusées ou n'être accordées que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains, ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales.

2. Les constructions doivent être compatibles avec les caractéristiques de l'architecture locale (bardage bois, maçonnerie en pierres apparentes ou enduit...)

3. Panneaux et capteurs solaires devront être implantés en façade ou en toiture, parallèles aux pans de la toiture.

4. Clôtures

Elles seront constituées de grillages, d'une hauteur maxi de 1.20 m sans muret.

5. Chalets d'alpage :

Les travaux autorisés sont ceux qui s'attacheront à valoriser ou réhabiliter le caractère patrimonial des bâtiments concernés dans leur volume existant.

Les extensions, surélévation ou modification de pente de toiture sont interdites, ainsi que les travaux de terrassement ou d'aménagement modifiant l'environnement naturel et paysager des bâtiments concernés.

Sans préjuger des avis de la Commission Départementale des Sites et Paysages, les projets prendront en compte les contraintes suivantes :

- utilisation prioritaire des ouvertures existantes. La création de nouvelles ouvertures sera autorisée mais limitée et ce dans le respect de la qualité architecturale du bâtiment existant,
- traitement des façades s'attachant à retrouver l'aspect d'origine identifié par l'inventaire réalisé dans le cadre du P.L.U. (réfection d'enduit à la chaux aérienne, réparation de murs de pierres, suppression d'éléments ayant dégradé la qualité architecturale d'origine du bâtiment : enduit ou crépis ciment, etc.),
- réfection ou remplacement des toitures réalisées exclusivement avec les matériaux de couverture traditionnels : lauze ou tôle (ondulée, plate) non prélaquée,
- interdiction de créer des ouvertures en toiture (fenêtres de toit, etc.),
- installation de panneaux ou capteurs solaires uniquement à proximité du bâtiment concerné et démontables, sauf si la qualité architecturale du projet justifie une installation sur le bâtiment lui-même.

ARTICLE A 12 - OBLIGATIONS EN MATIERE DE REALISATION D'AIRES DE STATIONNEMENT

Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions et installations doit être assuré en dehors des voies publiques.

ARTICLE A 13 - OBLIGATIONS EN MATIERE DE REALISATION D'ESPACES LIBRES, AIRES DE JEUX ET DE LOISIRS ET PLANTATIONS

Les plantations existantes doivent être maintenues ou remplacées par des plantations de même essence locale.

1. Obligation de réaliser des espaces plantés :

Les surfaces libres de toute construction et non indispensables à la circulation automobile ou piétonne doivent être paysagées et non imperméabilisées.

2. Choix des essences végétales :

Les plantations seront composées d'essences variées et locales (à baie et à fruits, à feuilles non persistantes).

Les haies de thuyas, de lauriers ou de tout autre végétal constituant un écran visuel permanent sont interdites.

Le choix des essences, leur mode de groupement et leur taille devront prendre en compte les caractéristiques du paysage communal (haies variées, bosquets, arbres isolés, vergers...).

Plantations aux abords des constructions : Il est recommandé de préserver ou reconstituer les trames arborées existantes, en particulier celles des vergers.

3. Espaces verts à préserver, au titre de l'article L123-1-5, 7° du code de l'Urbanisme (abords du ruisseau protégé en biotope) : ces espaces sont à protéger de toute construction et clôture

4. Abords des cours d'eau : Il conviendra de préserver un espace en végétation herbacée de 5m de part et d'autre des cours d'eau.

5. Aménagements liés à la gestion des eaux pluviales : noues, bassins de rétention... doivent participer à la valorisation du cadre de vie par la qualité de leur traitement paysager.

ARTICLE A14 - COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL

Les C.O.S. résultent de l'application des articles 3 à 13 du présent règlement.

ARTICLE A 15 - OBLIGATIONS EN MATIERE DE PERFORMANCES ENERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTALES

Sans objet.

ARTICLE A 16 - OBLIGATIONS EN MATIERE D'INFRASTRUCTURES ET RESEAUX DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES

Sans objet.

TITRE II : DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES NATURELLES

CHAPITRE I - DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE N

CARACTERE DE LA ZONE N

Sont classées en zone naturelle et forestière, les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison :

- de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique
- de l'existence d'une exploitation forestière
- de leur caractère d'espaces naturels

Cette zone comprend :

- un secteur **Na**, correspondant une zone mixte : espaces naturels et d'alpage
- Un secteur **Ns** destiné aux équipements et aménagements en vue de la pratique du ski et aux remontées mécaniques
- Un secteur **Np** délimitant les zones de protection des captages.
- Un secteur **Nd** délimitant les zones de dépôts.
- Un secteur **Nm** destiné aux installations militaires
- Un secteur **Nt** correspondant à une zone naturelle où les activités de loisirs de plein air sont autorisées
- un secteur **Nh**, correspondant à des secteurs de taille et de capacité d'accueil limitée (article L 123-1-5 14°2ème alinéa du code de l'urbanisme)

Indices : s (domaine skiable), a (alpage), p (protection de captage)

Sont indiqués par des trames :

- les chalets d'alpage, soumis à l'article L145-3 du code de l'Urbanisme
- les restaurants d'altitude et hébergements
- les refuges
- les zones humides à préserver (au titre de l'article L123-1-5, 7° du code de l'urbanisme)
- des espaces verts à préserver (abords de ruisseaux et biotope..), (au titre de l'article L123-1-5, 7° du code de l'urbanisme)
- les secteurs soumis à un risque minier (article R123-11b du code de l'urbanisme)

La commune est dotée d'un Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles (PPRNP) approuvé le 3 novembre 2004, révisé le 14.08.2009. Le pétitionnaire est donc tenu de consulter ce document.

Rappel : La commune a mis en place une consultance architecturale destinée à conseiller toute personne qui entreprend de construire, restaurer ou aménager un bâtiment. Cette mission s'exerce le plus en amont possible, de façon préventive au stade de l'intention de faire, du choix du terrain, de l'interrogation sur le P.L.U. etc.. Elle permet de conseiller utilement le pétitionnaire pour contribuer à une bonne intégration du bâtiment dans le paysage

ARTICLE N1- OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

- Toutes constructions, travaux ou ouvrages à l'exception :
 - De ceux nécessaires à l'activité forestière et pastorale
 - De ceux nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif
 - de ceux admis sous conditions dans l'article 2
- **dans les secteurs indiqués "risque minier" et espaces verts à préserver** : toute construction est interdite.
- **Zones humides à préserver, identifiées sur le plan de zonage (L123-1-5,7°)**
Sont interdits :
 - toutes constructions ou installations, autre que celle liée à la mise en valeur ou à l'entretien du milieu
 - le drainage, et plus généralement l'assèchement du sol de la zone humide
 - l'exhaussement, l'affouillement, le dépôt ou l'extraction de matériaux, sauf les ouvrages techniques nécessaires au maintien en l'état ou à la régulation de l'alimentation en eau de la zone humide
 - l'imperméabilisation du sol, en partie ou en totalité

ARTICLE N2 - OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES

- La restauration des anciens chalets d'alpage identifiés sur le plan de zonage, dans le cadre de l'article L.145-3-1 du Code de l'urbanisme. Ces constructions sont soumises au permis de démolir.
- la création, l'extension, la rénovation des refuges, restaurants d'altitude, hébergements et services dans les secteurs identifiés sur le plan de zonage
- Dans le périmètre du golf définis dans le plan de zonage 5.7, les constructions et installations liées à l'exploitation du golf et/ou à la pratique du ski.

De plus, sont autorisés :

- En zone **Ns**, les constructions, travaux ouvrages cités ci-après, sous réserve de ne pas compromettre la sécurité du domaine skiable :
 - l'ensemble des installations et travaux à condition d'être liés à l'exploitation et à la sécurité du domaine skiable
 - les installations d'intérêt général (telles que réservoirs d'eau, station de pompage, etc...) ainsi que les équipements d'infrastructure
- En zone **Nd** :
 - les dépôts et stockage à condition d'être liés à l'exploitation du secteur
 - toutes installations liées à l'exploitation du secteur (bureaux, locaux techniques...), excepté les constructions destinées au logement.
- En zone **Np**, les constructions liées aux captages
- En secteur **Nt**, sont autorisés :
 - les équipements techniques et installations d'accueil liés aux activités sportives et de loisirs
 - les plans d'eau
 - les installations classées liées aux activités touristiques, sportives ou de loisirs.

- en secteur **Nm**, la restauration et l'aménagement des constructions relevant du patrimoine militaire sans changement d'affectation,

- **Dans les secteurs Nh** : l'aménagement et l'extension mesurée des constructions existantes

- **Protection des zones humides identifiées** : les utilisations du sol liées à l'activité agricole ne devront pas porter atteinte à leur équilibre écologique et hydraulique.

- **Recul par rapport aux cours d'eau** : Le recul du bâtiment principal ou des annexes ne peut être inférieur à 5 mètres par rapport à la limite des berges des cours d'eau.

Rappel :

1. *Tout projet de construction pourra être interdit ou soumis à prescriptions si le bâtiment se trouve être exposé à des risques naturels ou si sa construction risque d'aggraver un ou des risques naturels existants ou potentiels.*

2. *L'article L. 111-3 du Code rural instituant la réciprocité des règles d'éloignement des bâtiments agricoles est applicable.*

3. *La RN90 et la RD1090 sont classées axe bruyant de type 3. Dans une bande de 100m de part et d'autre de l'axe de la voie (repérée au plan en annexe du P.L.U), des prescriptions d'isolement acoustique seront imposées lors de la demande de permis de construire.*

ARTICLE N3 - CONDITIONS DE DESSERTE DES TERRAINS PAR LES VOIES PUBLIQUES OU PRIVEES, ET CONDITIONS D'ACCES AUX VOIES OUVERTES AU PUBLIC

L'accès des constructions doit être assuré par une voie publique ou privée, dont les caractéristiques techniques soient adaptées aux usages qu'elles supportent, aux opérations qu'elles doivent desservir.

ARTICLE N4 - CONDITIONS DE DESSERTE DES TERRAINS PAR LES RESEAUX PUBLICS D'EAU, D'ELECTRICITE ET D'ASSAINISSEMENT

1. Eau potable :

Toute construction doit être raccordée au réseau public d'eau potable s'il existe. Dans le cas contraire, elle devra justifier d'un réseau indépendant et autonome, qui devra être conforme à la réglementation en vigueur.

2. Assainissement :

2.1. Eaux usées

2.1.1. Toute construction ou installation nouvelle doit être raccordée au réseau public d'assainissement. Toutes les obligations réglementaires vis-à-vis du gestionnaire de ce réseau doivent être satisfaites.

2.1.2. En l'absence de réseau ou en attente de celui-ci, il est admis un dispositif d'assainissement individuel, conforme à la réglementation en vigueur.

2.2. Eaux pluviales

En Na, Nt :

Toute construction doit être équipée d'un dispositif de gestion des eaux pluviales qui assure leur collecte (gouttières, réseaux), et leur évacuation soit par l'infiltration complète, soit après rétention dans un bassin de rétention (ou infiltration après rétention).

L'infiltration n'est autorisée uniquement que dans les zones non soumises à des risques naturels de glissement de terrain ou compatible avec le PPRn.

Ces dispositifs sont à la charge exclusive du constructeur/du pétitionnaire.

En Ns :

Dès modification ou création de pistes, reprendre la gestion des eaux en évitant si possible toute concentration des eaux. Dans la mesure du possible, des zones non terrassées ou « à blocs » seront utilisées pour infiltrer les eaux. Dans les zones où la concentration est inévitable, l'exutoire de ces drains sera une multitude de petits bassins de régulation et d'infiltration répartis à toute altitude. Il n'est pas exclu que certains bassins écrêteurs puissent être installés/crétés au milieu de pistes, par remodelage de dépression ou replats. L'engazonnement devra être suffisant pour permettre une bonne infiltration des eaux, par des apports de matière organique (en dehors de la zone Nsp) et par des techniques culturales adéquates.

3. Réseaux secs :

Les branchements aux réseaux d'électricité et de téléphone seront enterrés.

ARTICLE N5 - SUPERFICIE MINIMUM DES TERRAINS CONSTRUCTIBLES

Non réglementé.

ARTICLE N6 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

Les constructions doivent être implantées avec un retrait minimum de 5 mètres par rapport aux limites des voies, et emprises publiques.

Pour les routes départementales : Les constructions doivent être implantées avec un recul par rapport à l'axe de la voie de 14m, sauf pour les RD 902, RD 119 et RD 120 : recul de 20m.

Les règles ci-dessus ne s'appliquent pas aux bâtiments et installations à usage de service public ou d'équipement collectif.

ARTICLE N 7 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

La distance comptée horizontalement entre tout point d'un bâtiment et le point le plus proche de la limite séparative doit être au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points, sans pouvoir être inférieure à 4 mètres.

Les règles ci-dessus ne s'appliquent pas aux bâtiments et installations à usage de service public ou d'équipement collectif.

Recul par rapport aux cours d'eau : Le recul du bâtiment principal ou des annexes ne peut être inférieur à 5 mètres par rapport à la limite des berges des cours d'eau.

ARTICLE N8 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

Non réglementé.

ARTICLE N9 -EMPRISE AU SOL

Non réglementé.

Sauf en **Nh** : est autorisée l'extension mesurée de l'emprise au sol des constructions existantes.

ARTICLE N10 -HAUTEUR MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS

- La hauteur maximale des constructions est fixée à 12 mètres au faîtage, à partir du terrain naturel à son aplomb.
- En secteur **Nh** : maintien de la hauteur existante.
- La règle des hauteurs ne s'applique pas pour les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif, les installations de remontées mécaniques et les postes de vigie nécessaires à la sécurité des pistes.

ARTICLE N 11 - ASPECT EXTERIEUR DES CONSTRUCTIONS ET AMENAGEMENT DE LEURS ABORDS

1. Les constructions doivent présenter un volume harmonieux et doivent s'organiser dans leur conception avec l'ensemble du contexte. Les matériaux utilisés doivent être choisis en regard de ces seuls impératifs.

2. Chalets d'alpage :

Les travaux autorisés sont ceux qui s'attacheront à valoriser ou réhabiliter le caractère patrimonial des bâtiments concernés dans leur volume existant.

Les extensions, surélévation ou modification de pente de toiture sont interdites, ainsi que les travaux de terrassement ou d'aménagement modifiant l'environnement naturel et paysager des bâtiments concernés.

Sans préjuger des avis de la Commission Départementale des Sites et Paysages, les projets prendront en compte les contraintes suivantes :

- utilisation prioritaire des ouvertures existantes. La création de nouvelles ouvertures sera autorisée mais limitée et ce dans le respect de la qualité architecturale du bâtiment existant,
- traitement des façades s'attachant à retrouver l'aspect d'origine identifié par l'inventaire réalisé dans le cadre du P.L.U. (réfection d'enduit à la chaux aérienne, réparation de murs de pierres, suppression d'éléments ayant dégradé la qualité architecturale d'origine du bâtiment : enduit ou crépis ciment, etc.),
- réfection ou remplacement des toitures réalisées exclusivement avec les matériaux de couverture traditionnels : lauze ou tôle (ondulée, plate) non prélaquée,
- interdiction de créer des ouvertures en toiture (fenêtres de toit, etc.),
- installation de panneaux ou capteurs solaires uniquement à proximité du bâtiment concerné et démontables, sauf si la qualité architecturale du projet justifie une installation sur le bâtiment lui-même.

ARTICLE N12 - OBLIGATIONS EN MATIERE DE REALISATION D'AIRES DE STATIONNEMENT

Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions et installations doit être assuré en dehors des voies publiques et des chemins d'accès ou de promenade.

ARTICLE N 13 - OBLIGATIONS EN MATIERE DE REALISATION D'ESPACES LIBRES, AIRES DE JEUX ET DE LOISIRS ET PLANTATIONS**1. Obligation de réaliser des espaces plantés :**

Les surfaces libres de toute construction et non indispensables à la circulation automobile ou piétonne doivent être paysagées et non imperméabilisées.

2. Choix des essences végétales :

Les plantations seront composées d'essences variées et locales (à baie et à fruits, à feuilles non persistantes).

Les haies de thuyas, de lauriers ou de tout autre végétal constituant un écran visuel permanent sont interdites.

Le choix des essences, leur mode de groupement et leur taille devront prendre en compte les caractéristiques du paysage communal (haies variées, bosquets, arbres isolés, vergers...).

Plantations aux abords des constructions : Il est recommandé de préserver ou reconstituer les trames arborées existantes, en particulier celles des vergers.

3. Espaces verts à préserver, au titre de l'article L123-1-5, 7° du code de l'Urbanisme (abords du ruisseau protégé en biotope) : ces espaces sont à protéger de toute construction et clôture

4. Abords des cours d'eau :

Il conviendra de préserver un espace en végétation herbacée de 5m de part et d'autre des cours d'eau.

5. Aménagements liés à la gestion des eaux pluviales : noues, bassins de rétention... doivent participer à la valorisation du cadre de vie par la qualité de leur traitement paysager.

ARTICLE N14 - COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL

Le COS résulte de l'application des articles 3 à 13 de présent règlement.

ARTICLE N 15 - OBLIGATIONS EN MATIERE DE PERFORMANCES ENERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTALES

Sans objet.

ARTICLE N 16 - OBLIGATIONS EN MATIERE D'INFRASTRUCTURES ET RESEAUX DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES

Sans objet.

ANNEXES du Règlement :

- 1.** fiches conseils du SDAP 73 (zone UA)
- 2.** fiches de prescriptions issues de l'étude du PPM de la Maison de Têtes (zone UAc)
- 3.** Rapport hydrogéologique des captages de Rocher Fendu, de Froide Fontaine, des Rèches et de Pré Saint Esprit (Arc 2000)

ANNEXE 1 :

1. fiches conseils du SDAP 73 (zone UA)

RESTAURATION DU BATI TRADITIONNEL SAVOYARD

Guide des recommandations architecturales - 2013

RENOVATION

Fiche Conseil n°435

Les devantures XIX et XXème et leur réutilisation

SCHEMA DE PRINCIPE

1 - Devanture XIX et XXème de dimension réduite en rez caractérisée par une menuiserie en applique sur soubassement en pierre ou panneau bois, vitrage et système d'occultation panneaux rapportés ou rideau de fer intégré.

II - Vitrine en tableau en trois parties et porte latéralisée

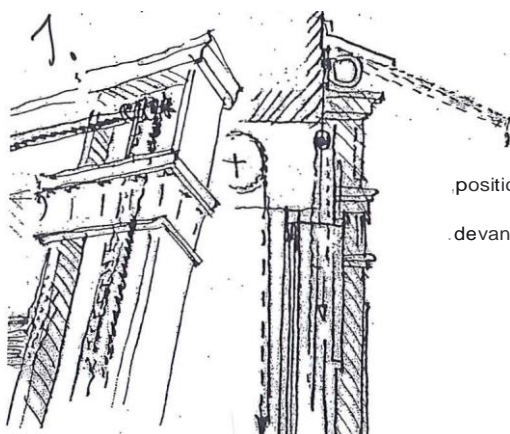
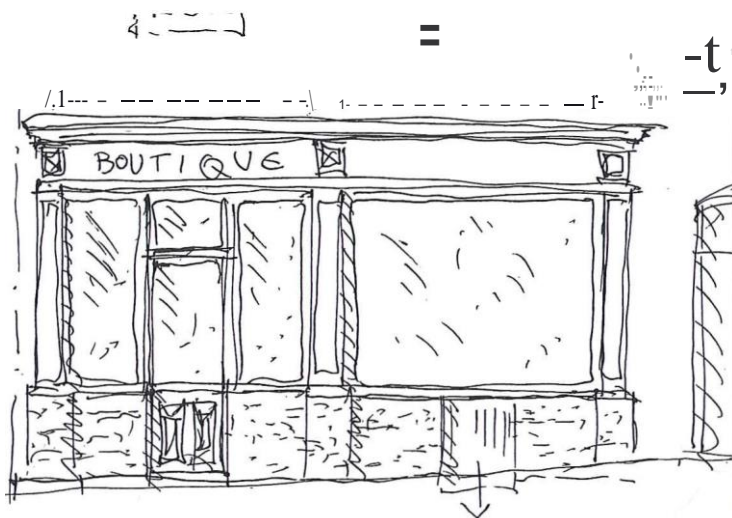
1 - Restauration des devantures en applique (ancienne) dont la valeur patrimoniale est indéniable. Respecter les matériaux et la composition

2 - Réalisation de la baie en agrandissement en positionnant une vitrine en feuillure et restitution des panneaux de bois de fermeture en reprenant la composition. Aucun volet roulant ou rideau extérieur.

3 - Adapter les menuiseries pour répondre à l'accessibilité tout en conservant les trames et la composition.

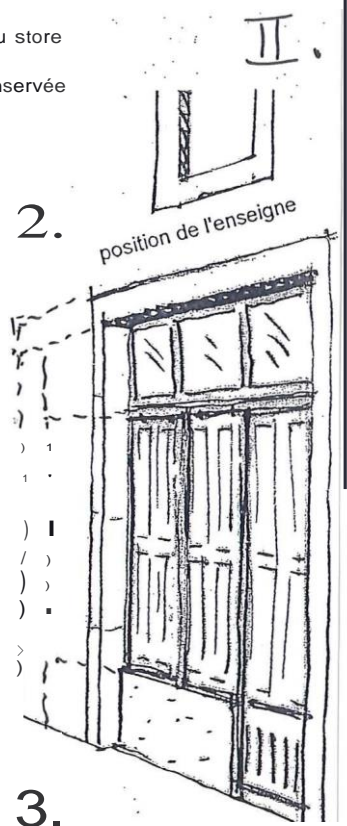
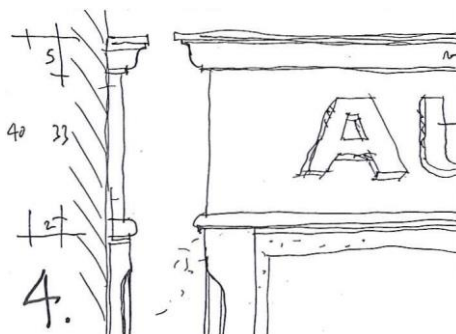
4 - Enseigne peinte ou composée de lettres découpées, limitée à l'emprise de la baie ; lettres boîtiers admises sur support discret; pas de caisson.

Enseigne drapeau y compris de style à privilégier. Uniquement au niveau du rez.



t

rideau à mailles intérieur
avec caisson intégré
à l'arrière de la vitrine



3.

Enseignes de style en lettres découpées ou peintes ou enseigne drapeau.

Suppression impérative des caissons saillants de fermetures externes lors d'une intervention.

Climatiseur à encastrer sans saillie derrière une grille, en intérieur ou en allée.

RESTAURATION DU BATI TRADITIONNEL SAVOYARD

Guide des recommandations architecturales-2000- mise à jour: mars 2013

RENOVATION

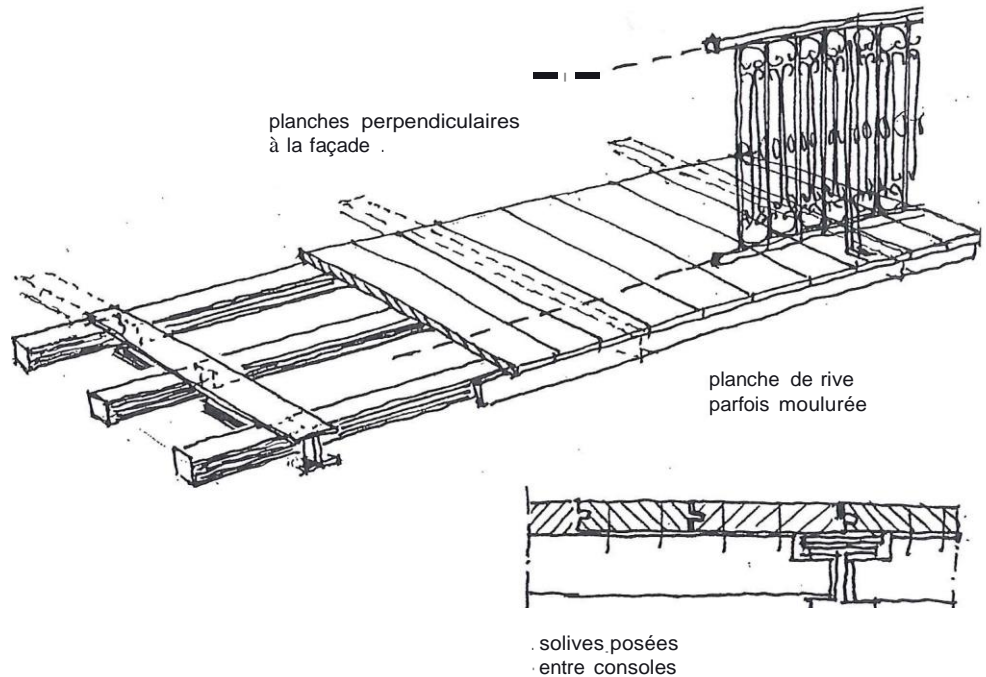
Fiche Conseil n°480

Création de balcons en métal et bois

SCHEMA DE PRINCIPE

COUPE ELEVATION

1. console métallique (IPN) noyée dans le mur
2. console rajoutée
3. solives bois
4. plancher bois ép. 27mm mini.
5. garde-corps bois ou métallique
6. ancrage et scellement dans le mur
7. mur maçonné



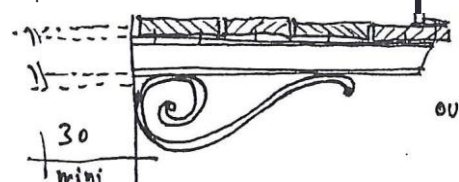
0 10 20 60 100

IPE de 140

- espacement entre console environ 100cm
- 90-110cm de dépassé (déport)
- carottage diam 200 sur 35cm
- scellement de 30cm mini

garde-corps en serrurerie
ornementation avec bague type olive

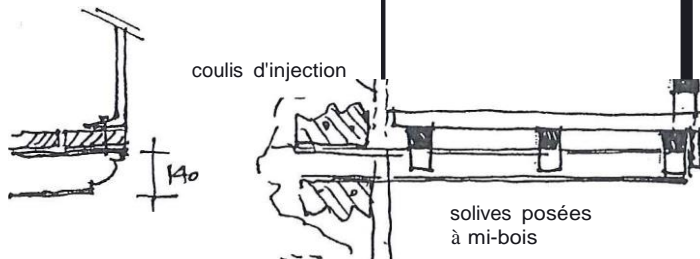
planches parallèles à la façade
d'ép. 50mm mini



coulis d'injection

garde-corps en bois
carrelets posés à 45°

solives posées à mi-bois



PAS DE JAMBES DE FORCES EN BOIS

Motifs différents possibles en fonction des niveaux

Balcon tout bois au niveau de la charpente

Préserver les motifs des anciens garde-corps

Diversité en pignon - palines en partie basse ou serrurerie et carrelets bois en haut

Respecter les normes de sécurité

RESTAURATION DU BATI TRADITIONNEL SAVOYARD

Guide des recommandations architecturales – 2007 – mise à jour: 2013

RESTAURATION**Fiche Conseil n°395****L'enduit : principe de formulation**

D.T.U. 26-1 chapitre 11 Norme NFP 15-311 définissant les chaux de construction (AFNOR janvier 1996)

Les types de chaux : chaux calciques CL
 chaux dolomitiques DL
 chaux hydrauliques naturelles NHL

Les classes de résistance (R_{c28} correspond à la résistance à la compression à 28 jours)

L'utilisation de la chaux pour restaurer les constructions anciennes ne correspond pas à une mode, mais aux exigences du bâti ancien (Cahier de l'ANAH n°82 – 1997).

Les chaux aériennes contiennent de l'oxyde et de l'hydroxyde de calcium (calcaire le plus pur) durcissant à l'air sous l'effet du dioxyde de calcium présent dans l'air (carbonatation).

Les chaux Hydrauliques naturelles contiennent de la silice et des aluminés faisant en partie prise dans l'eau et à l'air.

Des études récentes démontrent que la plupart des chaux utilisées sont au moins faiblement hydraulique.

Les enduits réalisés jadis seraient « mono masse » c'est à dire à plusieurs couches mais de dosage identique. A priori, il n'y aurait pas eu de gobetis mais une adaptation de la granulométrie du sable dans la couche de finition. Une première passe est néanmoins souhaitable sur des pierres froides. Cette analyse pose évidemment le problème de l'inadaptation du D.T.U actuel (cahiers techniques du bâtiment n°168 de février 1996).

La résistance mécanique de l'enduit doit être impérativement inférieure de celle du support (adhérence et transfert de la vapeur d'eau du support vers la couche de parement). Une valeur d'environ 3,5 Mpa est satisfaisante pour les chaux hydrauliques (issue d'études physique et historique).

1/ ENDUIT : à 3 couches et à dosage dégressif

GOBETIS : 400 – 500 kg/m³ de sable sec
 DRESSAGE : 300 – 350 kg/m³ de sable sec
 FINITION : 150 – 250 kg/m³ de sable sec prévoir 200 – 250 kg/m³ en site exposé

2/ ENDUIT : CL ou DL (Anciennement chaux aérienne éteinte pour le bâtiment) – Densité 0,5

Chaux idéale pour les badigeons, la fresque et la décoration

GOBETIS : 6 à 7 vol. CL pour 10 vol. de sable sec
 DRESSAGE : 5 vol. CL pour 10 vol. de sable sec
 FINITION : 4 vol. CL pour 10 vol. de sable sec

3/ ENDUIT : NHL (Chaux Hydraulique Naturelle) formulation préconisée en milieu montagnard

Regarnissage des maçonneries, enduit à pierres vues et jointoiment – Densité 0,8

Il existe globalement 3 classes de résistance ; les plus adaptées étant la chaux à indice 2 ou 3,5 pour des zones exposées. Utiliser néanmoins un indice de 5 pour des arases de murs.

Il faut distinguer les supports anciens des neufs, mais également le type de réfection totale ou partielle.

GOBETIS : 5 vol. NHL pour 10 vol. de sable sec
 DRESSAGE : 4 vol. NHL pour 10 vol. de sable sec
 FINITION : 3 vol. NHL pour 10 vol. de sable sec

4/ ENDUIT AIMOS (St Gaudens) EN PATE ou BATICAL (Nice)

GOBETIS : 1 vol. pour 3 vol. de sable sec
 DRESSAGE : 1 vol. pour 4 vol. de sable sec
 FINITION : 1 vol. pour 4,5 vol. de sable sec

5/ ENDUIT : PLATRE et CHAUX (M.P.C. : Mortier Plâtre et Chaux) D.T.U. 26-1 chap.12

Utiliser du plâtre gros de construction (NF B 12-301) monocouche jusqu'à 8 cm d'épaisseur, frais sur frais recoupé au « Berthelet ».

Pour les encadrements de baies, largeur 15 à 20 cm

ENDUIT : 3 vol. plâtre gros
 : 2 vol. sable sec
 : 1 vol. chaux CL (pas de NHL possible)

ANNEXE 2 :

2. fiches de prescriptions issues de l'étude du PPM de la Maison de Têtes (zone UAc)



Toitures

- La réglementation de l'article 10 du PLU indique que la hauteur maximale est de 13 mètres par rapport au terrain naturel avant travaux, en tout point du bâtiment.

La hauteur des bâtiments implantés dans le nouveau périmètre de protection est comprise entre du R+2 et du R+3+combles.

La différence de hauteur des immeubles crée une rupture de continuité des égouts de toiture, préjudiciable à la perception de l'ensemble du secteur et surtout pour la Grande Rue.

Ainsi, dans un souci de continuité de hauteur et d'égout de toiture, il est recommandé, pour l'extension verticale d'un bâtiment existant dont la hauteur serait inférieure à 13 mètres, de ne pas excéder la hauteur des bâtiments voisins latéralement.

En outre, les extensions possibles des constructions et/ou les nouvelles constructions ne doivent pas nuire à l'harmonie d'ensemble du secteur. Les échappées visuelles sur le paysage urbain et naturel doivent être préservées.



- Les matériaux de couverture mis en oeuvre sont l'ardoise, la tuile terre cuite et la lauze de manière occasionnelle en milieu urbain. Or, à l'exception des certains hameaux, le changement de couverture se fait au profit des toitures en bacs acier.

Il est recommandé, pour les constructions comprises dans le nouveau périmètre de protection de préserver le patrimoine constructif et donc d'encourager autant que possible l'utilisation de la lauze en couverture. A défaut, le traitement des toitures doit être le plus homogène possible afin d'éviter par exemple, les toitures en tuiles mécaniques de couleurs rouge à proximité d'une toiture tuiles gris anthracite.





Les venelles et ruelles

- Malgré un tissu dense, des ruelles permettent de passer de la Grande Rue à la rue Jean Moulin. En outre, des porches permettent d'accéder aux cours intérieures de certaines parcelles. Ces venelles et porches traduisent un urbanisme ancien et traditionnel, à préserver.



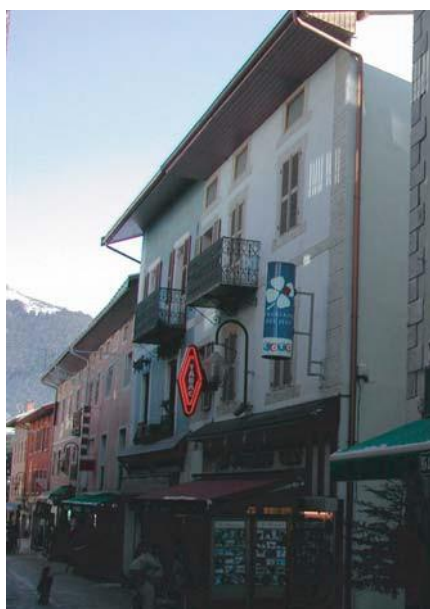
Les enduits et couleurs

- La palette de couleurs des enduits extérieurs des façades comprises dans le nouveau périmètre est très large et assez contrastée. On retrouve des teintes comme du " coquille d'œuf ", ocre jaune mais aussi du vert ou du rose. Cette polychromie rythme la Grande Rue et évite la monotonie et la banalisation des rues. Ce traitement de façade doit être maintenu permettant ainsi de conserver le caractère de la rue.



Les décors peints

- De nombreuses constructions ont conservé des chaînes d'angle, des bandeaux et des encadrements qui structurent les façades. Ces éléments sont peints généralement ou en relief de couleurs plus claires (blanc, coquille d'œuf, ocre jaune...) que l'enduit de façade. Ces éléments participent, au même titre que la polychromie des enduits, au rythme des façades et à préserver l'identité de la rue. Ils doivent donc être conservés





Les devantures commerciales

- Certains rez-de-chaussée commerciaux ont gardé des devantures anciennes composées de panneaux en bois naturel associés à un sous-bassement en pierre. Ces devantures et leur système de protection doivent être préservés en dépit du changement des menuiseries et des grilles ou panneaux de protection. La composition de la baie doit être respectée.

En outre, des vitrines récentes ont repris les principes constructifs de ces devantures. Ainsi, lorsque d'une création, les devantures doivent respecter un principe de division verticale, le positionnement des enseignes doit être centré sur l'imposte avec des lettres peintes ou découpées et le rideau de protection doit être disposé à l'intérieur.

Le Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine de la Savoie a établi des fiches-conseil concernant la restauration du bâti traditionnel savoyard et notamment les devantures en bois indiquant les recommandations et les principes à respecter.

- A l'exception des devantures et des portes en bois naturel, le bardage bois est proscrit dans le nouveau périmètre de protection.

Les balcons

- Les balcons en métal et bois font partie intégrant de l'architecture traditionnelle savoyarde. Afin de préserver ce patrimoine, les balcons métal doivent être privilégiés au détriment des balcons bois.

Comme pour les devantures, le Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine de la Savoie a établi des fiches-conseil et recommandations architecturales à consulter pour la restauration et la création de balcons.

- Les balcons filants sont proscrits car ils introduisent une rupture de la trame urbaine

Les baies

- le plus souvent en bois, les menuiseries sont à 2 vantaux avec petits bois de teinte grise ou brune. Les volets à persiennes agrémentent la façade.

Toute modification devra respecter la composition et la nature des matériaux (pas de volets roulants ni de volets à écharpes, ni menuiseries de teinte blanche)

ANNEXE 3 :

3. Rapport hydrogéologique des captages de Rocher Fendu, de Froide Fontaine, des Rêches et de Pré Saint Esprit (Arc 2000)

Département de la Savoie.

Commune de Bourg Saint Maurice

Définition des périmètres de protection
des captages de Rocher Fendu, de Froide Fontaine
des Rêches et de Pré Saint Esprit.

Avril 2012

Ph Rousset
Hydrogéologue agréé
212 Chemin de Clavières
74330 POISY

Sommaire

1	INTRODUCTION.....	5
1.1	Préambule.....	5
1.2	Contextes géographique et géologique général.....	6
2	LE CAPTAGE DE ROCHER FENDU.....	8
2.1	Caractéristiques de la source du Rocher Fendu.....	8
2.2	Contextes géologiques et hydrogéologiques.....	10
2.3	Inventaire des activités et des risques potentiels observés sur le bassin versant du captage.....	11
2.4	Définition des périmètres de protection.....	12
2.5	Prescription des servitudes.....	12
3	LE CAPTAGE DE FROIDE FONTAINE.....	18
3.1	Localisation des captages.....	18
3.2	Contexte hydrogéologique.....	18
3.3	Nature des ouvrages.....	18
3.4	Inventaire des activités et des risques potentiels observés sur le bassin versant du captage.....	20
3.5	Définition des périmètres de protection.....	21
3.6	Prescription des servitudes.....	22
4	LE CAPTAGE DES RECHES.....	27
4.1	Caractéristiques du captage des Rêches.....	27
4.2	caractéristiques des ouvrages.....	28
4.3	Inventaire des activités et des risques potentiels observés sur le bassin versant du captage.....	31
4.4	Définition des périmètres de protection.....	31
4.5	Prescription des servitudes.....	32

5	LES CAPTAGES DE PRE SAINT ESPRIT.....	37
5.1	Situation des captages.....	37
5.2	Contextes géologiques et hydrogéologiques.....	37
5.3	Nature des ouvrages. débit. Qualité des eaux.....	38
5.4	inventaire des activités et des risques potentiels observés sur le bassin versant du captage.	40
5.5	40	
5.6	définition des périmètres de protection.	40
5.7	Prescription des servitudes.....	41
6	CONCLUSIONS.....	49

1. INTRODUCTION.

1.1 PREAMBULE.

Le présent rapport est établi par le soussigné Philippe Rousset, hydrogéologue agréé en matière d'eau et d'hygiène publique pour le département de la Savoie suite :

- à la demande effectuée par la commune de Bourg Saint Maurice, agissant comme maître d'ouvrage ;
- à plusieurs réunions et visites de terrain effectuées :
 - le 21/01/2010, dans les locaux de l'Ars à Chambéry, avec Messieurs Magnani, responsable du Service des Eaux de la ville de Bourg Saint Maurice, Chabert et Franconny, de la Direction Départementale de l'Action Sanitaire et Sociale ; Poincignon, directeur technique, SMA ; Perretier, directeur du service des pistes, SMA ; Bal Fontaine, Sed 74, bureau d'étude en charge de la mise en place des périmètres de protection, missionné par la commune de Bourg Saint Maurice ;
 - le 04/02/2010, sur le terrain, avec les mêmes personnes, hormis Monsieur Chabert ;
 - le 31/03/2011, sur le site du captage de Pré Saint Esprit, avec Monsieur Magnani et un représentant de Véolia ;
 - le 08/06/2011, sur le site en présence de Messieurs Magnani, Perretier, Bal Fontaine et un représentant de Véolia ;
 - le 11/04/2012, dans les locaux des Services Techniques de la commune de Bourg Saint Maurice, en présence des représentants de la Commune de Bourg Saint Maurice (élus et services techniques), de l'Ars, de la SMA, de Véolia, et de la Sed74, pour la présentation des limites des périmètres de protection retenues et des sujétions proposées dans ces périmètres.

Il a pour objet la définition des périmètres de protection des captages de Rocher Fendu, de Froide Fontaine, des Rêches et de Pré Saint Esprit.

La définition des périmètres de protection de ces captages a été réalisée en 1995, par Monsieur Rampnoux, hydrogéologue agréé.

La procédure administrative permettant d'assurer la protection réglementaire des captages à la suite de ce rapport n'a pas été entreprise.

Le présent rapport actualise les limites et les sujétions proposées par Monsieur Rampnoux, suite à l'évolution des activités développées sur les bassins versants des captages et des observations complémentaires réalisées dans le cadre de la définition de ces périmètres avec notamment :

- des mesures de débit, conductivité, température sur le captage Rocher Fendu et de Pré Saint Esprit ;
- le diagnostic des drains du captage des Rêches ;

- un multi-traçage des eaux de ruissellement sur le bassin versant des captages de Pré Saint Esprit, afin de confirmer les relations éventuelles entre les captages et le torrent de l'Arc.

1.2 CONTEXTES GEOGRAPHIQUE ET GEOLOGIQUE GENERAL.

Ce paragraphe reprend, pour introduction, les éléments présentés dans le rapport de Monsieur Rampnoux, les conditions hydrogéologiques générales restant inchangées.

La station des Arcs, sur le territoire de la commune de Bourg Saint Maurice, est localisée, géologiquement, dans la zone Briançonnaise.

La zone Briançonnaise est constituée de deux ensembles :

- la zone briançonnaise externe, dite zone Houillère ;
- la zone briançonnaise interne dite Zone de la Vanoise – Mont Pourri.

La zone Briançonnaise externe est composée de bas en haut par :

- des schistes, des grès, des conglomérats sombres du carbonifère, (Westphalien – Stéphien) à veines charbonneuses passant, vers le haut, à des schistes plus clairs non productifs (Permo-carbonifère) ;
- des schistes cristallins, dits gneiss du Sapey, formant une lame assez continue au-dessus des Arcs 1 800 ;
- des quartzites clairs, plus ou moins décollées, du Trias inférieur, affleurant sur les lignes de crêtes (Aiguille Grive, Dent du Peigne, Col des Frettes).

La zone Briançonnaise interne est constituée par les schistes cristallins métamorphiques carbonifères affleurant à l'Est sur la crête des Aiguilles Rouges et aux lacs de Marlou au sens large. Cette unité tectonique, chevauche tectoniquement la zone Briançonnaise, par un contact tangentiel assez plat, jalonné de gypses et de cargneules. Ceux-ci, plus tendres, ont donné naissance au vallon de l'Arc, au-dessus d'Arc 2000.

Les terrains de ces deux unités sont plus ou moins masqués par des dépôts superficiels quaternaires :

- les éboulis, encore actifs, et les ensembles de blocs (bocailles morainiques) au pied des escarpements rocheux ;
- les moraines glaciaires à éléments détritiques grossiers, formant dans la haute vallée du ruisseau de l'Arc des cordons morainiques de retrait ;
- les moraines argileuses, à éléments de provenance régionale, plaquées sur les épaulements glaciaires, entre les Arcs 1 600 et les Arcs 1 800 ;
- des colluvions. Ces derniers proviennent de l'altération et du remaniement sur les versants de la partie superficielle des terrains du substratum (schistes du Houiller, micaschistes de l'Aiguille Rouge et des moraines régionales).

Dans ce contexte géologique, les principaux terrains aquifères sont les suivants :

- les quartzites du Trias Inférieur (captage de Pré Saint Esprit) ; aquifère caractérisé par une porosité et perméabilité de fissures ;
- les schistes et grès du Houiller (captage de Fontaine Froide et de Rocher Fendu) ; aquifère caractérisé par une porosité et perméabilité de fissures ;
- les gypses et cargneules du Trias (captage de Pré Saint Esprit, pour partie) ; aquifère caractérisé par une porosité et perméabilité de chenaux (chenaux de dissolution), donnant les eaux fortement minéralisées, chargées en sulfates ;

- les éboulis grossiers, (captages des Rêches et de Fontaine Froide) ; aquifère caractérisé par une porosité et une perméabilité d'interstices.

Tous ces aquifères, perméables en grand, sont peu capacitifs et peu filtrants. Les étiages hivernaux, compte tenu de l'altitude sont sévères.

La plupart des sources peuvent posséder des eaux, dont l'origine est multiple :

- origine première : les fissures du substratum ;
- origine secondaire et finale : les interstices des éboulis et des blocailles morainiques.

2. LE CAPTAGE DE ROCHER FENDU.

2.1 CARACTERISTIQUES DE LA SOURCE DU ROCHER FENDU.

La source du Rocher Fendu est localisée au-dessus de la station des Arcs 1 800, dans les Bois de Belle Côte et en dessous des alpages de l'Arpette.

Les coordonnées approximatives du captage sont les suivantes :

X = 947 898 mètres Y = 2 073 979 mètres Z = 1 960 mètres. Coordonnées Lambert II étendu.

Cette source a donné lieu à trois rapports hydrogéologiques établis par Monsieur Fudral le 19/07/1971 et le 16/04/1982 et Monsieur Carfantan le 21/03/2005 : "Rapport hydrogéologique sur le projet d'aménagement du départ de télésiège de l'Arpette".

Les périmètres de protection ont été définis par une DUP, prise le 05/05/1983.

Cette source n'a été captée qu'à partir de 2007. L'ouvrage est situé en contrebas et au sud du restaurant de l'Arpette. Il est constitué de deux zones captantes, placées en travers de la pente et canalisées vers une chambre de réunion localisée en bordure de la piste forestière qui conduit d'Arc 1 800 à l'Arpette.

Au cours de l'année 2011, des aménagements des pistes de ski, la création d'un télésiège et le renforcement du réseau neige ont été réalisés sur le bassin versant du captage. Aucun ouvrage n'est visible dans la zone de captage proprement dite.

Préalablement à ces travaux, un suivi du débit et de la turbidité des eaux captées au cours de l'hiver 2010-2011 a été réalisé. Les travaux d'aménagement ont été effectués sous le contrôle d'un bureau d'étude dont la mission était de prendre les dispositions permettant de limiter les risques de contaminations des eaux profondes, en fonction des observations faites au cours des travaux. Aucun impact des travaux n'a été observé sur la qualité des eaux captées.

Le débit de la source est compris entre 1,5 et 13.6 l/s. La valeur la plus faible a été observée en période d'étiage hivernal (mi-mai 2008) ; la valeur maximale en septembre 2008.

Les analyses bactériologiques réalisées en 2006 et 2007 (*Escherichia coli* et streptocoques) respectent les limites de qualité définies par le Code de la Santé Publique.







La minéralisation globale et la turbidité présentent des différences significatives entre la période hivernale (conductivité 84 µs/cm, turbidité 0 NFU, le 18/01/07) et la période estivale (conductivité :115 µs/cm, turbidité : 5.1 NFU, le 31/10/2006). Elles témoignent de l'influence des eaux superficielles.

Entre le 1 mars 2011 et le 6 juin 2011, la conductivité des eaux, enregistrée à une fréquence horaire est restée quasiment stable avec les caractéristiques suivantes :

- Moyenne : 75,6 $\mu\text{S/cm}$; médiane : 75 $\mu\text{S/cm}$, écart-type : 0,95 $\mu\text{S/cm}$, maximum : 78 $\mu\text{S/cm}$, minimum : 74 $\mu\text{S/cm}$, nombre de valeurs : 2 652

La turbidité mesurée, au cours de la même période et selon le même protocole d'acquisition, diminue progressivement, avec les caractéristiques suivantes :

- Moyenne : 0.09 NTU, médiane : 0.08 NTU, écart-type : 0.026 NTU, maximum : 0.17 NTU, minimum : 0.04 NTU, nombre de valeurs : 2 652.

Captage du Rocher Fendu. Chambre de réunion.	Captage du rocher fendu. Zone de captage.
	
Photographie prise pendant les travaux de captage.	Photographie prise pendant les travaux de captage.
	
Photographie prise pendant les travaux de captage.	Photographie prise pendant les travaux de captage.
	

2.2 CONTEXTES GEOLOGIQUES ET HYDROGEOLOGIQUES.

Les contextes géologiques et hydrogéologiques ont été définis, précédemment, par Messieurs Fudral et Carfantan.

Le versant de la rive gauche de l'Isère, entre Bourg Saint Maurice et Landry est constitué par la superposition des terrains suivants (terrains appartenant majoritairement à la zone Houillère Briançonnaise et à sa couverture sédimentaire triasique, du fond de la vallée à la ligne de crête des Arcs :

- des schistes gris noirs et grès micacés à lentilles d'anthracite et passées de conglomérats siliceux, entre l'Isère et 2 200 mètres d'altitude environ ;
- des gneiss et micaschistes prolongement des terrains métamorphiques du Sapey, entre de 2 200 m à 2 300 m d'altitude, à la base de la ligne de crête des Arcs, entre la pointe du Four et l'Aiguille Grive ;
- des quartzites blancs verdâtres, caractérisées par une fracturation intense, entre 2 300 et le sommet des crêtes.

Ces terrains sont recouverts localement par des terrains meubles quaternaires :

- du fond de la vallée, jusqu'à 2 000 mètres d'altitude, les moraines wurmiennes du glacier de l'Isère recouvrent les terrains du substratum schisteux. Ces moraines à dominante argileuse peuvent atteindre localement plusieurs dizaines de mètres d'épaisseur ;
- localement au pied de la ligne de crête des Arcs, des petits vallums morainiques de glaciers récents constitués d'empilement de blocs de quartzite : au pied du Roc du Grand Renard, du Col du Renard, du col des Frettes, de la pointe du Petit Fond Blanc ;
- à mi- pente, par un mélange de dépôts glaciaires et d'éboulis de quartzites (à hauteur de Arc 1 600).

A l'amont de la source du Rocher Fendu, les terrains du substratum, constitués majoritairement par les schistes gris noirs et les grès micacés sont subaffleurants, couverts par une faible épaisseur de terre végétale et localement de lambeaux morainiques peu épais ou de blocs éboulés.

Les schistes et les grès houillers sont fortement fracturés. Les eaux précipitées sur le bassin versant et infiltrées dans ce réseau de fissures, sont à l'origine des émergences de la source du Rocher Fendu.

Les émergences résultent du recoupement des fissures drainantes par la topographie. L'eau n'est pas restituée à la rencontre d'un plancher imperméable continu mais à la faveur d'un colmatage argileux des fractures ou de l'absence locale de fracturation.

Dans ce contexte hydrogéologique, les eaux de la source du Rocher Fendu apparaissent très vulnérables :

- la perméabilité et la porosité de fissures, caractérisant les terrains aquifères, n'assurent aucune filtration des eaux infiltrées ;
- les débits de l'émergence sont liés à la géométrie du réseau fissural affectant les terrains du substratum sur le bassin versant de la source ; la déstructuration de ce réseau peut conduire à une diminution ou une perte du débit.

2.3 INVENTAIRE DES ACTIVITES ET DES RISQUES POTENTIELS OBSERVES SUR LE BASSIN VERSANT DU CAPTAGE.

Le bassin versant du captage de Rocher Fendu fait partie du domaine skiable des Arcs où une forte activité est développée. A une distance du captage, comprise entre 120 et 800 mètres, on observe les infrastructures suivantes :

- une piste carrossable en été, piste de ski en hiver (piste Belvédère), conduisant de l'Alpage de l'Arpette à la station des Arcs 1 800 ;
- un restaurant d'altitude, de grosse capacité d'accueil ;
- des pistes carrossables permettant l'exploitation du domaine skiable entre 2 000 et 2 200 mètres d'altitude ;
- les pylônes du télésiège de l'Arpette ;
- un réseau d'eaux usées collectant les eaux des deux restaurants d'altitude situés sur le bassin versant. Ce réseau est, selon les services techniques de la commune, sécurisée par la présence d'une double canalisation, récoltant les eaux de la canalisation principale en cas de rupture. Le linéaire de cette double canalisation et sa position exacte ne sont apparemment pas très précises. La protection apportée par cet aménagement est, dans l'état actuel des données portées à connaissance, jugée insuffisante. Elle devra impérativement être contrôlée et en cas de besoin être renforcée.

Les pistes de ski, sur le bassin versant ont été récemment aménagées avec :

- la création d'un snow-parc, un renforcement du réseau d'enneigement et la création d'un télésiège entre 2 000 et 2 200 mètres d'altitude ;
- le remodelage de la piste Belvédère entre le télésiège de la Cachette et le restaurant de l'Arpette. Ce remodelage a consisté à un élargissement, en dévers, de la piste entre le télésiège et le restaurant. Les eaux ruisselées sur la piste sont canalisées, par un fossé amont, au-delà du restaurant de l'Arpette, où elles rejoignent le milieu naturel, au-dessus du captage.

Ces activités sont susceptibles de générer une contamination accidentelles ou chroniques des eaux captées, avec en particulier :

- la rupture de la canalisation des eaux usées ;
- le déversement d'hydrocarbure provenant des véhicules d'entretiens, des engins de damage, des remontées mécaniques ;
- l'épandage de neige de culture, si celle-ci est fabriquée avec des eaux de mauvaise qualité sanitaire ;
- l'épandage de produits phytosanitaires ou fertilisants à des doses supérieures à celles assimilables localement par les végétaux ;
- l'épandage non maîtrisé des eaux de ruissellement ;
- les travaux de terrassement de surface ou de profondeurs importantes.

Les périmètres de protection et les sujétions proposées permettront de limiter ces risques vis-à-vis des contaminations chroniques. Dans le contexte hydrogéologique local, elles ne permettront pas la protection de la ressource vis-à-vis des contaminations accidentelles sans une participation active des gestionnaires des équipements installés sur le bassin versant.

2.4 DEFINITION DES PERIMETRES DE PROTECTION.

2.4.1 PERIMETRE DE PROTECTION IMMEDIATE.

Le périmètre de protection immédiate est compris dans un polygone, centré selon la direction nord-est sud-ouest, sur les captages et à 40 mètres de ceux-ci.

La limite sud-est est positionnée à 45 mètres et la limite nord-ouest à 10 mètres de l'ouvrage.

La superficie est voisine de 0.4 hectares.

Ce périmètre s'étend sur une partie de la parcelle n° 1 198.

2.4.2 PERIMETRE DE PROTECTION RAPPROCHEE.

Le périmètre de protection rapprochée s'étend sur une grande partie du bassin versant en amont du captage.

A l'aval du captage, la limite est localisée à quinze mètres à l'aval du périmètre de protection immédiate. Elle rejoint vers le nord la piste carrossable qui conduit au télésiège du Clocheret. A hauteur de la gare de départ du télésiège de Clair Blanc, la limite nord remonte dans le versant parallèlement au télésiège du Clocheret jusqu'à 2 250 mètres d'altitude.

La limite ouest suit la courbe de niveau 2 250 mètres jusqu'à l'extrémité sud de l'éboulis rocheux du télésiège de Clair Blanc.

La limite sud suit le modelé topographique qui permet la diffuence des eaux entre le bassin versant du captage de Rocher Fendu et le bassin versant du ruisseau du talweg de la Meudraz.

La superficie est voisine de 45 hectares.

Ce périmètre s'étend sur une partie des parcelles n° 47, 50, 1 198 et sur la totalité des parcelles n° 995, 1 195, 1 196, 1 197

2.4.3 PERIMETRE DE PROTECTION ELOIGNEE.

Le périmètre de protection éloignée est compris dans un polygone, dont la limite ouest est callée sur la limite amont du périmètre de protection rapprochée. Cette limite s'étend vers le nord pour rejoindre la limite de la parcelle n° 50, puis remonte vers le point côté 2 480 mètres.

La limite Est suit la ligne de crête jusqu'à la cabane du Petit Fond Blanc d'où elle rejoint l'extrémité sud du périmètre de protection rapprochée en suivant la ligne interfluve.

La superficie est voisine de 24 hectares. Il s'étend sur une partie de la parcelle n°50.

2.5 PRESCRIPTION DES SERVITUDES.

2.5.1 PERIMETRE DE PROTECTION IMMEDIATE.

Dans ce périmètre, propriété de la commune, toute activité sera interdite hormis :

- l'entretien des ouvrages ;

- l'entretien régulier des abords ;
- les travaux nécessaires à la rénovation des ouvrages ou ceux permettant d'améliorer la productivité de la ressource dans la mesure où ils sont réalisés en concertation avec l'autorité sanitaire départementale.

Cette zone sera close en été. La clôture pourra être amovible et retirée si nécessaire en période hivernale.

2.5.1.1 Travaux de mise en conformité.

Les travaux de mise en conformité suivants sont demandés :

- aménagement des ouvrages afin que ceux-ci puissent être déconnectés du réseau en cas de contamination accidentelle et fermés par un capot étanche ventilé ;
- limitation de l'extension de la végétation arbustive autour des ouvrages (coupe et dessouchage) dans un rayon d'une dizaine de mètres autour des ouvrages et des drains ;
- installation d'une clôture amovible.

2.5.2 PERIMETRE DE PROTECTION RAPPROCHEE.

Les sujétions définies dans le périmètre de protection rapprochée ont pour objet de limiter les risques de contaminations accidentelles ou chroniques de l'aquifère ; contamination liée à l'exploitation des restaurants d'altitude, du domaine skiable, des pistes carrossables et de l'alpage.

Les conditions hydrogéologiques ne permettent pas une protection naturelle de la ressource.

Les sujétions sont définies afin de permettre à la collectivité de maîtriser les activités dans une zone où le déversement non maîtrisé de substances toxiques peut potentiellement nuire à la qualité des eaux utilisées pour l'alimentation en eau potable.

Dans ce périmètre seront interdits :

- les excavations du sol et du sous-sol de plus de 2,00 mètres de profondeur, dans une zone comprise entre 0 et 50 mètres des limites du périmètre de protection immédiate ;
- au-delà de cette distance les excavations du sol et du sous-sol de plus de 10 mètres de profondeur ou de front, les travaux de terrassement de plus de 0,1 hectares affectant les terrains sur une profondeur moyenne de 1,00 mètre, sans une étude hydrogéologique préalable ;
- la création de nouvelle route ou piste pastorale ;
- les épandages, le rejet, les dépôts de substances potentiellement contaminantes pour l'aquifère (lisier, purins, boues de station non hygiénisées, produits phytosanitaires, gasoil, essence, etc.) ;
- l'enfouissement de cadavre d'animaux ;
- le pâturage intensif ;
- l'installation pérenne de machine à traire, sans dispositif de rétention des jus autour de la machine ;
- toute nouvelle construction, hormis celle nécessaire à l'exploitation et la sécurisation du domaine skiable, si ces dernières sont équipées d'un système de traitement ou de collecte des eaux usées ;
- l'installation de tout système de stockage de substances contaminantes sans bac de rétention correctement dimensionné et facilement visitable ;
- plus généralement toute activité pérenne susceptible de constituer un risque sanitaire sur la ressource captée.

Le pâturage extensif, avec une exploitation raisonnée de l'herbe est toléré. La durée de stationnement des animaux devra être limitée à la durée d'exploitation de l'herbe. La conduite des troupeaux devra être telle qu'elle n'entraîne pas la formation de boubier.

Le passage des engins de damage reste toléré dans la mesure où les conducteurs qui interviennent dans le secteur sont systématiquement informés, en début de saison, des risques potentiels, en cas de déversement accidentel d'hydrocarbures. Une procédure d'intervention, pour ce type d'accident devra être formellement définie par la structure qui exploite le domaine skiable.

Les pistes carrossables qui sont localisées à l'intérieur du périmètre de protection immédiate, au-dessus du restaurant de l'Arpette seront réservées à l'exploitation du domaine skiable et fermée à la circulation non autorisée.

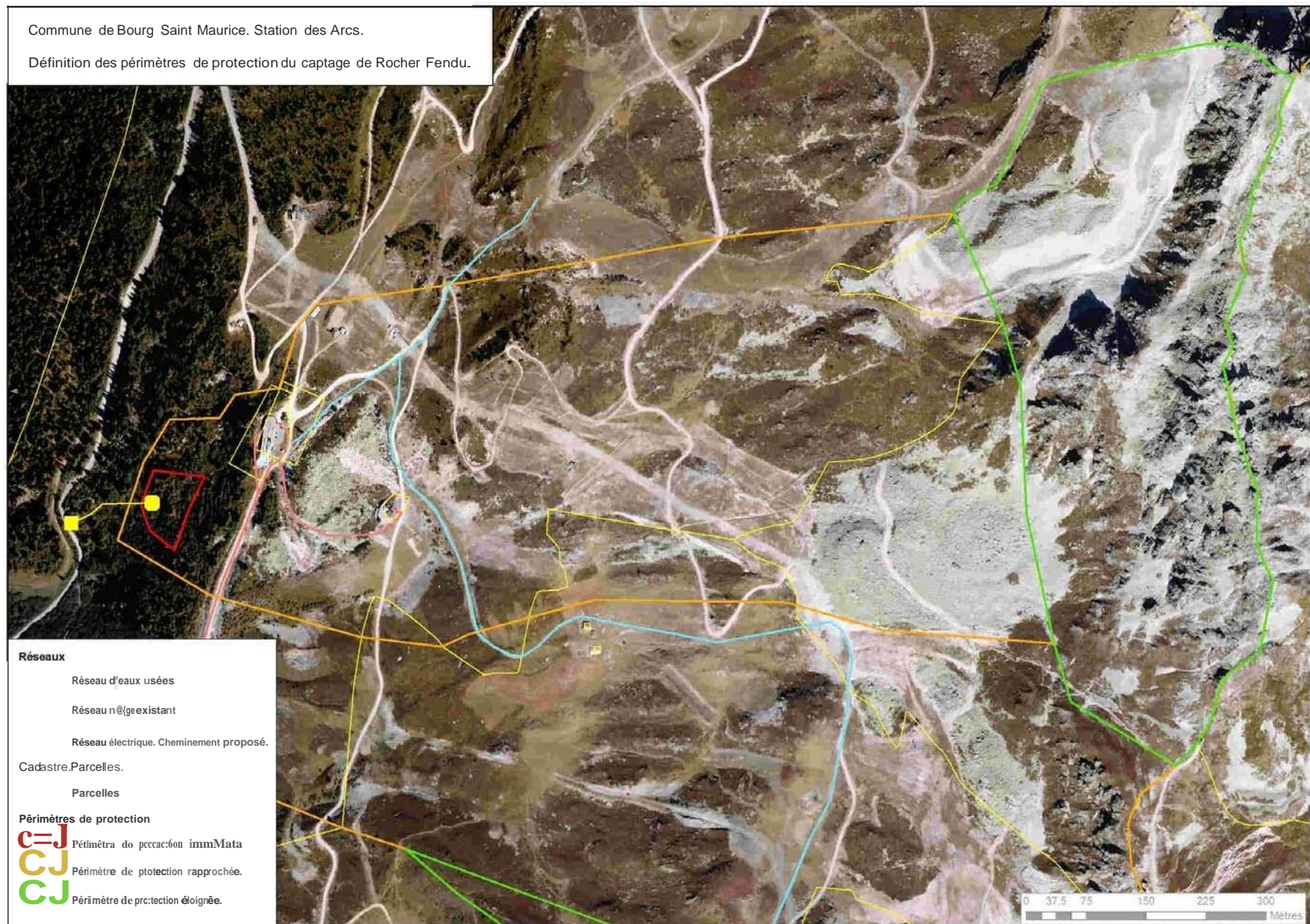
La création et l'épandage de neige de culture est tolérée dans la mesure où une autorisation est donnée par l'autorité sanitaire départementale, avant et pendant la campagne de production, sur la base d'une analyse bactériologiques effectuée avant et tous les quinze jours pendant la campagne de production de neige et dans la mesure où les eaux soit traitées bactériologiquement avant mise en distribution.

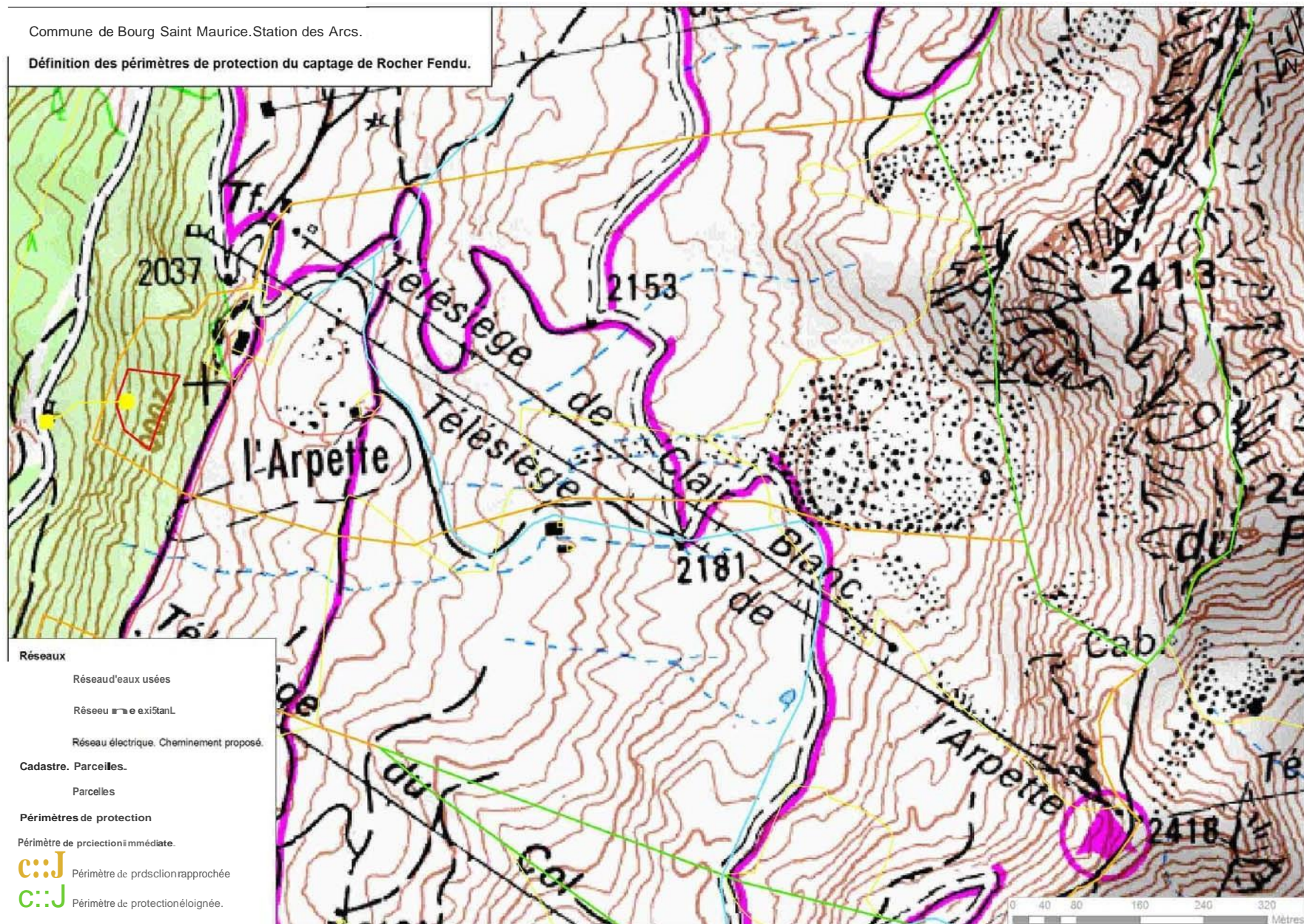
2.5.2.1 Travaux de mise en conformité.

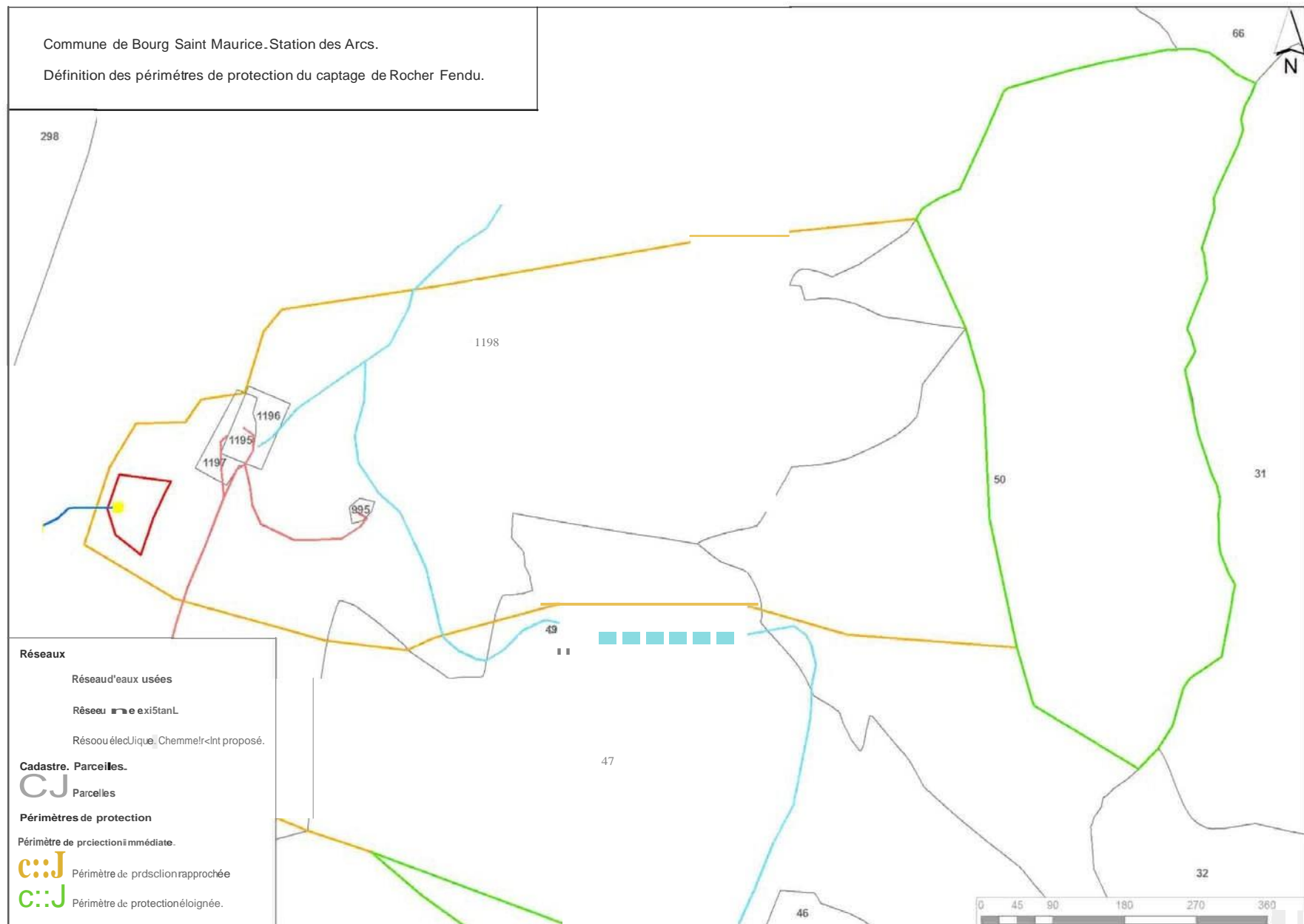
- inventaire des substances toxiques stockées sur le bassin versant et mise en conformité en cas de besoin avec bac de rétention visitable ;
- inventaire et diagnostic des systèmes d'assainissement des bâtiments situés sur le bassin versant, mise en conformité ou raccordement au réseau existant ;
- sécurisation ou déplacement vers le nord des canalisations d'assainissement d'eaux usées situées sur le bassin versant. La sécurisation devra être telle que toute infiltration des eaux usées dans le milieu naturel soit détectée en temps réel ;
- collecte des eaux de ruissellement de la chaussée-parking au nord du restaurant d'altitude et conduite des eaux en dehors des limites du périmètre de protection rapprochée ;
- collecte des eaux de ruissellement de la piste du Belvédère avec conduite des eaux en dehors des limites du périmètre de protection rapprochée.

2.5.3 PERIMETRE DE PROTECTION ELOIGNEE.

Il n'y a pas d'interdiction à l'intérieur de ce périmètre. La zone définie comme sensible fera l'objet d'une attention particulière de la part de la collectivité.







3. LE CAPTAGE DE FROIDE FONTAINE.

3.1 LOCALISATION DES CAPTAGES.

Les captages de Froide Fontaine sont situés à 500 mètres au sud du captage de Rocher Fendu, le long d'un ancien chemin pédestre qui conduit des Arc 1 800 à l'Arpette entre 1950 et 1960 mètres d'altitude.

Les captages sont localisés dans une zone isolée, boisée d'arcosses, au-dessus du golf d'Arc 1 800 et en dessous de la piste de ski du Belvédère, dans un environnement équivalent à celui du captage de Rocher Fendu.

Les coordonnées approximatives des deux ouvrages sont les suivantes :

X = 947 749 mètres Y = 2 073 487 mètres Z = 1 950 mètres. Coordonnées Lambert II étendu.

X = 947 782 mètres Y = 2 073 543 mètres Z = 1 960 mètres. Coordonnées Lambert II étendu.

Ces captages ont fait l'objet d'un rapport hydrogéologique établi par Monsieur Rampnoux en juin 1995.

Les périmètres de protection ont été définis mais la procédure DUP n'a pas été menée à terme.

3.2 CONTEXTE HYDROGEOLOGIQUE.

Les schistes et les grès du Houiller sont sub-affleurants aux alentours des captages et masqués localement par des blocs gréseux empilés.

Les captées proviennent du réseau de fissures des terrains du substratum qui émergent après un court parcours dans les terrains grossiers de couverture.

La circulation des eaux apparaît rapide, les eaux sont peu minéralisées. La conductivité observée en juillet 1 991 (67 $\mu\text{S}/\text{cm}$, température : 3,8 °C) est assimilable à la conductivité et la température des eaux de fonte de neige.

3.3 NATURE DES OUVRAGES.

Le captage est constitué de deux ouvrages :

- Le captage n°1, le plus à l'ouest : Il s'agit d'une chambre en béton de 1,60 par 0,80 m de côté, profonde de 2 m et fermée sur le dessus par une plaque en fonte non étanche. A l'intérieur se trouvent deux bacs :
 - le premier dans lequel arrivent les eaux captées localement par une canalisation Ø100 comprend également une crépine de départ et une bonde de surverse servant également à la vidange.
 - le second dans lequel passe la canalisation de départ est sec et comprend un système de vidange ainsi qu'une vanne de fermeture ;
- Le captage n°2. Il s'agit d'une chambre en béton de 1,60 par 1,20 m de côté, profond 1,75 m environ et fermée par une plaque en fonte non étanche. A l'intérieur se trouvent deux bacs :
 - le premier dans lequel arrivent les eaux captées localement par une ouverture dans la paroi comprend également deux crépines de départ et une bonde de surverse servant également à la vidange ;
 - le second dans lequel passe les canalisations de départ est sec et comprend un système de vidange ainsi qu'une vanne de fermeture sur chaque conduite.

Plus à l'aval, à une soixantaine de mètres, une vaste chambre de réunion reçoit :

- la canalisation issue de l'ouvrage n°1 ;
- les deux canalisations issues de l'ouvrage n°2 ;
- une canalisation issue du captage des Rêches.

Le débit d'étiage de ces deux captages est compris entre 1,5 et 15 l/s.

Captage de Froide Fontaine. Captage amont.	Captage de Froide Fontaine. Captage amont.
	
Captage de Froide Fontaine. Captage aval.	Captage de Froide Fontaine. Captage aval.
	

Les eaux sont faiblement minéralisées. Les valeurs connues varient de 67 µS/cm en été à 130 µS/cm en hiver (cf rapport de JP Rampoux).

Les autres paramètres suivis par la commune sont présentés dans le tableau suivant :

	type	date plv	CTHF	ECOLI	STRF		NO3	PH	SO4	TH	TURB
FROIDE FONTAINE	CAP	16/07/1998	0		0		1	7	6,6	3,8	0,1
FROIDE FONTAINE	CAP	15/02/1999	0		0		1,3	7,2		4,3	0,3
FROIDE FONTAINE	CAP	23/12/1999	0		0		1	7,2		4,1	0,2
FROIDE FONTAINE	CAP	07/03/2000	0		0		1	7,3		4,7	0,7
FROIDE FONTAINE	CAP	06/07/2000	0		1		0,7	7,9	3,9	3,4	0,3
FROIDE FONTAINE	CAP	20/12/2000	0		0		0,9	7,5		4	0,2
FROIDE FONTAINE	CAP	28/02/2001	0		0		1	7,8		4,2	0,2
FROIDE FONTAINE	CAP	27/02/2002		0	0		1,3	7,3		4,3	0,4
FROIDE FONTAINE	CAP	26/02/2003		0	0		1,1	7,6	6,7	4,3	0,6

Résultats des analyses bactériologiques et physico-chimiques.

Les eaux sont faiblement minéralisées. La conductivité est inférieure à la référence de qualité définie par le Code la Santé Publique, pour les eaux destinées à la consommation humaine.

D'un point de vue bactériologique, les eaux sont de bonne qualité. Sur neuf analyses réalisées, seule une présente un streptocoque.

La concentration en nitrates est très faible (< 2 mg/l), témoignant du faible d'impact de l'activité humaine. La turbidité reste inférieure à 2 NTU, mais toujours supérieure à 0,2, valeur définie comme référence pour les eaux circulant en milieu fissuré.

3.4 INVENTAIRE DES ACTIVITES ET DES RISQUES POTENTIELS OBSERVES SUR LE BASSIN VERSANT DU CAPTAGE

La nature des activités, sur le bassin versant des captages de Froide Fontaine sont de même nature que celles observées sur le bassin versant des captages de Rocher Fendu. Les activités y sont cependant moins développées.

A une distance de 100 à 800 mètres au-dessus des captages, on observe les infrastructures suivantes :

- A 80 mètres au-dessus des captages le prolongement du réseau d'eaux usées, provenant du secteur de l'Arpette. Ce réseau est, selon les services techniques de la commune, sécurisé par la présence d'une double canalisation, récoltant les eaux de la canalisation principale en cas de rupture. Le linéaire de cette double canalisation et sa position exacte ne sont apparemment pas très précises. La protection apportée par cet aménagement est, dans l'état actuel des données portées à connaissance, jugée insuffisante. Elle devra impérativement être contrôlée et en cas de besoin renforcée ;
- à 80 mètres, une piste carrossable qui conduit d'Arc 1 800 à l'Arpette en été, prolongement de la piste de ski du Belvédère en hiver ;
- à 400 mètres, une piste carrossable qui conduit de l'alpage de Arpette à la gare intermédiaire du Trans Arcs ;
- à 500 mètres environ, le chalet d'Alpage du Carlet ;
- au-delà de 800 mètres, la piste carrossable qui permet de franchir le col des Frettes et les canalisations du réseau neige en provenance de la retenue de la Montée.

Le bassin versant est parcouru sur sa bordure nord par le télésiège du Col des Frettes. La piste des Frettes le traverse de la ligne de crête jusqu'à 2 100 mètres d'altitude environ.

Les activités observées sur le bassin versant de ces captages apparaissent moins nombreuses que celles du bassin versant du captage de Rocher Fendu. La présence du réseau d'eau usées, au-dessus des ouvrages, laissent cependant peser un important risque de contamination.

Les périmètres de protection définis auront pour objectif premier de garantir la qualité des eaux observées en permettant à la collectivité de limiter les activités contaminantes sur le bassin versant.

Des dispositions devront être prises pour minimiser le risques d'infiltration des eaux usées, ou mieux écarté ce risque en déplaçant ce réseau qui fait peser une menace sérieuse sur deux ressources en eaux importantes pour l'alimentation en eau potable de la station des Arcs.

3.5 DEFINITION DES PERIMETRES DE PROTECTION.

3.5.1 PERIMETRE DE PROTECTION IMMEDIATE.

Les ouvrages étant éloigné l'un de l'autre, un périmètre de protection immédiate est défini autour de chaque ouvrage. Ces périmètres ont une forme identique, ils s'inscrivent dans un polygone dont :

- la limite amont est localisée, à 30 mètres de drains ouvrages, parallèlement aux courbes de niveaux ;
- les limites latérales, à 15 mètres des ouvrages ;
- la limite aval, à 10 mètres des ouvrages.

La superficie de ces périmètres est comprise entre 1 500 et 1 600 m².

Le périmètre du captage amont s'étend sur une partie des parcelles n° 992 et 1 198.

Le périmètre du captage aval s'étend sur une partie des parcelles n° 992 et 11 98.

3.5.2 PERIMETRE DE PROTECTION RAPPROCHEE.

Le périmètre de protection rapprochée s'étend sur une grande partie du bassin versant en amont du captage.

La limite de ce périmètre est localisée à 15 mètres à l'aval des ouvrages. Vers le nord la limite rejoint la courbe de niveau 1 950 mètres qu'elle longe sur 175 mètres, puis elle fait un angle légèrement inférieur à 90 ° pour rejoindre le point d'intersection de la piste carrossable et du télésiège du col de Frettes, au-delà duquel elle se prolonge en ligne droite jusqu'à la limite de l'interfluve. A ce point, elle remonte vers le sud-est parallèlement au télésiège du Col des Frettes jusqu'à 2 250 mètres d'altitude où elle rejoint la limite de la parcelle n° 988. A ce point la limite du périmètre suit, en direction du sud-ouest, la limite de cette parcelle jusqu'à 2 230 mètres d'altitude. A ce point, elle redescend vers les captages, en suivant la ligne d'interfluve pour rejoindre la limite aval une dizaine de mètres au sud du point d'intersection de la piste carrossable du Belvédère et du réseau d'eaux usées.

La superficie est voisine de 24 hectares.

Ce périmètre s'étend la totalité de la parcelle n° 44 et sur une partie des parcelles n° : 38, 47, 992, 1 198.

3.5.3 PERIMETRE DE PROTECTION ELOIGNEE.

Le périmètre de protection éloignée est inscrit un polygone qui s'étend de la ligne de crête, de part et d'autre du Col des Frettes, pour rejoindre en ligne droite, au sud, la limite amont du périmètre de protection immédiate vers 2 230 d'altitude et au nord vers 2 130 d'altitude.

La superficie est voisine de 18 hectares.

Ce périmètre s'étend sur la totalité de la parcelle n° 987 et sur une partie des parcelles n° 46, 47 et 988.

3.6 PRESCRIPTION DES SERVITUDES.

3.6.1 PERIMETRE DE PROTECTION IMMEDIATE.

Dans ce périmètre, propriété de la commune, toute activité sera interdite hormis :

- l'entretien des ouvrages ;
- l'entretien régulier des abords ;
- les travaux nécessaires à la rénovation des ouvrages ou ceux permettant d'améliorer la productivité de la ressource dans la mesure où ils sont réalisés en concertation avec l'autorité sanitaire départementale.

Cette zone sera close en été. La clôture pourra être amovible et retirée si nécessaire en période hivernale.

3.6.1.1 Travaux de mise en conformité.

Les travaux de mise en conformité suivants sont demandés :

- les ouvrages seront aménagés afin de pouvoir être déconnectés du réseau en cas de contamination accidentelle et fermés par un capot étanche ventilé ;
- la végétation arbustive autour des ouvrages sera coupée et dessouchée dans un rayon d'une dizaine de mètres autour des ouvrages et des drains.

3.6.2 PERIMETRE DE PROTECTION RAPPROCHEE.

Les sujétions définies dans le périmètre de protection rapprochée ont pour objet de limiter les risques de contaminations accidentelles ou chroniques de l'aquifère ; contamination liée à l'exploitation du réseau d'eau usées, du domaine skiable, des pistes carrossables et de l'alpage.

Les conditions hydrogéologiques n'assurent pas de protection naturelle à la ressource.

Les sujétions sont définies afin de permettre à la collectivité de maîtriser les activités dans une zone où le déversement non maîtrisé de substances toxiques peut potentiellement nuire à la qualité des eaux utilisées pour l'alimentation en eau potable.

Dans ce périmètre seront interdits :

- les excavations du sol et du sous-sol de plus de 2,00 mètres de profondeur, dans une zone comprise entre 0 et 50 mètres des limites du périmètre de protection immédiate ;
- au-delà de cette distance les excavations du sol et du sous-sol de plus de 10 mètres de profondeur ou de front, les travaux de terrassement de plus de 0,2 hectares affectant les terrains sur une profondeur moyenne de 1,00 mètre, sans une étude hydrogéologique préalable ;
- la création de nouvelle route ou piste pastorale ;
- les épandages, le rejet, les dépôts de substances potentiellement contaminantes pour l'aquifère (lisier, purins, boues de station non hygiénisées, produit phytosanitaire, gasoil, essence, etc.) ;
- l'enfouissement de cadavre d'animaux ;

- le pâturage intensif ;
- l'installation pérenne de machine à traire, sans dispositif de rétention des jus environnants ;
- toute nouvelle construction, hormis celles nécessaires à l'exploitation et la sécurisation du domaine skiable, si ces dernières sont équipées d'un système de traitement ou de collecte des eaux usées ;
- l'installation de tout système de stockage de substances contaminantes sans bac de rétention facilement visitable ;
- plus généralement toute activité pérenne susceptible de constituer un risque sanitaire sur la ressource captée.

Le pâturage extensif, avec une exploitation raisonnée de l'herbe est toléré. La durée de stationnement des animaux devra être limitée à la durée d'exploitation de l'herbe. La conduite des troupeaux devra être telle qu'elle n'entraîne pas la formation de boubier.

Le passage des engins de damage reste toléré dans la mesure où les conducteurs qui interviennent dans le secteur sont systématiquement informés, en début de saison, des risques potentiels, en cas de déversement accidentel d'hydrocarbures. Une procédure d'intervention, pour ce type d'accident devra être formellement définie.

Les pistes carrossables qui sont localisées à l'intérieur du périmètre de protection rapprochée, au-dessus du restaurant de l'Alpette seront réservées à l'exploitation du domaine skiable. Toute activité ludique, avec des engins à moteur thermique, sera interdite.

La création et l'épandage de neige de culture est tolérée dans la mesure où une autorisation est donnée par l'autorité sanitaire départementale, avant et pendant la campagne de production, sur la base d'une analyse bactériologique effectuée avant et tous les quinze jours pendant la campagne de production de neige et dans la mesure où les eaux soit traitées bactériologiquement avant mise en distribution.

3.6.2.1 Travaux de mise en conformité.

- inventaire des substances toxiques stockées sur le bassin versant et mise en conformité en cas de besoin avec bac de rétention visitable ;
- inventaire et diagnostic des systèmes d'assainissement des bâtiments situés sur le bassin versant, mise en conformité ou raccordement au réseau existant ;
- vérification annuelle de l'étanchéité des canalisations d'eaux usées situées à l'intérieur du périmètre de protection rapprochée ;

Le déplacement de la canalisation d'eaux usées à l'aval des ouvrages de captages est vivement recommandé. Ce déplacement, conjoint à celui du captage de Rocher Fendu, permettra la sécurisation pérenne vis-à-vis de ce risque important.

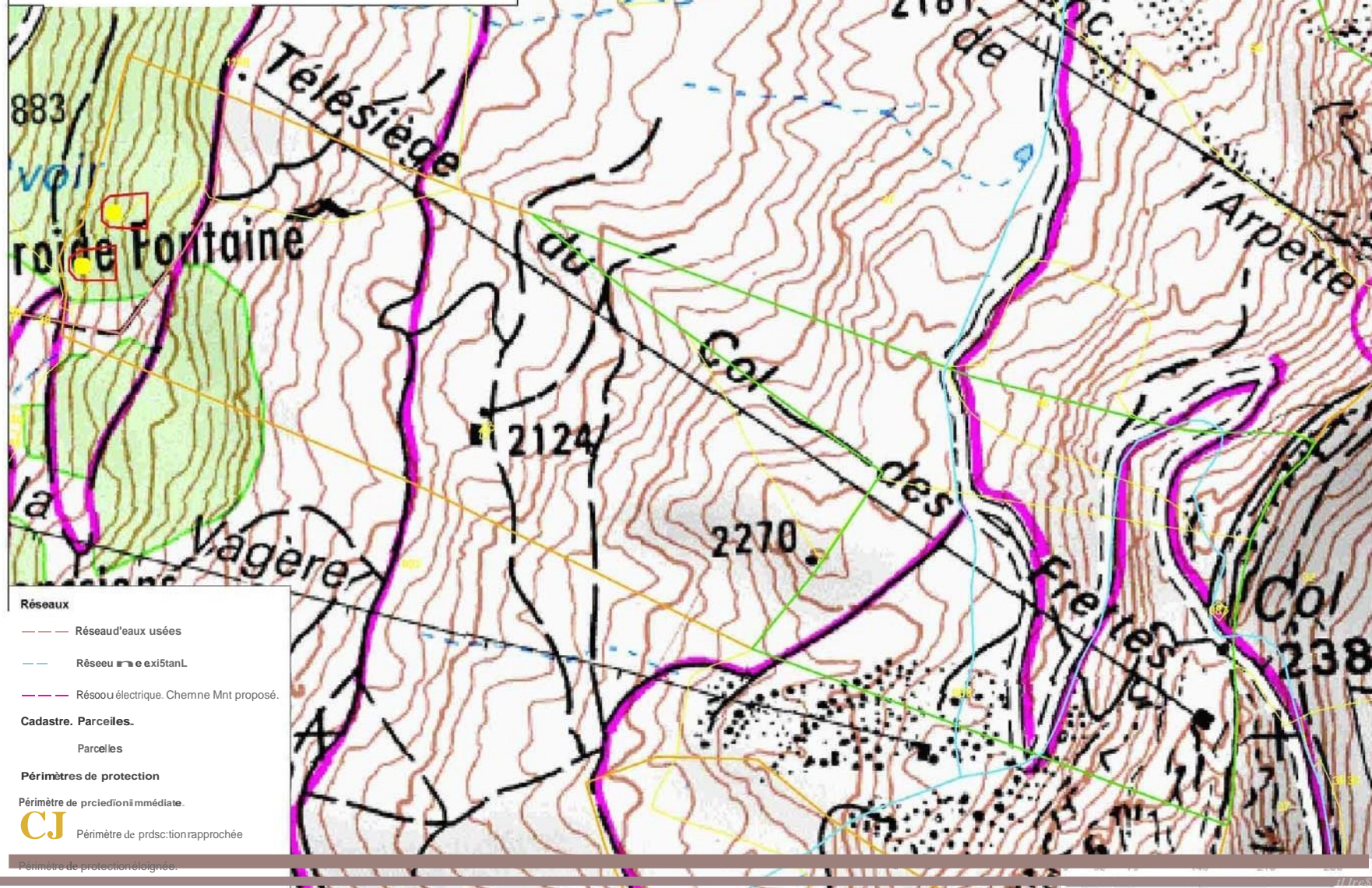
3.6.3 PERIMETRE DE PROTECTION ELOIGNEE.

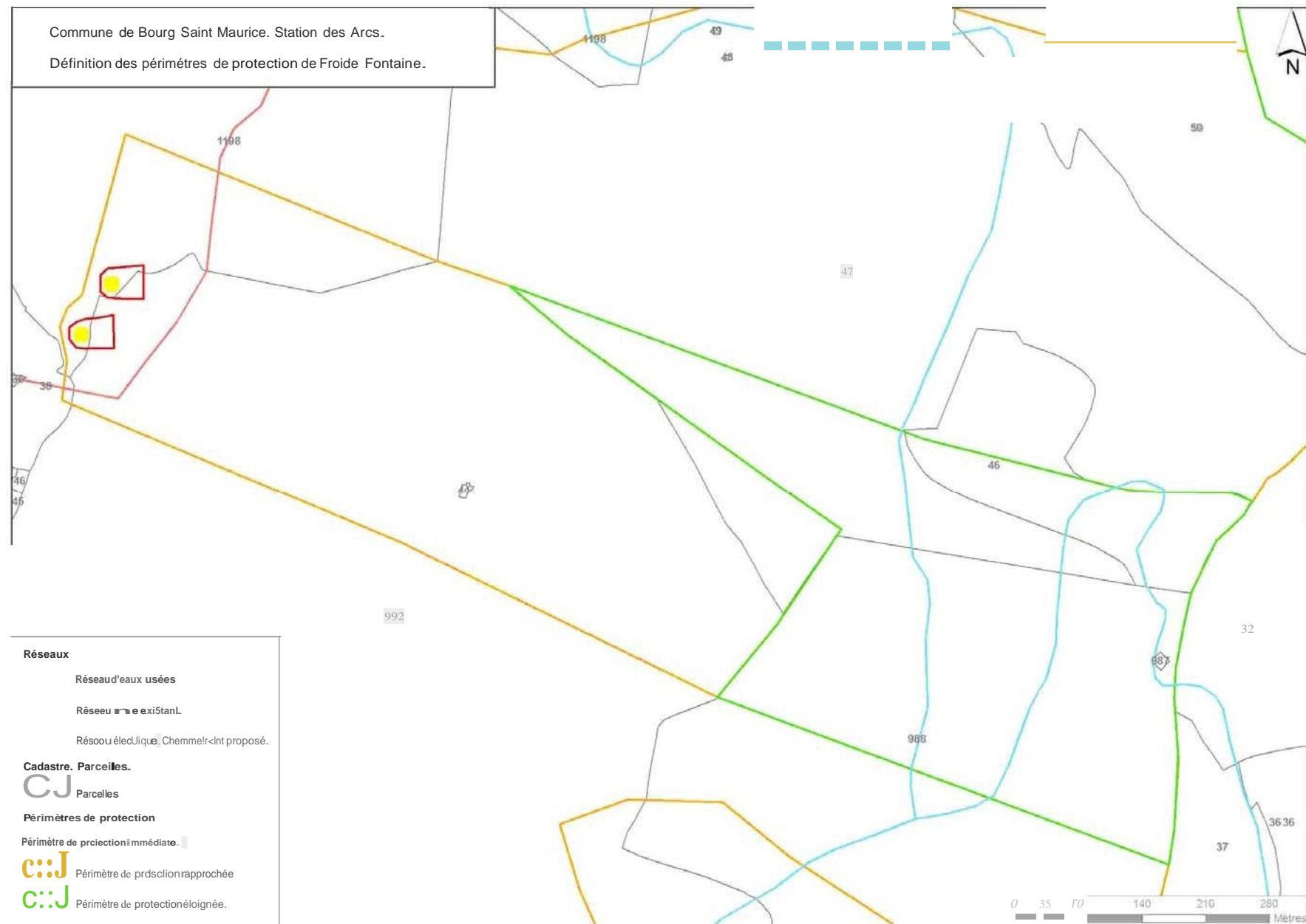
Il n'y a pas d'interdiction à l'intérieur de ce périmètre. La zone définie comme sensible fera l'objet d'une attention particulière de la part de la collectivité.



Commune de Bourp Saint Maurice. Station des Arcs.

Définition des périmètres de protection de Froide Fontaine.





4. LE CAPTAGE DES RECHES.

4.1 CARACTERISTIQUES DU CAPTAGE DES RECHES.

Cette source a fait l'objet de deux rapports rédigés par Monsieur Rampnoux. "Rapport géologique sur la définition des périmètres de protection. Station des Arcs. Juin 1995." ; " Rapport géologique et hydrogéologique sur l'implantation d'un réseau s'enneigement artificiel, au sein des périmètres de protection du captage des Rêches. Station des Arcs. Octobre 2 000".

D'après Monsieur Rampnoux :

La source des Rêches se situe au lieudit le Carlet, vers 2 155 – 2 185 mètres d'altitude, à l'amont immédiat de l'arrivée du télésiège des Villards. Le site est isolé, hormis en période hivernal, où il est traversé par la piste du Grand Renard.

La zone captante se situe au pied du versant montant vers les dents du Peigne, dans une dépression située sur l'arrière d'un petit bourrelet supportant l'arrivée du télésiège.

Cette dépression est assez chaotique et de petits couloirs sont visibles sur le versant en direction de la ligne de crête. Les travaux de piste sur le Grand Renard ont façonné une zone de remblais descendant et comblant au NE la dépression captante entre les regards R2 et R3.

Le drainage superficiel est diffus avec, en périodes de hautes eaux, des zones mal drainées et humides.

La géologie est classique. On distingue de bas en haut :

- les schistes et les grès du Houiller ;
- les gneiss du Sapey ;
- les quartzites rosés du Permo-Trias ;
- les quartzites blancs du Trias inférieur.

Ces terrains sont affectés par des failles de direction NE-SW.

Au droit du replat des Rêches, le substratum est constitué par les schistes et les grès du Houiller très tectonisés. Ce substratum est masqué par des blocs morainiques et des éboulis de quartzites.

D'un point de vue hydrogéologique, l'aquifère principal correspond au réseau fissural très ouvert des quartzites et des gneiss. Les eaux souterraines émergent au contact des schistes houiller ; elles circulent par la suite entre les blocs des éboulis superficiels.

Les eaux sont très faiblement minéralisées ; la conductivité est comprise entre 80 et 130 $\mu\text{S}/\text{cm}$.

Le captage des Rêches est constitué de dix regards disposés linéairement, avec des tranchées drainantes remontantes parfois en se diverticulant (regard R8).

Le réseau captant dépasse 300 mètres de long et les eaux, au débit assez constant (de l'ordre de 5 l/s) sont de très bonne qualité bactériologique et physico-chimique, quoi qu'agressive, compte tenu du contexte hypersiliceux des terrains du substratum et de l'origine des eaux (fontes de neige, et eaux précipitées).

En 2 000, la S.M.A. a aménagé un réseau d'enneigement artificiel, utilisant le débit du trop-plein du captage. Une tranchée véhiculant les fluides, entaille ainsi le périmètre de protection immédiate entre les regards R2 et R3.

Cette situation a été jugée fort dommageable. Néanmoins, Monsieur Rampnoux a proposé de conserver le tracé emprunté plutôt que d'en trouver un nouveau qui pourrait entraîner d'autres désordres avec les impératifs suivants :

- supprimer les canons à neige situé à proximité ou sur le périmètre de protection immédiate, dont impérativement les installations n° 227 et 228 ;
- maîtriser les eaux amont, collectées dans la tranchée par le drain de fond de fouille ;
- d'interdire toute adjonction de produits pour faciliter l'obtention de la neige de culture.

Ces prescriptions étant difficiles à maintenir et incompatibles avec l'exploitation du domaine skiable, la collectivité a entrepris, en 2 011, des investigations permettant de définir :

- l'intérêt de maintenir les captages n° 1, 2 et 3. Des mesures de débits ont montré que la collectivité ne pouvait se passer de l'apport de ces ouvrages ;
- le risque présenté par le passage de la piste entre les ouvrages n° 2 et 3. Une auscultation vidéo des ouvrages et des drains ont permis de confirmer que, sous la piste, la canalisation PVC est cassée en deux points et est drainante.

Ces observations obligent la mise en place d'un périmètre de protection immédiate autour des ouvrages n°1, 2 et 3.

4.2 CARACTERISTIQUES DES OUVRAGES.

Le captage de Rêches est constitué de 11 ouvrages :

- à l'aval, une vaste chambre de réunion de 2.80 * 1.20 mètres, qui reçoit les eaux des dix ouvrages décrits dans le tableau suivant ;
- au-dessus de cette chambre, dix regards disposés pour la plupart en série dont une partie reçoit les eaux de drains locaux.

Regards N°.	Altitudes		Profondeur en mètres.	Observations
	Fond	Sommet		
1	2182,85	2184,85	2	Buses fermé par plaque fonte - arrivée drain situé à 82 m
2	2174,11	2176,11	2	Buses fermé par plaque fonte – transit des eaux de R1
3	2168,03	2169,98	1,95	Buses fermé par plaque fonte – transit des eaux de R2 – conduite en partie drainante + arrivée drain situé à 28 m
4	2163,79	2166,69	2,9	Buses fermé par plaque fonte – transit des eaux de R3

Regards N°.	Altitudes		Profondeur en mètres.	Observations
5	2159,13	2161,88	2,75	Regards carré fermé par plaque fonte – transit des eaux de R4 – conduite en partie drainante + arrivée drain situé à 13 m
6	2154,71	2158,71	4	Regards carré fermé par plaque fonte – transit des eaux de R5
7	2153,52	2157,52	4	Regards carré fermé par plaque fonte – transit des eaux de R6 – conduite en grande partie drainante
8	2155,6	2159,1	3,5	Regards carré fermé par plaque fonte – 3 arrivées dont 2 de faible débit issus de drains de 20 m et un de 60 m de fort débit
9	2152,75	2156,25	3,5	Regards carré fermé par plaque fonte – transit des eaux de R7 et R8
10	2152,67	2156,17	3,5	Regards carré fermé par plaque fonte – arrivée d'un drain situé à 17 m

Un passage caméra dans la canalisation située entre les ouvrages 3 et 2, c'est-à-dire en partie sous la piste de ski, a mis en évidence qu'il s'agit d'une conduite PVC drainante sur 27 mètres.

Les drains étant actifs, ils apportent une quantité d'eau non négligeable dans le débit global des ouvrages. Dans ce contexte, le problème de la suppression d'ouvrages ou de la protection de ceux-ci avec la présence de la piste dans le périmètre immédiat est posé.

Le débit capté est compris entre 3.5 et 37 l/s.

Sur la base des résultats des analyses mises à disposition, les eaux respectent, bactériologiquement les limites et les références de qualité définies par le Code de la Santé Publique. Sur 9 analyses, une seule n'est pas conforme, avec la présence d'un coliforme thermotolérant.

	type	date plv	CTHF	ECOLI	STRF		NO3	PH	SO4	TH	TURB
LES RECHES	CAP	16/07/1998	0		0		0,8	7,1	21,3	5,5	0,3
LES RECHES	CAP	15/02/1999	0		0		0,9	7,5		6	0,3
LES RECHES	CAP	23/12/1999	0		0		0,9	7,6		6	0,2
LES RECHES	CAP	07/03/2000	0		0		0,7	7,6		6,3	0,8
LES RECHES	CAP	06/07/2000	1		0		0,6	7,8	25	5,8	0,3
LES RECHES	CAP	20/12/2000	0		0		0,7	7,8	24,1	5,9	0,2
LES RECHES	CAP	28/02/2001	0		0		0,7	8		6,1	0,5
LES RECHES	CAP	27/02/2002		0	0		0,9	7,5		6,3	1,1
LES RECHES	CAP	26/02/2003		0	0		0,8	8,1	23,3	6,1	0

Résultats des analyses bactériologiques et physico-chimiques.

Captage des Rêches. Piste de ski au droit de l'ouvrage n°1.



Captage des Rêches. Piste de ski entre les ouvrages n°2 et 3.



Captage des Rêches. Vue amont de la zone de captage depuis l'ouvrage n°5.



Captage des Rêches. Ouvrage n°6.



Captage des Rêches. Intérieur de l'ouvrage n°6.



Captage des Rêches. Intérieur de l'ouvrage n°9.



4.3 INVENTAIRE DES ACTIVITES ET DES RISQUES POTENTIELS OBSERVES SUR LE BASSIN VERSANT DU CAPTAGE.

L'exploitation du domaine skiable est la principale activité observée sur le bassin versant des captages avec les activités suivantes :

- passage de la piste de ski du col du Grand Renard et des engins de damage sur une zone drainante du captage ;;
- fabrication de neige, épandue sur la zone captante ;
- passage des canalisations du réseau neige, sur la zone de captage et sa limite ouest ;
- passage d'une piste carrossable, 300 mètres environ à l'amont, conduisant au col du Renard.

Les risques de contaminations liés à ces activités sont des risques accidentels (déversement des hydrocarbures des engins de damage, eaux de mauvaises qualités pour la fabrication de la neige) et chroniques (eaux de mauvaise qualité pour la fabrication de la neige).

Malgré les contraintes que cela impose, les périmètres de protection proposés répondent aux exigences réglementaires qui prévoient que :

- tout captage utilisé pour l'alimentation en eau potable doit être protégé par un périmètre de protection immédiate ;
- la zone comprise à l'intérieur de ce périmètre doit être une propriété de la collectivité où toute activité est interdite, hormis l'entretien des ouvrages et de leurs abords.

4.4 DEFINITION DES PERIMETRES DE PROTECTION.

4.4.1 PERIMETRE DE PROTECTION IMMEDIATE.

Le périmètre de protection immédiate, compte tenu des caractéristiques des ouvrages de captage, reste pratiquement identique à celui proposé par Monsieur Rampnoux, dans son rapport de 1 995 à la différence que ce périmètre est divisé en deux parties :

- une partie amont qui assure la protection des regards n°1 et 2 ;
- une partie aval qui assure la protection des regards 3 à 10. Les drains du captage n° 3 qui se prolongent sous la piste de ski seront désaffectés. Le regard n°3 reste protégé dans la mesure où celui-ci sert au transfert des eaux des ouvrages n°1 et 2.

Les périmètres de protection immédiate englobent les ouvrages en se prolongeant de 20 à 80 mètres en moyenne à l'amont et latéralement aux drains. La zone est protégée sur une longueur de 630 mètres environ.

La superficie de ce périmètre est proche de 4 hectares (respectivement 2,9 et 09 hectares).

Les deux périmètres s'étendent sur une partie de la parcelle n° 992 et 988.

4.4.2 PERIMETRE DE PROTECTION RAPPROCHEE ET ELOIGNEE.

Les périmètres de protection rapprochée et éloignée sont regroupés en un seul. Il se développe :

- à l'amont du périmètre de protection immédiate et rejoint, vers l'Est, la ligne de crête de la Dent du Peigne. (voir carte de localisation) ;
- à l'aval, en englobant la piste de ski nouvellement remodelée, jusqu'à la ligne de crête portant la gare d'arrivée du télésiège du Villard.

La superficie de ce périmètre est proche de 64 hectares.

Ce périmètre s'étend sur une partie des parcelles n° 988 et 992.

4.5 PRESCRIPTION DES SERVITUDES.

4.5.1 PERIMETRES DE PROTECTION IMMEDIATE.

Dans ces périmètres, propriété de la commune, toute activité sera interdit hormis :

- l'entretien des ouvrages ;
- l'entretien régulier des abords ;
- les travaux nécessaires à la rénovation des ouvrages ou ceux permettant d'améliorer la productivité de la ressource dans la mesure où ils sont réalisés en concertation avec l'autorité sanitaire départementale.

Cette zone sera close en été. La clôture pourra être amovible et retirée si nécessaire en période hivernale.

4.5.1.1 Travaux de mise en conformité.

Les travaux de mise en conformité suivants sont demandés :

- les ouvrages seront aménagés afin de pouvoir être déconnectés du réseau en cas contamination accidentelle et fermés par un capot étanche ventilé ;
- la canalisation entre le regard n° 2 et le regard n° 3 sera réhabilitée (suppression des casses observés sur le tuyau PVC) ; la partie drainante de cette canalisation entre les regards n°2 et 3 sera condamnée ;
- l'étanchéité de la canalisation entre les regards n°2 et n°3 et l'étanchéité des regards n°2 et 3, vis-à-vis de l'infiltration des eaux de surface seront contrôlées ;
- les drains du regard n°3 seront condamnés ;
- la végétation arbustive autour des ouvrages sera coupée et dessouchée dans un rayon d'une dizaine de mètres autour des ouvrages et des drains.
- le drainage des eaux de la piste de ski, en bordure nord-ouest du périmètre sera vérifié et adapté afin que les eaux de ruissellement ne viennent pas se répandre sur la zone de captage ;
- les eaux collectées à l'amont de la zone de captage, par le drain de fond de fouille de la tranchée de la canalisation neige, seront conduite en dehors du périmètre de protection immédiate ;
- les eaux de ruissellement, sur la plate-forme du télésiège du Villard, seront collectées et conduites à l'aval de la gare d'arrivée du télésiège afin d'éviter leur écoulement et leur accumulation dans la zone de captage.

4.5.2 PERIMETRE DE PROTECTION RAPPROCHEE.

Les sujétions définies dans le périmètre de protection rapprochée ont pour objet de limiter les risques accidentels liés à l'exploitation du domaine skiable : damage, fabrication de neige, circulation d'engins sur la piste carrossable.

Les conditions hydrogéologiques n'assurent pas de protection naturelle à la ressource.

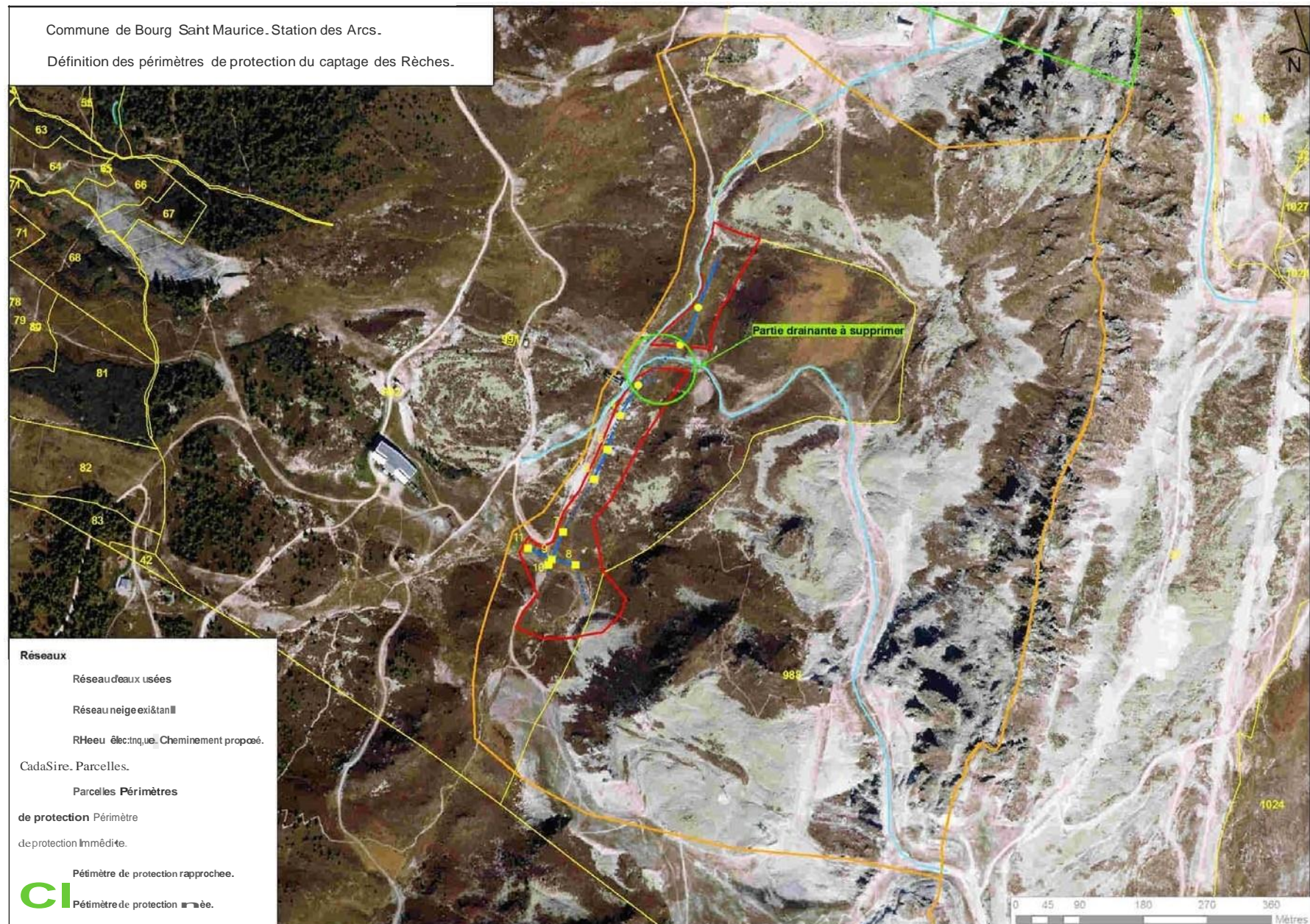
Dans ce périmètre seront interdits :

- les excavations du sous et du sous-sol de plus de 2,00 mètres de profondeur, dans une zone comprise entre 0 et 100 mètres des limites du périmètre de protection immédiate ;
- au-delà de cette distance les excavations du sol et du sous-sol de plus de 10 mètres de profondeur ou de front, les travaux de terrassement de plus de 0,1 hectares affectant les terrains sur une profondeur moyenne de 1,00 mètre, sans une étude hydrogéologique préalable ;
- la création de nouvelle route ou piste pastorale ;
- les épandages, le rejet, les dépôts de substances potentiellement contaminantes pour l'aquifères (lisier, purins, boues de station non hygiénisées, produit phytosanitaire, gasoil, essence, etc.) ;
- l'enfouissement de cadavre d'animaux ;
- le pâturage intensif ;
- l'installation pérenne de machine à traire, sans dispositif de rétention ;
- toute nouvelle construction, hormis celle nécessaire à l'exploitation et la sécurisation du domaine skiable, si ces dernières sont équipées d'un système de traitement ou de collecte des eaux usées ;
- l'installation de tout système de stockage de substances contaminantes sans bac de rétention facilement visitable ;
- plus généralement toute activité pérenne susceptible de constituer un risque sanitaire sur la ressource captée ;
-

La piste carrossable qui est localisée à l'intérieur du périmètre de protection rapprochée, sera réservée à l'exploitation du domaine skiable. Toute activité ludique, avec des engins à moteur thermique, sera interdite.

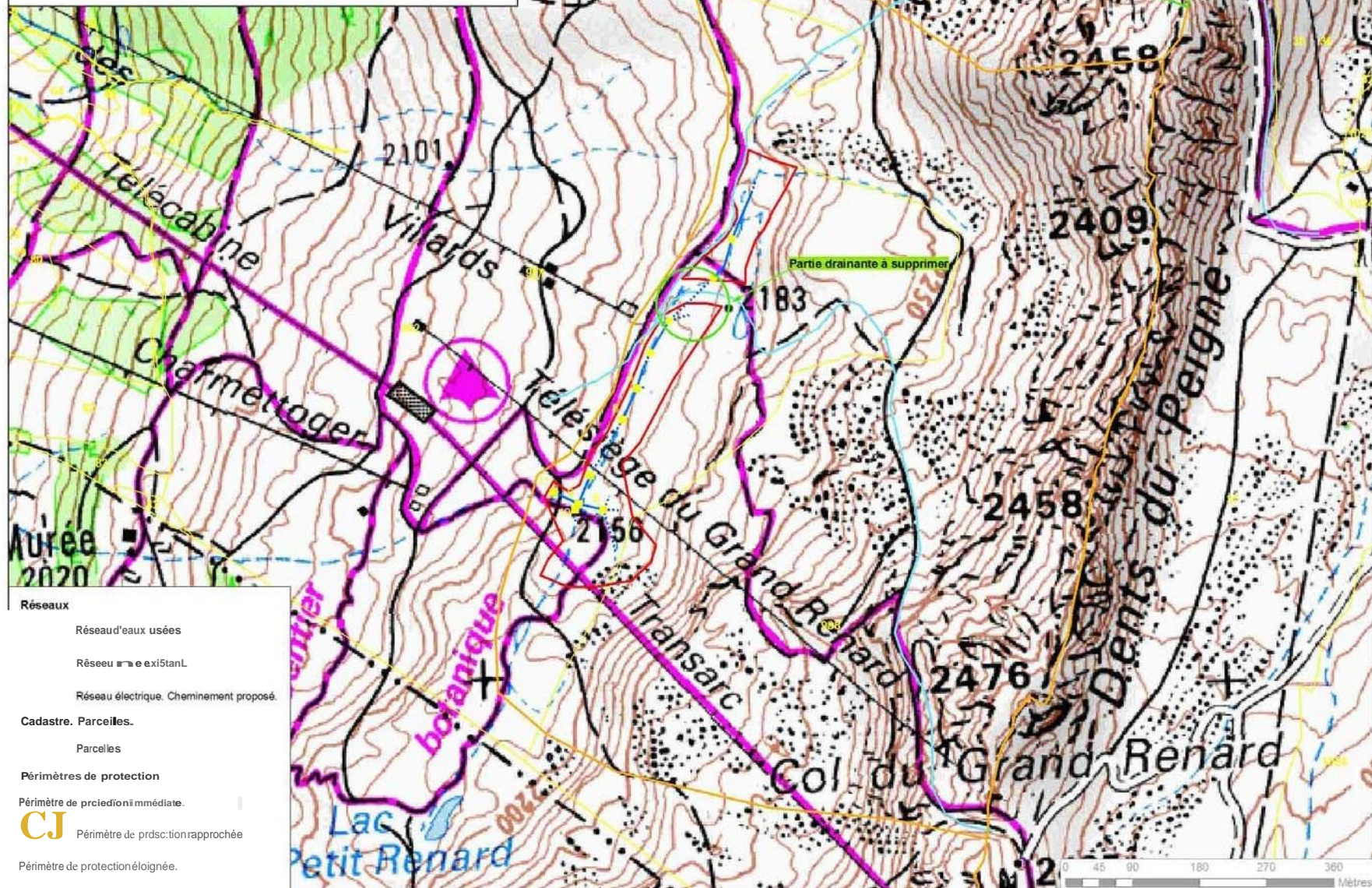
La création et l'épandage de neige de culture est tolérée dans la mesure où une autorisation est donnée par l'autorité sanitaire départementale, avant et pendant la campagne de production, sur la base d'une analyse bactériologique effectuée avant et tous les quinze jours pendant la campagne de production de neige et dans la mesure où les eaux soit traitées bactériologiquement avant mise en distribution.

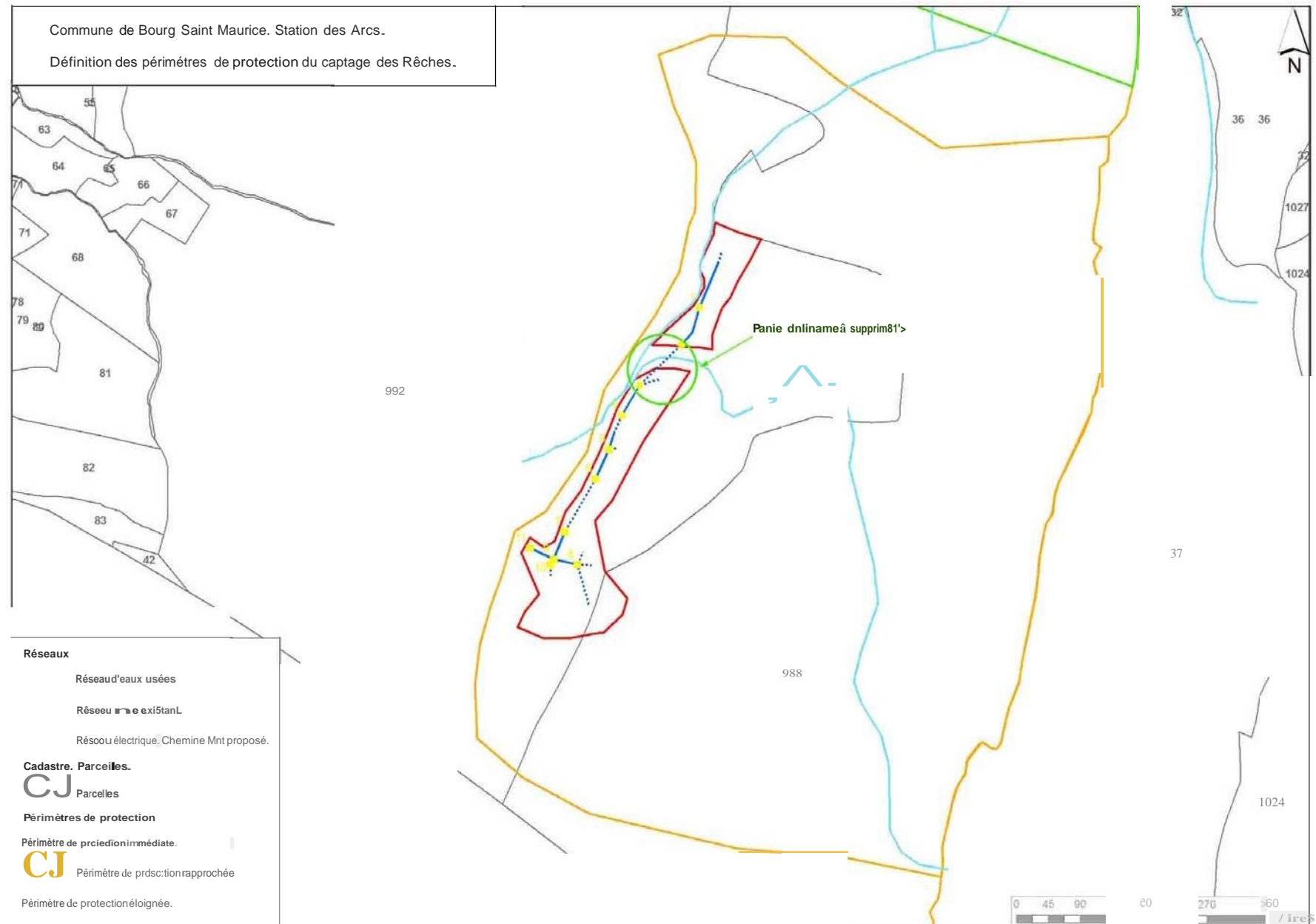
Les interventions de maintenance sur les canons à neige n° 227 et 228 situés à proximité du périmètre de protection immédiate se feront sous le contrôle des services techniques de la commune.



Commune de Bourg Saint Maurice. Station des Arcs.

Définition des périmètres de protection du captage des Rêches.





5. LES CAPTAGES DE PRE SAINT ESPRIT.

Les périmètres de protection des captages de Pré Saint Esprit ont été définis par Monsieur Rampnoux, en 1 995.

5.1 SITUATION DES CAPTAGES.

Les captages au nombre de sept, sont localisés entre 1 830 et 1 850 mètres d'altitude, au lieu-dit Pré Saint Esprit, sous la station d'Arc 2 000.

Le secteur est dominé par les lacets de la route qui conduit à Arc 200 et bordé, côté ouest, par une piste de ski et le torrent de l'Arc.

Les captages sont localisés dans une petite dépression fermée, dominée au Sud, par une arête rocheuse et au Sud-Est, par un couloir pentu montant vers Arc 2000 et le lac des Combes.

Le drainage général est quelconque dans la dépression marécageuse où est installée la chambre de réunion ; il est par contre de bonne qualité, du fait de la pente sur le bassin versant, à l'amont direct du site.

Les eaux de la zone marécageuse et du trop-plein des captages donnent naissance à un ruisseau qui rejoint le torrent de l'Arc.

5.2 CONTEXTES GEOLOGIQUES ET HYDROGEOLOGIQUES.

La zone de captage se situe au sein de la zone de contact entre l'unité de Vanoise-Mont Pourri à l'Est et la zone Houillère au Nord-Ouest.

On distingue d'Ouest en Est :

- les quartzites blancs du Trias inférieur de la zone Houillère ; elles affleurent à la périphérie immédiate des émergences et forment les abrupts et le relief supportant Arcs 2 000 au sud ;
- une bande de cargneule. Cette bande orientée NE-SW remonte vers l'entrée de la station d'Arc 2 000 et le lac des Combes ;
- les schistes cristallins du Plan des Violettes ; ceux-ci sont masqués par des éboulis et des moraines plus ou moins remaniés par les avalanches.

Les eaux captées sont issues du réseau fissural des quartzites fortement tectonisées. De même les cargneules et les gypses amont orientaux forment une bande drainante caractéristique ; les entonnoirs de dissolution, dont celui plus ou moins colmaté du lac des Combes, matérialisent bien ce réseau ouvert dans lequel les eaux souterraines se chargent en sulfates.

L'alimentation de ces deux aquifères, dont les eaux peuvent se mélanger, est liée à l'infiltration des eaux précipitées sur le bassin versant et aux pertes des réseaux de surface comme l'a montré le résultat d'un traçage réalisé en septembre 2011.

5.2.1 RESUME DU TRAÇAGE REALISE EN SEPTEMBRE 2011.

Ce traçage met en évidence :

- une relation effective et rapide entre le torrent de l'Arc et son principal affluent et le captage de Pré Saint Esprit. Le temps d'arrivée est de l'ordre de 6 heures ;
- une vitesse de circulation des eaux dans le milieu souterrain rapide comprise entre 120 et 200 m/h.

Dans le détail, sur trois traceurs injectés, deux traceurs ont été retrouvés dans les eaux du captage de Pré Saint Esprit :

- le traceur injecté dans le torrent de l'Arc, en amont des Arc 1 950, est apparu au captage 12 heures après l'injection. La fin du passage du traceur s'effectue plus de 17 jours après l'injection. Le pic de concentration est observé 2 jours et 12 heures après l'injection à une concentration de 0,06 µg/l ;
- le traceur injecté dans un affluent du torrent de l'Arc, en amont Arc 2 000, est apparu au niveau du captage 5h 40 après l'injection. La fin du passage du traceur s'effectuerait plus de 24 jours après l'injection. Le pic de concentration est apparu 3 jours et 12h 00 après l'injection à une concentration voisine de 0,07 µg/l.
- le traceur injecté dans le vallon du paravalanche en aval d'Arc 2 000 n'est pas apparu au bout de 32 jours de surveillance.

Les concentrations de restitution sont faibles, mais suffisamment importantes pour révéler la vulnérabilité des eaux captées : le déversement d'un kilogramme de produit toxique dans les eaux de ruissellement sont susceptibles de rendre impropre à la consommation les eaux captées.

5.3 NATURE DES OUVRAGES. DEBIT. QUALITE DES EAUX.

Le captage est constitué de sept ouvrages, dont trois réalisés en septembre 2011. Les eaux captées sont conduites dans une chambre de réunion.

La description précise de ces ouvrages est consultable dans le rapport de la Sed74.

Les mesures physico-chimiques sur les sept ouvrages montrent deux types d'eau assez contrastés :

- les captages situés les plus à l'Ouest, donc au sein du massif de quartzites, ont des eaux fortement minéralisées où l'influence des gypses de la semelle de la zone Vanoise Mont-Pourri se fait grandement sentir ; témoignant d'un mélange manifeste des eaux ;
- les captages situés à l'Est possèdent des eaux nettement moins minéralisées, où l'influence des gypses est moins certaine.

Le débit capté varie de 17 à 30 litres/secondes.

Les données relatives à la qualité des eaux sont peu nombreuses, ancienne et partielles.

Ces données indiquent que :

- bactériologiquement, les eaux respectent les limites et les références de qualité définies par le code de la santé publique ;

- D'un point de vue physico-chimique, la concentration en sulfates des eaux mélangées dépasse parfois, en fonction du débit de chaque source, la référence de qualité définie par le code de la Santé Publique.

La concentration en nitrates est faible, en relation probable, avec l'absence d'activité agricole sur le bassin versant, en période hivernale.

	type	date plv	CTHF	ECOLI	STRF	CDT25	NO3	PH	SO4	TH	TURB	TURBNFU
PRE SAINT ESPRIT	CAP	16/07/1998	0		0		1,3	7,2	86	13	0,2	
PRE SAINT ESPRIT	CAP	15/02/1999	0		0							
PRE SAINT ESPRIT	CAP	22/07/1999	0		0							
PRE SAINT ESPRIT	CAP	23/12/1999	0		0							
PRE SAINT ESPRIT	CAP	07/03/2000	0		0							
PRE SAINT ESPRIT	CAP	06/07/2000	0		0							
PRE SAINT ESPRIT	CAP	20/12/2000	0		0							
PRE SAINT ESPRIT	CAP	28/02/2001	0		0							
PRE SAINT ESPRIT	CAP	27/12/2001	0		0							
PRE SAINT ESPRIT	CAP	27/02/2002		0	0				240			
PRE SAINT ESPRIT	CAP	18/06/2002		0	0							
PRE SAINT ESPRIT	CAP	04/12/2002		0	0				308			
PRE SAINT ESPRIT	CAP	26/02/2003		0	0							
PRE SAINT ESPRIT	CAP	19/06/2003		0	0			7,6				
PRE SAINT ESPRIT	CAP	18/12/2003		0	0			7,4				
PRE SAINT ESPRIT	CAP	19/02/2004		0	0	528	1,4	14,6	225	25,7	0	
PRE SAINT ESPRIT	CAP	12/04/2006		0	0	582	1,6	14,9	245	28,3		0,3
PRE SAINT ESPRIT	CAP	17/03/2008		0	0	656	1,5	14,7	300	33,2		1
PRE SAINT ESPRIT	CAP	25/03/2009		0	0	592	1,9	7,5	240	29		0,4

Résultats des analyses bactériologiques et physico-chimiques.

Captage de Pré Saint Esprit. Contextes géologique et sanitaire de la zone de captage.



Captages de Pré Saint Esprit. Intérieur d'une chambre de captage.	Captages de Pré Saint Esprit. La zone de captage.
	

5.4 INVENTAIRE DES ACTIVITES ET DES RISQUES POTENTIELS OBSERVES SUR LE BASSIN VERSANT DU CAPTAGE.

Le bassin versant à l'amont du captage est fortement urbanisé avec la présence :

- des stations d'Arc 1 950 et d'Arc 2 000 : stockage de substances contaminantes, eaux de ruissellement des parkings ; collectes des eaux usées ;
- du réseau d'eaux usées de ces stations qui longe la D119 d'Arc 2000 au torrent de l'Arc, puis la piste en rive gauche du torrent, ceinturant par le haut l'aire de captage ;
- de la route d'accès à la station ;
- d'un vaste domaine skiable avec de nombreux travaux de terrassement, gares de remontée mécaniques, réseau et production de neige, etc. ;
- d'une activité pastorale non négligeable.

Cette activité et l'origine, pour partie superficielle des eaux, confèrent, dans le contexte hydrogéologique du lieu, une grande vulnérabilité à la ressource captée.

L'importance de cette ressource pour l'alimentation en eau potable de la station des Arcs impose, si la qualité des eaux doit être pérennisée, la mise en œuvre de sujétions fortes et contraignantes, même si la situation actuelle n'a jamais été jusqu'à ce jour dommageable.

5.5 DEFINITION DES PERIMETRES DE PROTECTION.

5.5.1 PERIMETRE DE PROTECTION IMMEDIATE.

Le périmètre de protection immédiat englobe l'ensemble des captages et la chambre aval.

Il s'élève à l'amont des ouvrages sur une distance de 20 mètres (ouvrages n°1 et 2) à 40 mètres (ouvrages n°3 et 4).

La superficie est 4 000 m². Il s'étend sur une partie des parcelles n° 4, 772, 780, 781, 1 004,

5.5.2 PERIMETRE DE PROTECTION RAPPROCHEE ET ELOIGNEE.

Les périmètres de protection rapprochée et éloigné sont réunis en un seul périmètre qui, étant donné les conditions hydrogéologiques, couvrent l'ensemble du bassin versant du torrent des Arcs.

Les relations observées avec le cours d'eau et l'importance que représente cette ressource en eau pour l'alimentation en eau potable de la station imposent de prendre en compte cette superficie importante.

Ce périmètre s'étend sur une superficie de 1 250 hectares et affectent 138 parcelles.

5.6 PRESCRIPTION DES SERVITUDES.

5.6.1 PERIMETRE DE PROTECTION IMMEDIATE.

Dans ce périmètre, propriété de la commune, toute activité sera interdit hormis :

- l'entretien des ouvrages ;
- l'entretien régulier des abords ;
- les travaux nécessaires à la rénovation des ouvrages ou ceux permettant d'améliorer la productivité de la ressource dans la mesure où ils sont réalisés en concertation avec l'autorité sanitaire départementale.

Cette zone sera close en été. La clôture pourra être amovible et retirée si nécessaire en période hivernale.

5.6.1.1 Travaux de mise en conformité.

Les travaux de mise en conformité suivants sont demandés :

- les ouvrages seront aménagés afin de pouvoir être déconnectés du réseau en cas contamination accidentelle et fermés par un capot étanche ventilé ;
- la végétation arbustive autour des ouvrages sera coupées et dessouchée dans un rayon d'une dizaine de mètres autour des ouvrages et des drains ;
- la réalisation d'un traçage complémentaire sera réalisé afin de confirmer que les émergences n°1, 2 et 2b (émergences les plus à l'Ouest) sont les venues en relation avec les eaux du ruisseau de l'Arc ;

5.6.2 PERIMETRE DE PROTECTION RAPPROCHEE.

Les sujétions définies dans le périmètre de protection rapprochée ont pour objet de limiter les risques de contaminations accidentelles ou chroniques des eaux ; contaminations liées l'activité touristique intense développée sur le bassin versant.

Dans ce périmètre seront interdits :

- les excavations du sous et du sous-sol de plus de 2,00 mètres de profondeur, dans une zone comprise entre 0 et 50 mètres des limites du périmètre de protection immédiate ;

- au-delà de cette distance les excavations du sol et du sous-sol de plus de 10 mètres de profondeur ou de front, les travaux de terrassement de plus de 0,1 hectare affectant les terrains sur une profondeur moyenne de 1,00 mètre, sans une étude hydrogéologique préalable ;
- les constructions non reliées à un réseau d'eau usées, étanche géré par la collectivité ;
- le stockage ou le dépôt de toute substance polluante hormis celle stockée dans un bac étanche visitable de dimension adaptée ;
- l'étanchement ou la mise à nu de surface importante (supérieure à 0,1 hectare) à proximité des cours d'eau, sans système de rétention des fines et des hydrocarbures ;
- le camping et le caravanning ;
- la circulation en dehors du CD 119, des véhicules non autorisés, par arrêté municipal sur les pistes ou le tout terrain ;
- le pâturage intensif.

Le pâturage extensif, avec une exploitation raisonnée de l'herbe est toléré. La durée de stationnement des animaux devra être limitée à la durée d'exploitation de l'herbe. La conduite des troupeaux devra être telle qu'elle n'entraîne pas la formation de boursier dans les zones humides ou à proximité des ruisseaux.

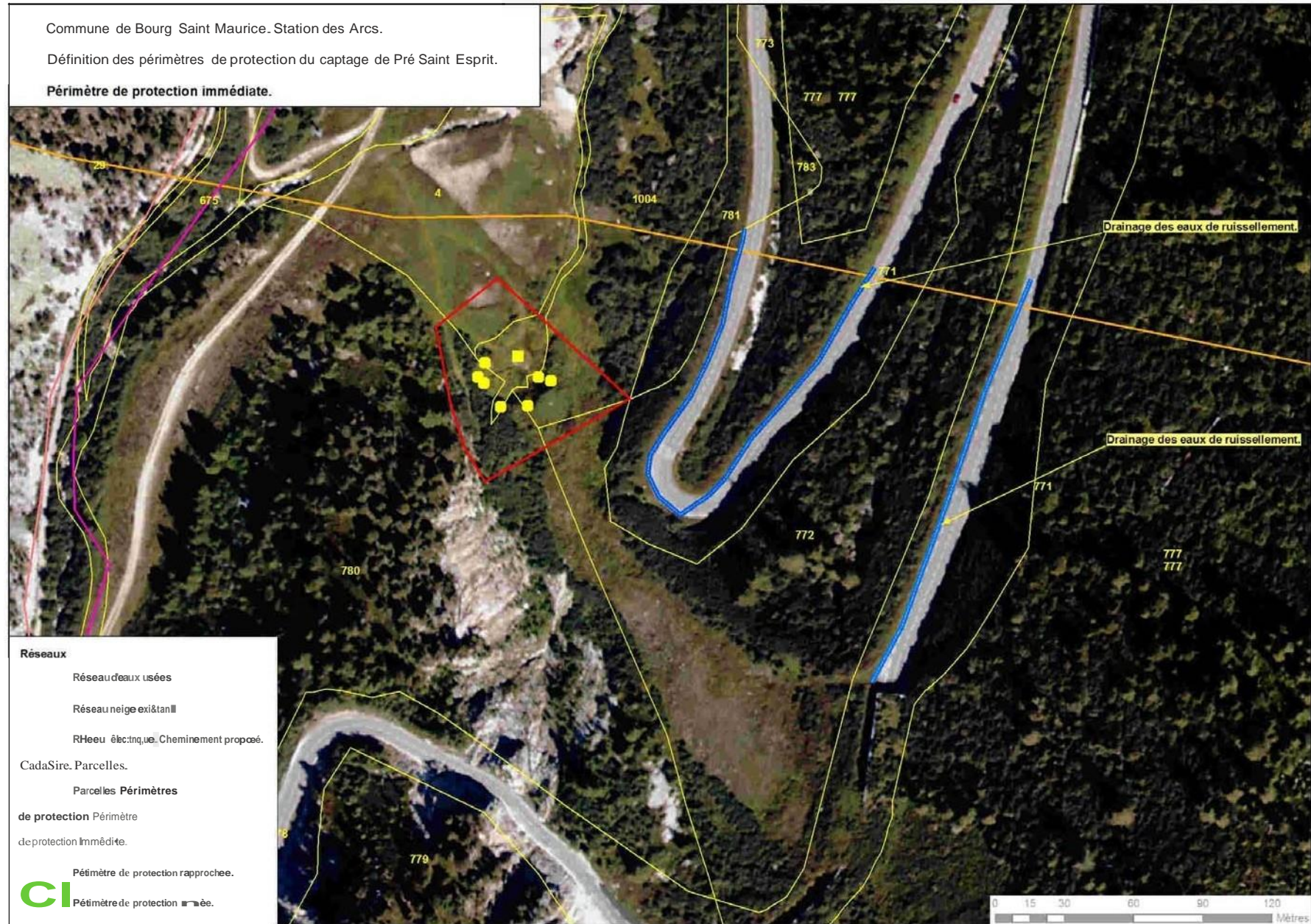
Le passage des engins de damage reste toléré dans la mesure où les conducteurs qui interviennent dans le secteur sont systématiquement informés, en début de saison, des risques potentiels, en cas de déversement accidentel d'hydrocarbures. Une procédure d'intervention, pour ce type d'accident devra être formellement définie.

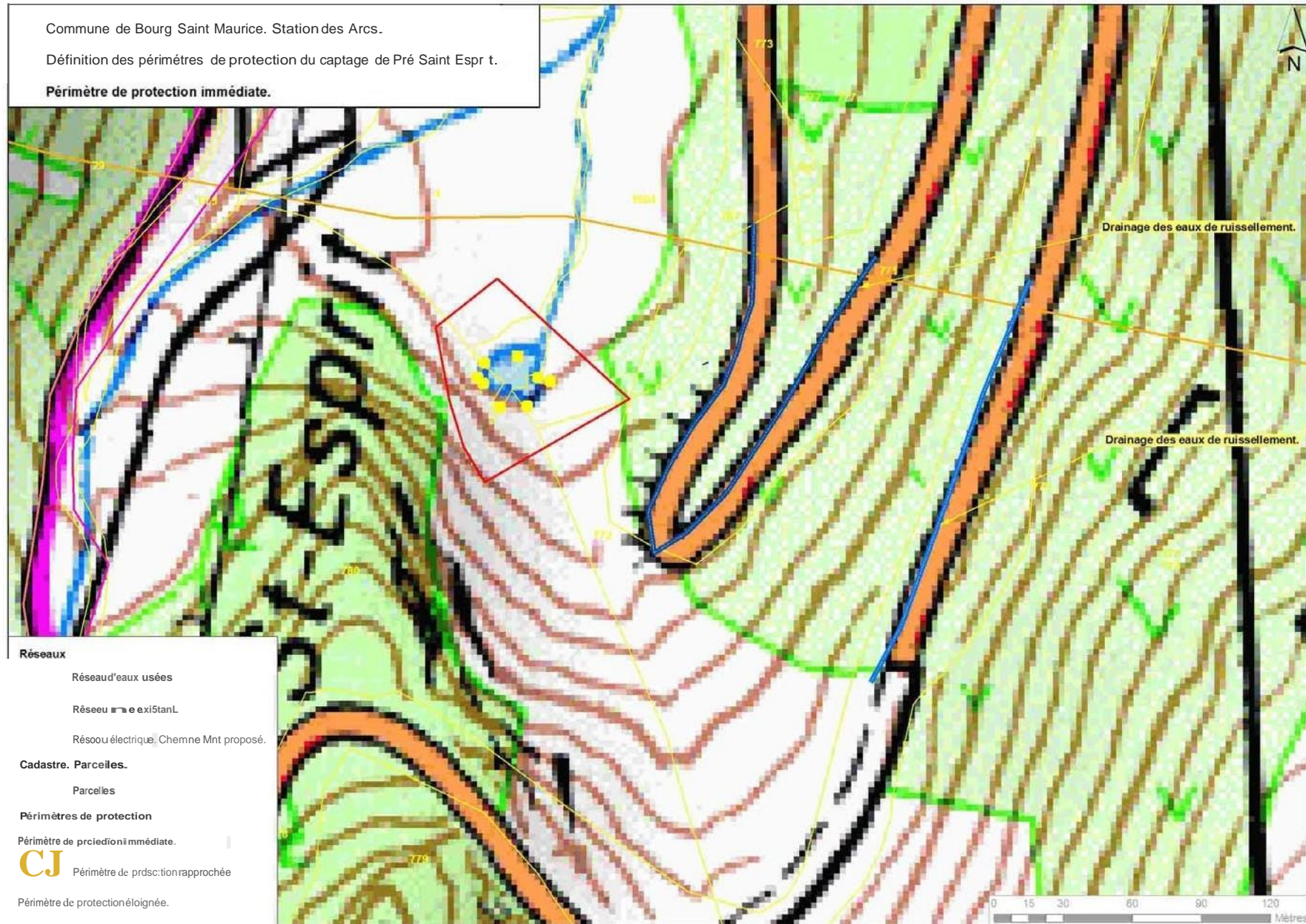
L'épandage de neige de culture reste tributaire de la qualité des eaux utilisée pour sa fabrication. Une analyse bactériologique sera réalisée et transmise au service de l'Ars, délégation de la Savoie, avant le début de la campagne de production, puis une fois tous les quinze jours pendant la période hivernale et dans la mesure où les eaux sont traitées bactériologiquement avant mise en distribution. En cas de résultats jugés non-conformes par les Services de l'Ars, la fabrication de neige pourra être suspendue.

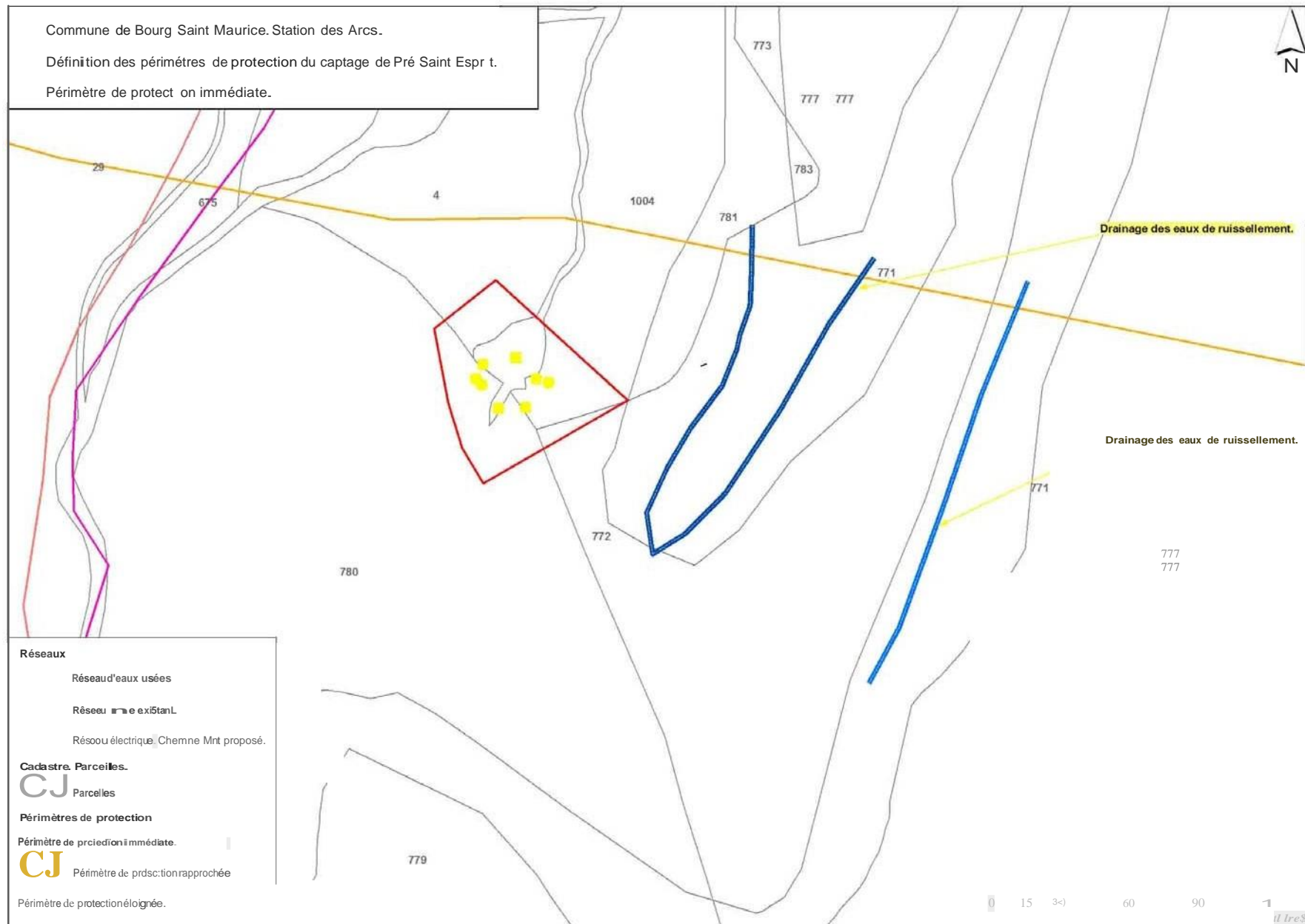
5.6.2.1 Travaux de mise en conformité.

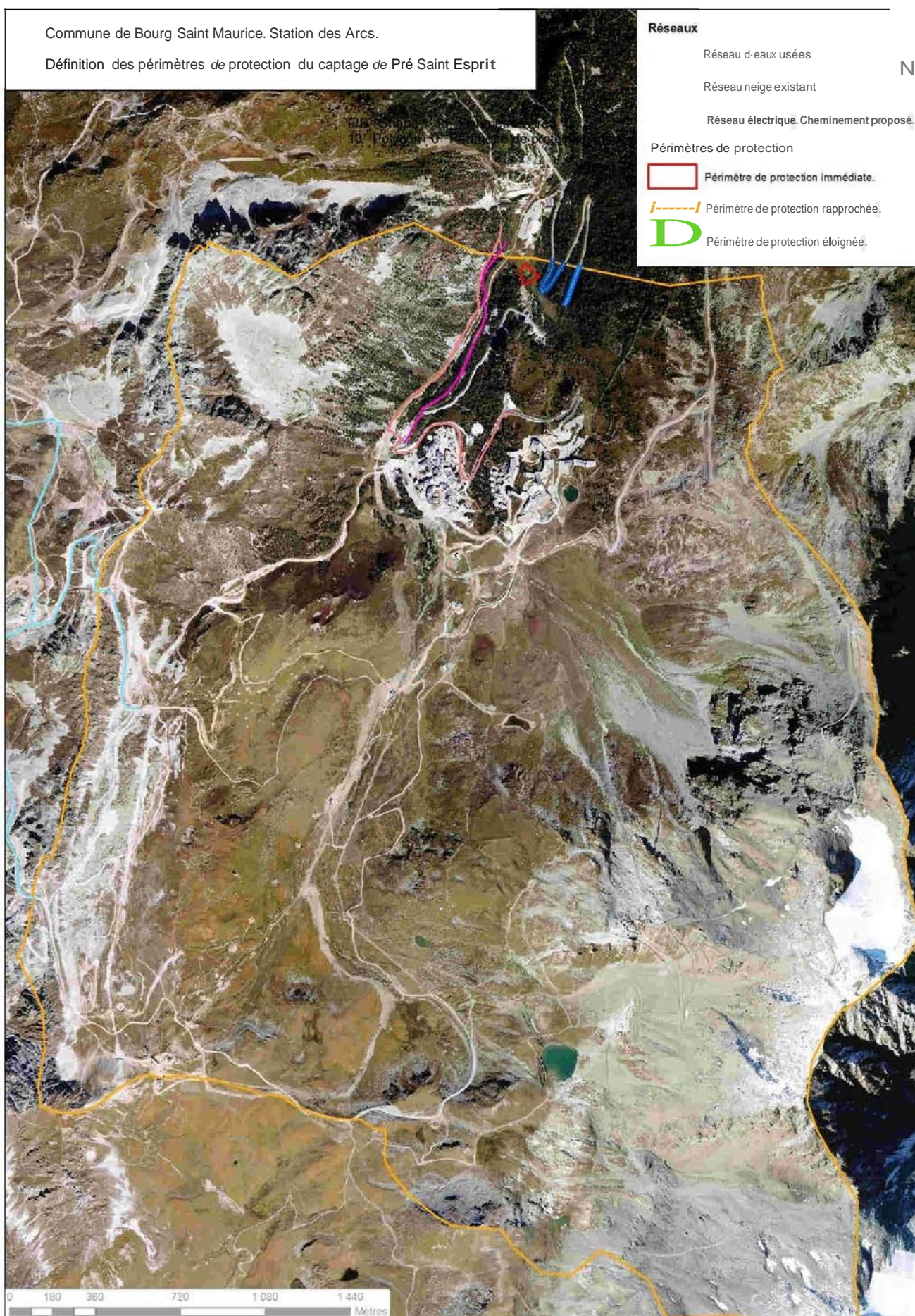
Les travaux de mises en conformité suivant devront être réalisés :

- inventaire des substances toxiques stockées sur le bassin versant et mise en conformité en cas de besoin avec bac de rétention visitable ;
- étude diagnostic du réseau d'assainissement de station des Arcs 1 950 et 2 000 avec contrôles de branchements et réalisation des travaux de réhabilitation avérés nécessaires ; inventaire des déversoirs d'orage et réalisation des travaux nécessaires permettant leur suppression ;
- diagnostic de la canalisation de transport des eaux usées au départ de la station des Arcs 2 000 jusqu' à sa sortie du bassin versant du torrent de l'Arc ;
- mise en place d'un système de surveillance de cette canalisation permettant de détecter en temps réel, toutes infiltrations ou débordements et de déconnecter les captages du réseau de distribution ;
- étude diagnostic du réseau d'eau pluviales et réalisation des travaux de réhabilitation avérés nécessaires, mise en place d'un bassin de rétention des fines et des hydrocarbures pour les réseaux drainant la voirie et les parkings avant le rejet dans le milieu naturel
- drainage des eaux de ruissellement du premier virage de la départementale D119, et de la sortie du paravalanche, en dehors des limites du périmètre de protection rapprochée ;
- recherche d'une ressource de substitution permettant de s'affranchir de l'utilisation de ce captage.









Commune de Bourg Saint Maurice. Station des Arcs.

Définition des périmètres de protection du captage de Pré Saint Esprit.

Réseaux

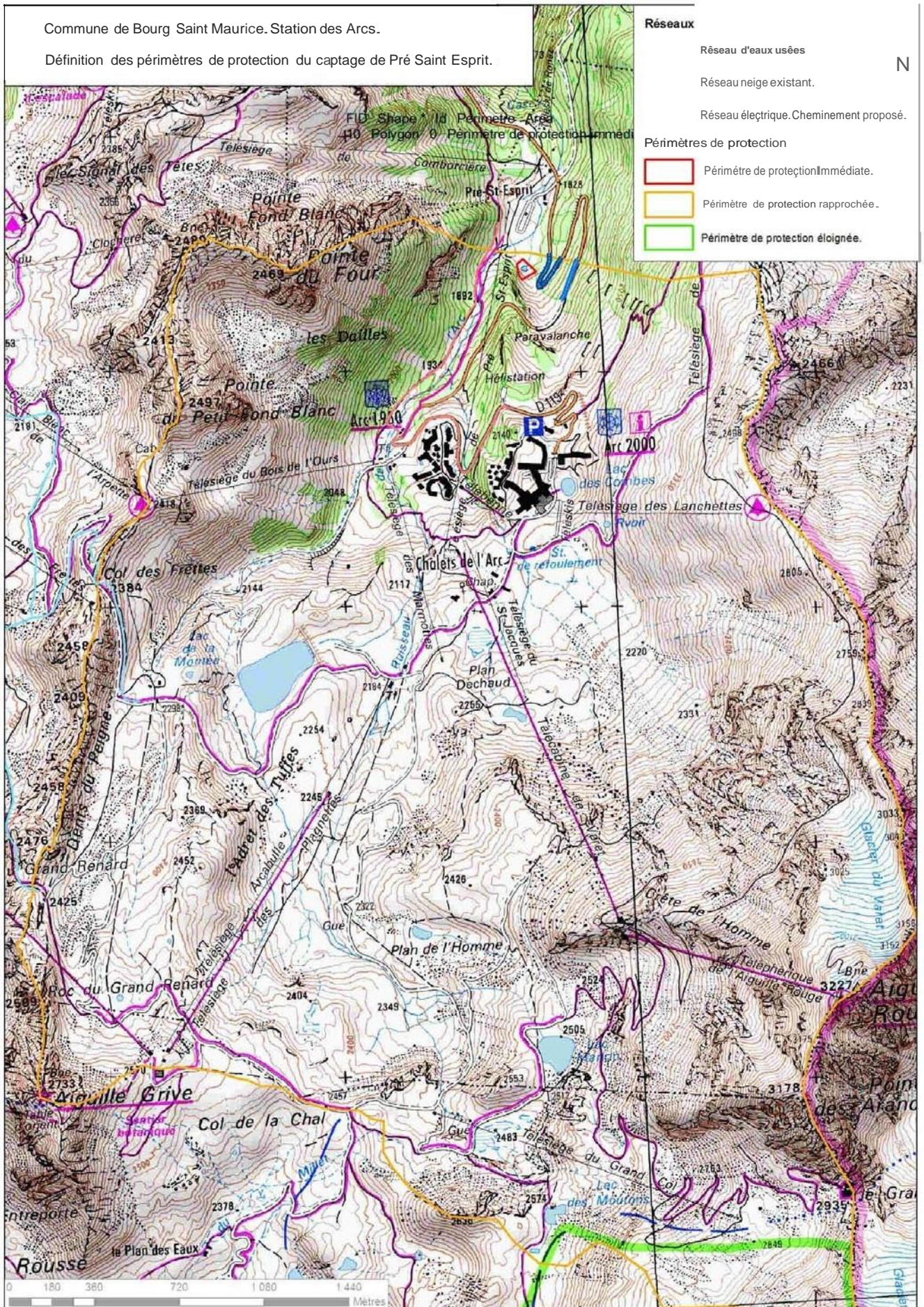
Réseau d'eaux usées

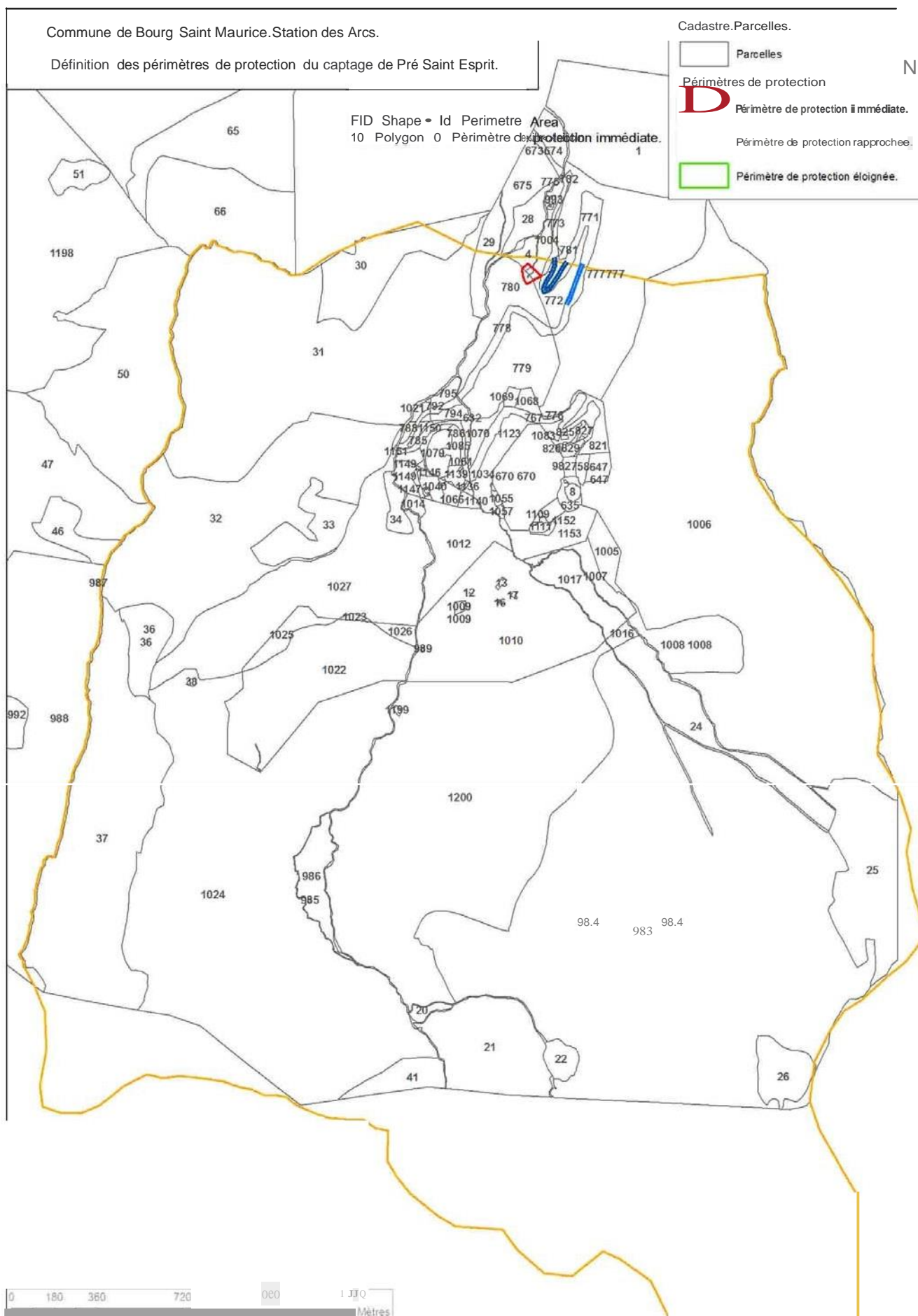
Réseau neige existant.

Réseau électrique. Cheminement proposé.

Périmètres de protection

- Périmètre de protection Immédiate.
- Périmètre de protection rapprochée.
- Périmètre de protection éloignée.





6. CONCLUSIONS.

L'alimentation en eau potable de la station des Arcs est assurée, à ce jour, par des ressources en eau vulnérables, dont les aires d'alimentation correspondent :

- au domaine skiable pour les captages de Rocher Fendu, Fontaine Froide et les Rêches ;
- à la zone urbanisée des Arcs 1950 et 2000 et au domaine skiable d'Arc 2000 pour le captage de Pré Saint Esprit.

La protection passive de la ressource, dans le contexte hydrogéologique du lieu, n'est pas compatible avec le développement des activités touristiques de la station des Arcs. Seuls la gestion des risques permettra de garantir la pérennité de la ressource captée. Cette gestion passe par :

- la mise en place des périmètres de protection définis ;
- le respect strict des sujétions proposées ;
- le traitement bactériologique des eaux distribuées ;
- la mise en place de dispositif d'alerte, sur les équipements pouvant créer une atteinte grave à la qualité des eaux (réseaux d'assainissement, stockage de produits toxiques) ;
- la surveillance régulière de la qualité des eaux utilisée pour la fabrication de la neige ;
- la formation des conducteurs d'engins de chantier et de damage intervenant sur le site ;
- la limitation de l'utilisation des pistes carrossables à l'exploitation du domaine skiable et des alpages ;
- la mise en place d'un plan de secours permettant de définir les actions à entreprendre en fonction des problèmes rencontrés.

En cas de défaillance d'une ressource, en période de forte fréquentation, l'alimentation en eau de la station serait, quantitativement, perturbée.

Malgré la mise en place des périmètres définis, la collectivité doit rechercher une ressource en eau d'appoint pour palier à une contamination accidentelle des eaux des captages utilisées pour l'alimentation en eau potable.

Ph. Rousset.
Avril 2012.